



agence d'urbanisme de la région mulhousienne

Exercice de prospective territoriale appliquée au quartier Drouot



LOCALISATION DU QUARTIER DROUOT-BARBANÈGRE DANS LA REGION MULHOUSIENNE



SOMMAIRE

EXERCICE DE PROSPECTIVE TERRITORIALE APPLIQUEE AU QUARTIER DROUOT

Genèse du projet	p.5
Mulhouse, une candidature originale	p.5
Le quartier Drouot, un choix logique	p.5
Une conjonction de projets différents	p.5
Une équipe de coordination complémentaire.....	p.5
Etape 1 : constitution du groupe de travail	p.6
Un groupe de travail pluridisciplinaire	p.6
Etape 2 : 5 réunions clé	p.7
Réunion 1 : 9 septembre 2008.....	p.7
Réunion 2 : 13 novembre 2008.....	p.7
Réunion 3 : 19 février 2009	p.7
Réunion 4 : 31 mars 2009.....	p.7
Réunion 5 : 26 mai 2009	p.7
Bilan et perspectives	p.8
Des acquis à valoriser	p.8
Quelles suites possibles ?	p.8
Annexes	p.9
Carte : Drouot, un quartier peu concerné par les projets structurants de l'agglomération	p.10
La méthodologie Futuribles.....	p.11
Les fiches des 16 variables influentes	p.16
Les 5 scenarii prospectifs	p.78

EXERCICE DE PROSPECTIVE TERRITORIALE APPLIQUE AU QUARTIER DROUOT

GENESE DU PROJET

En un an, entre juillet 2008 et juillet 2009, la CAMSA et la ville de Mulhouse, accompagnées par l'Agence d'Urbanisme de la Région Mulhousienne, ont réalisé sur le quartier Drouot un exercice de prospective.

Cette démarche, initiée par la mission Prospective et Stratégie du Secrétariat Général du Conseil Interministériel des Villes, a l'ambition de sensibiliser les collectivités à l'utilisation de la prospective comme outil nécessaire pour mieux appréhender les dynamiques d'un territoire.

Le Secrétariat Général a donc lancé au printemps 2008 un appel à projets pour sélectionner une dizaine de collectivités intéressées par la mise en oeuvre d'une telle démarche dans un quartier prioritaire.

Mulhouse, une candidature originale

En matière de prospective, à l'occasion du CUCS, la Ville de Mulhouse s'est posée des questions et a souligné l'enjeu de trouver des passerelles entre les différentes échelles territoriales et entre les politiques existantes. Elle a résolulement choisi de construire un projet/programme territorialisé avec des objectifs opérationnels par quartier. Cette réflexion menée avec les élus mulhousiens et les services impliqués a conduit à une projection à 10 ans basée notamment sur une interpellation des enjeux, forces et faiblesses des différents territoires.

Depuis 2005, la Ville de Mulhouse, s'est engagée avec le soutien et l'appui du Conseil de l'Europe dans une démarche expérimentale d'élaboration concertée d'indicateurs de cohésion sociale et d'évaluation de territoires ou de situations sociales données. Cette démarche se déroule dans différents sites européens : Mulhouse, Ville Pilote, l'Île de France, la Province Autonome de Trento en Italie et la Ville de Timisoara en Roumanie (jumelée avec Mulhouse).

La proposition de l'équipe mulhousienne a donc été d'adosser l'exercice de prospective à cette

démarche européenne, intitulée « territoire responsable et durable », ce qui paraissait particulièrement intéressant et de nature à enrichir les deux démarches, en aboutissant à la construction du plan d'action concerté.

L'expérimentation en prospective est aussi l'occasion de sensibiliser/former à cette vision d'ensemble un groupe d'élus et de techniciens qui pourront ensuite être les porte parole de la méthode.

Le quartier Drouot, un choix logique

Drouot est un quartier tout à fait particulier par rapport à la géographie prioritaire française : il est proche du centre ville, bien desservi et avec un mélange de formes urbaines allant de la cité jardin des années 30 à des petites barres des années 60. On est loin de l'image et du fonctionnement d'un quartier classique de tours et de barres excentré. A l'inverse, il est tout à fait représentatif des quartiers mulhousiens où les territoires sensibles ont une forte identité et se retrouvent au coeur même de la ville, ce qui est un atout mais crée aussi un déficit ou une image négative de la ville vis à vis de l'extérieur.

Si la quasi-totalité des quartiers sensibles de Mulhouse bénéficie de projets d'urbanisme à court, moyen ou long terme, ce n'est pas encore le cas du quartier Drouot. Or, des potentialités existent et des questions se posent sur son avenir. Ce quartier, qui a connu des difficultés importantes et a été fortement secoué par la fermeture puis la destruction criminelle du centre social en 2003, se reconstruit peu à peu au travers du « Plan d'action Drouot » de la Ville qui vise à recréer une offre complète d'animation et du « Plan 25 Quartiers » de l'Etat. Ces deux dispositifs ont réuni mensuellement tous les champs et institutions compétents sous la présidence du Préfet pour le « Plan 25 quartiers ». Cette mobilisation sans précédent a permis d'amorcer un changement de dynamique, encore fragile, mais prometteur. 2007 a

été une année essentielle avec la concrétisation de plusieurs projets phare de la Ville et de la CAMSA : lancement du centre social multisite, ouverture de l'Espace rencontre intergénérationnel, de la bibliothèque et du Centre ressource pour la lecture. Enfin, le quartier a été retenu en mars 2008 par la Ville pour expérimenter la démarche « territoire responsable et durable » avec le Conseil de l'Europe.

Une conjonction de projets différents

L'exercice de prospective est donc un élément supplémentaire de la Politique de la Ville à Mulhouse mais aussi dans le quartier Drouot. Celui-ci devient donc un « laboratoire » mulhousien. Tous les projets mis en oeuvre sur le quartier devront cependant être bien articulés. Ils gagneront ainsi en efficacité et en lisibilité.

Une équipe de coordination complémentaire

Au sein de la CAMSA le projet est porté par Anne MOLDO, chef de projet Politique de la Ville.

Le chargé de mission responsable de la démarche « Drouot, territoire responsable et durable », Sébastien HOUSSIN fait aussi partie de cette équipe.

Enfin, l'Agence d'Urbanisme de la Région Mulhousienne, représentée par Sébastien DASSONVILLE, chargé d'études « renouvellement urbain et politique de la ville », a assuré l'animation tout au long de l'exercice et a aussi apporté son expertise territoriale et ses ressources, tant cartographiques que statistiques.

EXERCICE DE PROSPECTIVE TERRITORIALE APPLIQUE AU QUARTIER DROUOT

ETAPE 1 : CONSTITUTION DU GROUPE DE TRAVAIL

Un groupe de travail pluridisciplinaire

A l'initiative de la Ville de Mulhouse et de la CAMSA, l'équipe de coordination a rapidement dressé une liste de personnes d'horizons très différents, susceptibles d'apporter une forte valeur ajoutée à l'exercice de prospective territoriale. Au final, le groupe de travail était constitué d'une quinzaine d'experts représentant les différents services de la collectivité, ainsi que les acteurs locaux du quartier et les partenaires institutionnels de la collectivité locale.

Le groupe de travail s'est réuni 5 fois au Centre Social Don Bosco, situé au coeur du quartier Drouot.



Nom	Prénom	Fonction	Structure
LEGO	Axelle	Adjointe de secteur déléguée aux quartiers Drouot/Barbanègre, Europe/Bassin/Nordfeld, Wolf-Wagner et Vauban/Nepert/Sellier	Ville de Mulhouse
VIDAL	Pierre	Directeur du Service aménagement de l'espace communautaire	CAMSA
STRASSEL	François	Directeur du Service action économique	CAMSA
CHASSELAY	Sylvie	Directrice-adjointe du service Habitat	CAMSA
THUET	Elodie	Directrice du Développement Durable	CAMSA
PACARY	Valérie	Chargée d'études -Service Urbanisme	Ville de Mulhouse
MOLDO	Anne	Chef de projet Politique de la Ville	CAMSA
PARODI	Emmanuelle	Chargée de mission territoriale Europe/Drouot/Barbanègre	Ville de Mulhouse
TAFFAHI	Hadje	Directeur du Centre Social Drouot	Ville de Mulhouse
HOUSSIN	Sébastien	Coordinateur " Mulhouse, territoire responsable "	Ville de Mulhouse
THIRION	Samuël	Administrateur	Conseil de l'Europe
BOOS	Xavier	Directeur d'Etudes	SGARE Alsace
PIHAN	Olivier	Directeur-Adjoint	MEF du Pays de la région mulhousienne
OPPENOT	Laurence	Chargée de mission	MEF du Pays de la région mulhousienne
MERLET	Lucie	Coordinatrice Prévention Sécurité	Ville de Mulhouse
FRONTERA	Anne-Louise	Responsable du périscolaire secteur Drouot	CAMSA
ERTZSCHEID	Jean	Directeur des investissements	OPH Mulhouse Habitat
MOURLAT	Yves-Marie	Directeur commercial	SERM
LAMBLIN	Véronique	Directrice d'Etudes	Futuribles
ROUSSEL	Marie-Josée	Chargée d'études	SGCIV
BERTHON	Benjamin	Chargé d'études	SGCIV
DASSONVILLE	Sébastien	Chargé d'études	AURM

EXERCICE DE PROSPECTIVE TERRITORIALE APPLIQUE AU QUARTIER DROUOT

ETAPE 2 : 5 REUNIONS-CLE

Réunion 1 : le 9 septembre 2008

L'objectif de cette première réunion était de présenter la démarche, les attentes et les objectifs aux membres du groupe de travail. Les méthodologies des deux projets (Drouot, territoire responsable et l'exercice de prospective territoriale) ont été présentés à l'assistance.

L'organisation de l'exercice de prospective territoriale a aussi été arrêtée lors de cette première réunion¹.

Réunion 2 : le 13 novembre 2008

L'exercice de prospective territoriale est véritablement entré dans sa phase opérationnelle lors de cette réunion. En effet, l'objectif était de déterminer les variables influentes pour l'avenir du quartier à l'horizon 2025/2030. Chaque membre du groupe de travail a donc pris la parole pour présenter le fruit de sa réflexion. A l'issue de la réunion, une liste de 19 variables influentes a été retenue. En outre, des personnes-ressources ont été nommées comme référents pour assister l'AURM dans la rédaction des fiches.

Ce travail de recherche et de rédaction des fiches, confiée à l'AURM, a duré jusqu'en février 2009.

Réunion 3 : le 19 février 2009

Durant les 3 mois de travail sur les fiches, les variables ont été légèrement modifiées. De 19, elles sont passées à 16 variables, des regroupements ayant été opérés.

La réunion du 19 février 2009 a permis aux membres du groupe de travail de valider les hypothèses prospectives de chaque variable.

A l'issue de cette réunion, Futuribles, le bureau d'études missionné par le SGCI, a donc pu réaliser le tableau morphologique qui a servi de base de travail à la constitution des trames des scénarii prospectifs.

Réunion 4 : le 31 mars 2009

L'objet de cette quatrième réunion était donc de "fabriquer" en groupe de travail la trame des scénarii prospectifs en s'appuyant sur le tableau morphologique réalisé par Futuribles.

A l'issue de cette réunion, 5 trames de scénarii prospectifs ont été retenus par le groupe de travail. Dans le cadre de l'animation de l'exercice, l'AURM a été chargée de rédiger les scénarii.

Réunion 5 : le 26 mai 2009

D'un format plus court, cette cinquième et dernière réunion a permis au groupe de travail de valider le contenu et la rédaction de chaque scénario prospectif.

Elle a aussi permis de faire le bilan de l'exercice de prospective et d'esquisser de pistes d'actions pour les "suites à donner", notamment autour de l'articulation avec la démarche "Drouot, territoire responsable".



¹ voir le compte-rendu en annexes

EXERCICE DE PROSPECTIVE TERRITORIALE APPLIQUE AU QUARTIER DROUOT BILAN ET PERSPECTIVES

Des acquis à valoriser

La mise en oeuvre de l'exercice de prospective territoriale est une démarche originale à Mulhouse.

Les acquis sont donc forts :

- la fréquence des réunions de travail et la qualité de l'accompagnement du bureau d'études FUTURIBLES ont permis l'appropriation par les membres du groupe de travail d'une démarche originale, souple et reproductible.

- l'exercice aura aussi permis un travail transversal et " interservices " sur un quartier prioritaire. Les membres du groupe de travail, issus de différents horizons, ont ainsi pu se parler, s'écouter et travailler ensemble pour l'avenir du quartier Drouot.

- la démarche prospective a donné des résultats tangibles : les scénarii prospectifs. Toutefois, la réalisation pour chaque variable d'une fiche organisée en 3 thèmes (définition, retrospective, prospective) doit être considérée comme un outil de veille multithématique.

Quelles suites possibles ?

L'exercice de prospective territoriale a donné des résultats intéressants à plusieurs titres. Pour autant, ce travail doit avoir des suites pratiques pour être réellement efficace.

A l'échelle du quartier :

- les autres démarches -remise en place d'un centre socio-culturel et démarche " territoire de coresponsabilité " - se poursuivent avec la définition progressive d'un certain nombre d'actions concrètes à mettre en place dans le court terme. Une meilleure articulation opérationnelle avec la prospective serait possible si une étape supplémen-

taire était franchie : l'élaboration du scénario souhaitable validé par les élus à partir des variables et hypothèses élaborées pour les scénarii possibles. C'est à cette condition qu'un véritable plan d'action à moyen et long terme pourrait être envisagé car il serait alors possible d'agir sur les leviers opérationnels identifiés.

- le scénario souhaitable pourrait aussi constituer la base de travail pour le renouvellement du CUCS de la CAMSA sur le quartier Drouot. Les acquis de l'exercice de prospective trouveraient ainsi une issue clairement opérationnelle.

A l'échelle de la Ville et de l'agglomération :

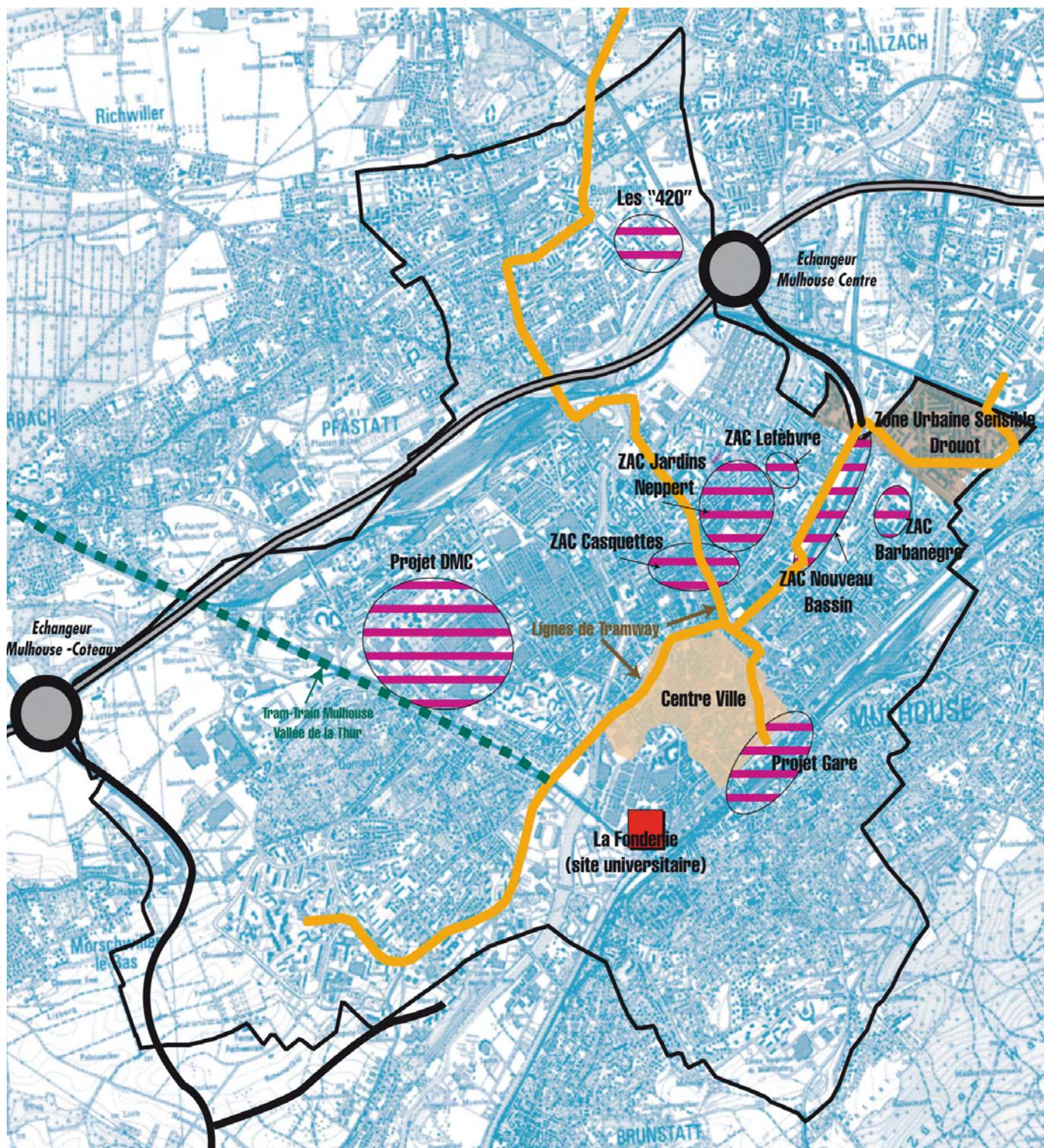
- les acquis méthodologiques et les résultats de l'exercice doivent maintenant être partagés avec les élus de la Ville pour un portage politique renforcé. En effet, la prospective exploratoire et stratégique pourrait éventuellement être utilisée à une échelle territoriale plus large. En effet, la Ville de Mulhouse est engagée dans l'élaboration d'un projet territorial par secteur à l'horizon du mandat (5 secteurs pour 16 quartiers).

- la prospective pourrait aussi être un outil fédérateur pour le projet de grande agglomération encore en devenir : réfléchir ensemble sur le long terme (horizon 2030) permet de s'affranchir des difficultés d'aujourd'hui.



ANNEXES

DROUOT, UN QUARTIER PEU CONCERNE PAR LES PROJETS STRUCTURANTS DE L'AGGLOMERATION



COMPTE-RENDU DE LA REUNION PREPARATOIRE DU 09 SEPTEMBRE 2008

Réunion préparatoire « Drouot, territoire de co-responsabilité »

Relevé de décisions de la réunion du 09 septembre 2008

Liste des participants :

- Mme Axelle LEGO, Adjointe déléguée au suivi des conseils de quartier, et en charge des quartiers Europe-Bassin-Nordfeld, Drouot, Barbanègre.
- Mme Mireille GODEFROY, Chargée de mission déléguée par le Maire pour le projet « Mulhouse, territoire responsable pour la cohésion sociale et le développement durable ».
- M. Denis RAMBAUD, Adjoint délégué aux déplacements urbains, à l'accessibilité, aux espaces publics, à la voirie et au logement.
- Mme Brigitte GOLLNER, Directrice Générale Adjointe Solidarité - VDM et CAMSA.
- M. Dominique HERRADA, Directeur adjoint du Service Jeunesse et petite enfance - Ville de Mulhouse
- M. Pierre VIDAL, Directeur du service aménagement de l'espace communautaire – CAMSA.
- M. François STRASSEL, Directeur du service Action Economique –CAMSA.
- Mme Sylvie CHASSELAY, Directrice-Adjointe du Service Habitat – Ville de Mulhouse/CAMSA
- Mme Elodie THUET, Chargée de mission Développement Durable - CAMSA.
- Mme Valérie PACARY, Service Urbanisme – Ville de Mulhouse.
- Mme Anne MOLDO, Chef de projet Politique de la Ville – Ville de Mulhouse/CAMSA
- Mme Emmanuelle PARODI, Chargée de Mission Territoriale, quartier Drouot-Barbanègre et Europe Bassin Nordfeld – Ville de Mulhouse
- M. Hadje TAFFAHI, Chargé de mission centre social - Ville de Mulhouse
- M. Sébastien HOUSSIN, Coordinateur « Mulhouse : territoire responsable » - Ville de Mulhouse
- M. Joseph MEYER, Service Habitat – Ville de Mulhouse/CAMSA
- Mme Sylvaine CALLEJA, DDTEFP du Haut-Rhin.
- M. Samuel THIRION, Administrateur - Conseil de l'Europe.

- M. Xavier BOOS, Directeur d'Etudes, SGARE Alsace.
- M. Olivier PIHAN, Directeur-Adjoint de la MEF du Pays de la région mulhousienne.
- Mme Laurence OPPENOT, chargée de missions, MEF du Pays de la région mulhousienne.
- M. Sébastien DASSONVILLE, Chargé d'étude - AURM .
- Mme Véronique LAMBLIN, Directrice d'études, prospectives et stratégie - Futuribles.
- Mme Marie-José ROUSSEL, Mission Prospective et Stratégie - Délégation Interministérielle à la Ville.
- M. Benjamin BERTHON, Mission Prospective et Stratégie - Délégation Interministérielle à la Ville.

Etaient excusé(e)s :

- Mme Chantal RISSER, Adjointe déléguée à la Jeunesse, à l'Education, à l'Animation sociale de proximité, à la Politique de la Ville.
- M. Christian COLAS, Directeur du Service Jeunesse et petite enfance - Ville de Mulhouse
- M. Paul BERANGER, Directeur du service urbanisme - Ville de Mulhouse
- Mme Lucie MERLET, Coordinatrice Prévention et Sécurité, Ville de Mulhouse/CAMSA.

Objectifs de la réunion :

- Préciser les objectifs de la démarche, les attentes, les enjeux pour chacun ;
- Articuler les différentes démarches (Territoire responsable - Centre Social – Prospective) afin d'arriver à une démarche globale cohérente ;
- Définir : la méthode – le calendrier – le rôle de chacun

- Relevé de décisions :

1- Organisation des équipes de travail et de coordination :

- La démarche « Drouot territoire responsable » est pilotée par M. Sébastien HOUSSIN, assisté de Mme Emmanuelle PARODI, Mme Lucie MERLET et M. Hadje TAFFAHI et.
- L'exercice de prospective exploratoire mené sur le quartier est animé par l'Agence d'Urbanisme de la Région Mulhousienne (chef de projet : Sébastien DASSONVILLE).
- La réflexion autour de la mise en place d'un Centre Social Associatif de quartier est assurée par Hadje TAFFAHI.
- La coordination de l'ensemble des démarches (regroupées sous l'appellation « Drouot, territoire de co-responsabilité ») est assurée par Mme Anne MOLDO, assistée de Ms. Sébastien HOUSSIN et Sébastien DASSONVILLE.

2- Organisation de l'exercice de prospective exploratoire :

- La liste des personnes pressenties se trouve en annexe de ce document. Il est demandé aux personnes pressenties de donner une réponse ferme et définitive avant le 30 septembre.
- La prochaine réunion est fixée le 13 novembre de 10h à 17h à l'espace Don Bosco (sous réserve de modifications).

3- Annexes :

- Liste provisoire des personnes pressenties pour participer à l'exercice de prospective exploratoire sur le quartier Drouot.
- Planning prévisionnel des trois démarches intégrées.

Liste provisoire des personnes pressenties pour participer à l'exercice de prospective exploratoire sur le quartier Drouot :

- Mme Axelle LEGO, Adjointe déléguée au suivi des conseils de quartier, et en charge des quartiers Europe-Bassin-Nordfeld, Drouot, Barbanègre.
- M. Pierre VIDAL, Directeur du service aménagement de l'espace communautaire - CAMSA.
- Mme Elodie THUET, Chargée de mission Développement Durable - CAMSA.
- M. Paul BERANGER ou V. PACARY, service urbanisme - Ville de Mulhouse
- Une personne de la SERM (à confirmer)
- M. François STRASSEL, Directeur du service économique - CAMSA
- M. D. Huard, Directeur de la MEF
- Mme. S. Calleja, DDTEFP
- Mme Sylvie CHASSELAY, Directrice Adjointe du service Habitat et renouvellement urbain - CAMSA/Ville de Mulhouse
- une personne de Mulhouse Habitat (à confirmer)
- M. H. AJILI, Coordonateur Réussite scolaire - Ville de Mulhouse/CAMSA (à confirmer)
- M. Hadje TAFFAHI, Chargé de mission centre social - Ville de Mulhouse
- Mme Emmanuelle PARODI, Chargée de Mission Territoriale, quartier Drouot-Barbanègre et Europe Bassin Nordfeld
- Mme L. MERLET, coordinatrice prévention sécurité (à confirmer)
- Mme Anne MOLDO, Chef de projet Politique de la Ville - Ville de Mulhouse/CAMSA
- M. Sébastien HOUSSIN, Coordinateur «Mulhouse : territoire responsable» - Ville de Mulhouse
- M. Sébastien DASSONVILLE, Chargé d'études - AURM
- M. Xavier BOOS, SGARE Alsace
- + 1 ou 2 personnes professionnelles ou bénévoles du quartier

Planning prévisionnel des trois démarches intégrées.

	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	trimestre
	préparation de la démarche		lancement de la démarche		phase de diagnostic		synthèse diagnostic
Démarche Territoriale responsable "classique"		Envoi du courrier aux acteurs du quartier	Etape 1 : Travail préparatoire - Présentation dans réunion quartier : CTPS, conseil de quartier... - Rencontres individuelles avec acteurs institutionnels et associatifs - Constitution du groupe local de coordination qui comprend élu de secteur, prof. assoc, services Ville/CAMSA présents sur le quartier	Etape 1 : Travail préparatoire - 1ère réunion Groupe Local de Coordination et présentation de la démarche avec les professionnels par le CoE - Recherche des habitants, par le groupe local, par les assoc. et services Ville/CAMSA présents porte à porte	Etape 2 : Expression des critères de bien-être 1) Démarche avec groupe par catégorie (monochromes) et groupe arc-en-ciel (mélangés) - Une demi-journée 2) Classement des critères et construction des indicateurs (gradation de la situation la pire à la meilleure (idéal))	Etape 3 : Evaluation 1) de la situation du quartier d'après les critères exprimés par les habitants 2) Evaluation des actions existantes à partir des critères exprimés par les habitants 3) Construction des indicateurs (gradation de la situation la pire à la meilleure (idéal))	Au 15 décembre: - croisement des évaluations : habitants et groupes assoc et prof de quartier, groupe d'experts prospective, enfants/élèves/jeunes, actions existantes -> points d'appui, dynamiques faiblesses, manques, besoins - restitution à l'équipe locale de coordination (à confirmer) - restitution aux élus. -> versement au projet centre social
Démarche Prospective exploratoire			Lancement de la démarche et articulation des différents outils : - explication de la prospective, du "territoire responsable", de la méthode, planning	Etape 1 : Travail préparatoire - Constitution du groupe de prospective, planning, choix du territoire	Etape 2 : La représentation du système 1) Réunion d'une journée du groupe de travail - Présentation de la méthode et des objectifs - Travail de sélection des variables (15 environ)	2) Constitution des fiches variables par le groupe de travail (2 mois minimum)	
Démarche avec jeunes et enfants (à confirmer)				diagnostic fait par les enfants et les jeunes, sur le bien-être (W avec école, collège, Bab'ill et service jeunesse			
Démarche Centre social			lancement embauche pour accueil et secrétariat				suite des actions engagées (animation Jeunesse, adulte, espace de rencontre, soutien associatif...) et réflexion partagée pour affiner le projet de Centre Social

	janvier	février	mars	avril	mai	juin
	Construction des scénarios et construction du plan d'action "territoire responsable"		Elaboration et mise en œuvre du plan d'actions		Restitution générale	
Démarche Territoriale responsable "classique"			Mise en œuvre d'actions	Suite de l'expérimentation des actions Finalisation du plan d'action "territoire responsable"		Etape 5 : - Organisation d'un temps fort sur le quartier - Colloque "territoire responsable" - Rendu prospective
Démarche Prospective exploratoire			Rédaction des scénarios 3) Rédaction des scénarios 4) Eventuellement, réunion destinée à valider les scénarios			Etape 4 : Mise en perspective nationale 1) Rédaction d'un document de synthèse par site 2) Réunion nationale (une journée)
Démarche avec jeunes et enfants (à confirmer)			Construction des scénarios élèves/enfants/jeunes adultes à voir			
Démarche Centre social			début de la mise en œuvre d'action par le centre social	Finalisation du projet centre social	finalisation partage associatif	

LA METHODOLOGIE FUTURIBLES

Projet DIV / Futuribles – 2008-2009.

La prospective appliquée aux territoires urbains sensibles

Présentation de la méthodologie

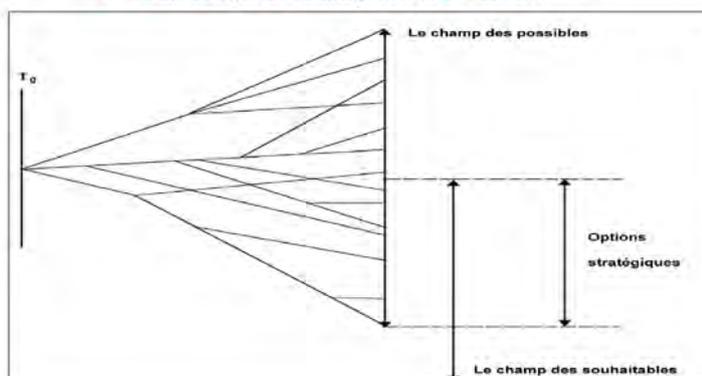
Véronique Lamblin / François de Jouvenel
Groupe Futuribles

2 juillet 2008

Aux fondements de la prospective

Principes de la prospective :

- L'avenir est ouvert à plusieurs futurs possibles (les futuribles)
- L'avenir ne se prévoit pas, il se construit
 - La dialectique de l'anticipation et de l'action



La prospective au service de la stratégie

- LE DIAGNOSTIC EN DYNAMIQUE ET L'EXPLORATION DES FUTURS POSSIBLES : PROSPECTIVE EXPLORATOIRE
- L'IDENTIFICATION DES FUTURS SOUHAITABLES
- LA DÉFINITION D'UNE POLITIQUE ET SA MISE EN OEUVRE

Deux modes d'exploration du futur : prospective et prévision

- ❑ **LA PRÉVISION : LA PROLONGATION DES TENDANCES PASSÉES**
UNE MÉTHODE PRIVILÉGIÉE : LES MODÈLES
La morphologie du système, et sa pérennité ?
Les composants du système, et son autonomie ?
L'effet GIGO
- ❑ **LA PROSPECTIVE : L'AVENIR DIFFÉRENT DU PASSÉ (DISCONTINUITÉS)**
UNE MÉTHODE PRIVILÉGIÉE : LES SCÉNARIOS
La base, et sa pertinence ?
Les cheminements, et la complexité des routes ?
Les images finales
L'effet CHAOS

© Pamphile

7

Prospective et politique de la ville

- ❑ Différentes attitudes face au futur
Passivité, réactivité, préactivité, proactivité.
- ❑ Trois questions pour les acteurs de la politique de la ville
 - Que peut-il advenir ?
 - Que pouvons-nous faire ?
 - Que voulons-nous faire ?
- ❑ Les enjeux de la prospective appliquée aux quartiers sensibles
 - Penser collectivement l'avenir des territoires
 - Identifier les enjeux majeurs et les leviers d'action
 - Une démarche au service des acteurs de la politique de la ville
- ❑ Les objectifs de la démarche
 - Familiariser les groupes de travail à la démarche
 - Construire sur chacun des sites des scénarios exploratoires utiles aux acteurs locaux
 - Confronter les démarches et leurs résultats au niveau national

© Pamphile

8

Les étapes de la démarche

1. Définir le sujet et l'horizon temporel
2. Identifier les variables clefs et leurs relations
3. Explorer les évolutions possibles des variables clefs
4. Construire les scénarios exploratoires
5. Déterminer les enjeux du territoire
- [6. Explorer les options politiques souhaitables]

© Pamphile

9

Phase 1 : Quel est le sujet et l'horizon adéquat ?

- LA DÉFINITION DES OBJECTIFS ET DES MOYENS MIS EN ŒUVRE**
 Quel groupe de travail ?
 Quel calendrier ?
 Quelle articulation avec les projets en cours ?
- LA DÉFINITION DU SUJET**
 Quel territoire ? Dans quel environnement ?
- LA DÉFINITION DE L'HORIZON TEMPOREL**
 Sortir du « futur engagé » (CUCS, projets ANRU, etc.)

Les discontinuités et les ruptures
 Les marges de manœuvre des acteurs

© Pamphilus

10

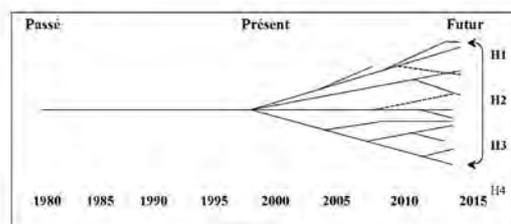
Phases 2 et 3 : la représentation du système en dynamique

Phase 2 : Identifier les variables et leurs relations

- Des variables clés
- Regroupées en sous-systèmes ou composantes
- Constituant entre elles un « système » dont nous allons nous représenter les futurs possibles

Phase 3 : Analyse rétrospective et prospective des variables

- Retracer l'évolution passée
- Construire le tendanciel
- Préciser les facteurs de discontinuités et de rupture
- Aboutir aux hypothèses contrastées sur les variables



© Pamphilus

11

Phase 4 : Enchaînement simple des hypothèses aux scénarios

Les variables clefs

1. Population
2. Lien social
3. Projet urbain
4. Logement
5. Education
6. Relations Etat / Collectivités
7. ...

Hypothèses

<i>H1</i>	H2	H3	
H1	H2	<i>H3</i>	
H1	H2	H3	H4
H1	H2	H3	
H1	H3	H3	<i>H4</i>
<i>H1</i>	H2	H3	H4

Scénarios

Futurs possibles du quartier

Sc 1	Sc 2	<i>Sc 3</i>	Sc ...
-------------	------	-------------	--------

© Pamphilus

12

Phase 4 : vertus et limites des scénarios

- ❑ LA BASE : s'est-on correctement représenté le « système » ?
- ❑ LES CHEMINEMENTS : SI, ALORS ?
Tout n'est pas équi-probable à chaque instant
- ❑ LES IMAGES FINALES

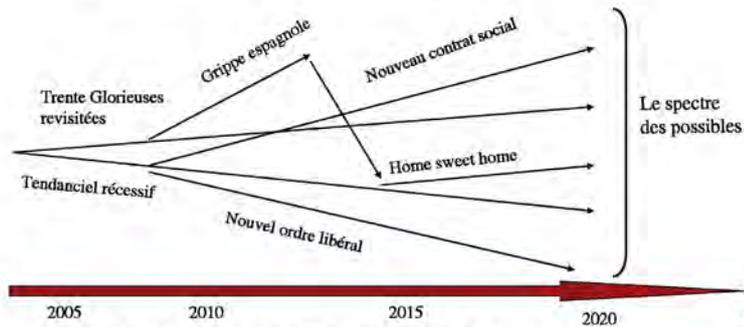
ATTENTION DE NE PAS CONFONDRE LES HORIZONS TEMPORELS ET DE PRÊTER ATTENTION AUX ORDRES DE GRANDEUR

© Futuribles

13

Phase 4 : Les scénarios ne sont pas équiprobables à chaque instant

Exemple : la société française à l'horizon 2010 et 2020



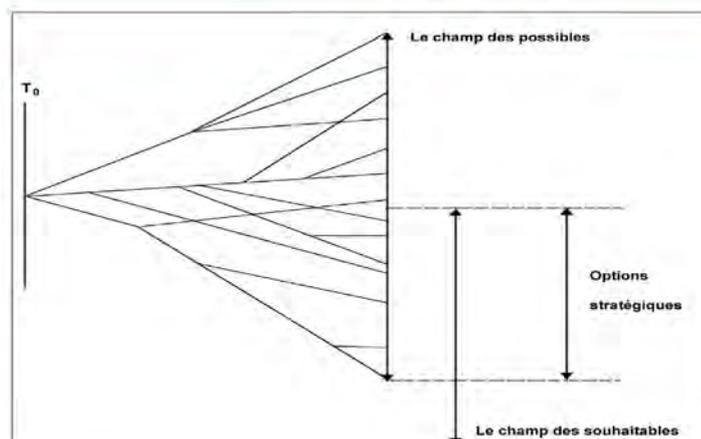
Source : Futuribles « L'environnement stratégique des entreprises à l'horizon 2010 et 2020 »

QUELS IMPACTS SUR MON TERRITOIRE... ?

© Futuribles

14

Phase 5 : De l'exploration du futur à la construction d'une vision des avenir souhaitables



© Futuribles

15

Calendrier et organisation

Etape 1 : Travail préparatoire

Réunion d'une demi journée ou travail à distance : choix du territoire, composition du groupe de travail, calendrier

Etape 2 : La représentation du système

- 1) Réunion d'une journée du groupe de travail
 - Présentation de la méthode et des objectifs
 - Travail de sélection des variables (15 environ)
- 2) Constitution des fiches variables par le groupe de travail (2 mois minimum)

Etape 3 : La construction de scénarios

- 1) Réunion d'une journée du groupe de travail pour valider les hypothèses sur les variables
- 2) Réunion d'une journée du groupe de travail pour construire la trame des scénarios
- 3) Rédaction des scénarios
- 4) Éventuellement, réunion destinée à valider les scénarios

Etape 4 : Mise en perspective nationale

- 1) Rédaction d'un document de synthèse par site
- 2) Réunion nationale (une journée)
- 3) Rédaction d'un document de synthèse nationale

LES VARIABLES INFLUENTES

Partenariat de tous les acteurs autour du quartier	p.22
Vie citoyenne/capacité d'initiative des habitants	p.23
Le rôle des femmes	p.26
Réussite scolaire des écoles et enfants	p.29
Qualification et formation professionnelle continue	p.36
Démographie du quartier	p.40
Emploi et revenus	p.43
Traitement de la délinquance	p.49
Santé : offre et prévention	p.54
Eco-attitude	p.58
Le cadre de vie	p.61
Le parc de logements	p.64
Accès à la culture et aux loisirs	p.66
Volonté, moyens financiers et efficacité de l'action publique	p.70
Les déplacements	p.72
L'activité économique de l'agglomération	p.76

Partenariat de tous les acteurs autour du quartier

DEFINITION

Partenariat : « *action commune entre des organismes différents dans un but déterminé* »

La notion de partenariat de tous les acteurs autour du quartier renvoie donc à la volonté de mettre en place un réseau d'associations, d'institutions pour améliorer la vie quotidienne dans le quartier Drouot, en passant notamment par une volonté de mieux coordonner l'action de toutes les structures intervenant dans le quartier. Cette mission est souvent dévolue à la collectivité locale qui a par exemple mise en place les chargés de mission territoriale. Au Drouot, l'histoire récente démontre aussi que le centre Socio-Culturel peut jouer un grand rôle dans la constitution d'un partenariat efficace entre acteurs. Enfin, le tissu associatif présent sur le quartier contribue aussi beaucoup à la force du partenariat.

RETROSPECTIVE

Le 31 décembre 2003, La MJC Drouot, fermée depuis quelques temps, était victime d'un attentat. Cet évènement n'était en fait que le dernier épisode d'une série d'actes délinquants –commis notamment contre l'équipe d'animation- qui avait abouti à la fermeture du centre fin juin 2003, malgré de nombreuses tentatives de médiations menées par la Mairie. En réaction à cet attentat, le Maire, Jean-Marie Bockel, déclare : « cette situation de crise est intolérable et les habitants du quartier en sont, hélas, les premières victimes. Aucune réouverture du centre social ne sera envisagée tant qu'un traitement policier et judiciaire approprié n'aura permis un retour à une situation normale dans le quartier du Drouot » (DNA, 03/01/2004). Cet accident a privé le quartier d'un lieu emblématique de rassemblement pour les habitants et de travail pour le réseau associatif. Ce dernier avait toujours fait preuve d'un bon esprit de partenariat et de solidarité.

Aujourd'hui, on recense dans le quartier Drouot une quinzaine d'associations, allant de l'association sportive « classique » à l'association d'information sur le droit de femmes et des familles en passant par l'association culturelle. Selon les services de la Mairie, le partenariat entre les acteurs, qu'ils soient associatifs ou institutionnels, est très bon sur le quartier. Toutefois, ce partenariat ne s'exprime pleinement que de façon segmentée. Ainsi, le secteur de l'action sociale, pour lequel on compte de nombreux acteurs sur le quartier (antenne du Conseil Général du Haut-Rhin, plusieurs associations, services de la Ville et de la CAMSA), se caractérise par un partenariat très fort et efficace.

La constitution du nouveau centre social

La collectivité locale est en train de remettre en place un centre social au Drouot. Elle a installé une équipe et a pu obtenir l'agrément CAF indispensable au fonctionnement du centre. Cependant, la constitution de cette structure se heurte à de nombreux problèmes :

- Il est difficile de constituer un Conseil d'Administration solide et représentatif de la population du quartier, d'autant plus que les volontaires éventuels ont gardé en mémoire les événements de 2003.
- Quelques jeunes déscolarisés posent problème en perturbant quasi systématiquement les activités mises en place par l'équipe d'animation du centre social. Ce phénomène est aussi malheureusement un frein à la constitution du Conseil d'Administration.

PROSPECTIVE

Incertitudes :

- Un tissu associatif dense et de qualité est indispensable pour garantir un bon partenariat entre les acteurs. Comment va-t-il évoluer quand on sait qu'aujourd'hui déjà il n'y a pas assez d'associations dans le quartier ?
- Comment va évoluer le problème du financement des associations ?
- La constitution du Conseil d'administration du nouveau centre socio-culturel est relativement difficile. Comment ce nouvel outil, indispensable au quartier, fonctionnera-t-il et quels seront les moyens mis à sa disposition ? En outre, comment se régleront les problèmes avec les jeunes déscolarisés qui, par leurs fréquentes intrusions, nuisent au développement du centre ?

Hypothèses :

- (=) « Drouot-Barbanègre, un partenariat vivant mais segmenté » : le nombre d'associations locales se maintient bon an mal an. Le centre socio-culturel est en place mais il n'est pas assez dynamique pour fédérer tout le tissu présent sur le quartier. En conséquence, le partenariat entre acteurs reste cloisonné en grands secteurs d'intervention : sport, culture, action sociale, culte,... Le quartier Barbanègre est lui coupé du quartier Drouot, les acteurs de Barbanègre préférant être rattachés au Nordfeld. Par ailleurs, les artisans du village artisanal ne sont pas des partenaires du quartier : toutes les entreprises sont locataires et aucun travailleur ne vient du quartier Drouot.
- (+) « Drouot-Barbanègre, partenariat fort » : la mise en place du nouveau centre socio-culturel est un grand succès et fédère les différentes entités du quartier, y compris Barbanègre. Dopé par cette réussite, le tissu associatif se renforce et devient de plus en plus dynamique. En conséquence, le partenariat entre acteurs prend une grande ampleur, au bénéfice des habitants du quartier. Le nombre de bénévoles croît fortement.
- (-) « Drouot-Barbanègre, quartier sans partenariat ... » : la disparition progressive des associations locales amène à la mort du partenariat entre acteurs par un non renouvellement des bénévoles. Les institutions et collectivités n'ont plus de relais locaux.

Vie citoyenne/capacité d'initiative des habitants

DEFINITION

La capacité d'initiative des habitants d'un territoire peut se définir en terme de volonté d'implication dans la vie publique du quartier, que ce soit une implication culturelle, associative, politique,... Elle fait donc écho à la vie citoyenne.

Citoyen : « Personne jouissant, dans l'État dont il relève, des droits civils et politiques, et notamment du droit de vote (par opposition aux étrangers). » (Larousse).

La citoyenneté se définit donc par l'ensemble des droits et des devoirs du citoyen :

Que sont des libertés et des droits fondamentaux ?

Il s'agit des libertés et des droits reconnus par la constitution, la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, le préambule de la constitution de 1946 (repris par celle de 1958) et les principes fondamentaux auxquels ces textes renvoient. Ils sont à la base de la démocratie et le Conseil constitutionnel a fortement contribué à renforcer leur respect.

- les droits inhérents à la personne humaine
- les droits qui sont des aspects ou des conséquences des précédents
- les droits sociaux, c'est-à-dire les prestations à la charge de la collectivité

Quels sont les devoirs d'un citoyen envers les autres ?

Les devoirs d'un citoyen envers les autres sont de deux natures, juridique et morale. Chaque citoyen doit d'abord respecter les droits des autres, qui sont identiques aux siens. En effet, la Déclaration des droits de 1789 établit que « l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres membres de la société la jouissance de ces mêmes droits » (art. 4). Ainsi, un citoyen a droit au respect de sa vie privée et doit scrupuleusement respecter celle des autres. De même, il ne doit pas empêcher quelqu'un de s'exprimer librement au nom de la supériorité supposée de ses propres idées. Il doit respecter la liberté des autres, témoigner et leur porter assistance.

Mais les devoirs des citoyens les uns envers les autres ne se limitent pas à des obligations juridiques et doivent être complétés par une dimension morale. En effet, il doit « vivre en citoyen » en faisant preuve de civisme et de civilité. L'attitude des citoyens les uns envers les autres est primordiale pour rendre supportable la vie en société. La politesse, le respect, la capacité à venir en aide à une personne en difficulté sont des éléments capitaux pour une citoyenneté, lien social établi entre une personne et l'État qui la rend apte à exercer l'ensemble des droits politiques attachés à cette qualité sous réserve qu'elle ne se trouve pas privée de tout ou partie de cet exercice par une condamnation pénale (privation de droits civiques). Juridiquement, un citoyen français jouit de droits civils et politiques et s'acquiesce d'obligations envers la société. Les manquements à ces règles élémentaires de vie en commun affaiblissent la notion de citoyenneté.

Cependant, la citoyenneté ne se définit pas uniquement d'un point de vue juridique par la possession de la nationalité française et de ses droits civils et politiques. Elle se définit aussi aujourd'hui comme une participation à la vie de la cité. Cependant, les citoyens n'ont aucun rôle obligatoire à jouer. En ce sens, le statut juridique de citoyen est un statut de liberté. Un citoyen peut choisir de participer (citoyen actif) ou non (citoyen passif) à la vie publique. Un citoyen actif a un rôle essentiel à jouer, qui prend tout son sens avec l'exercice du droit de vote. C'est à ce moment que le citoyen apporte sa contribution majeure à la société. En votant, mais aussi en se faisant élire, il fait valoir son point de vue, change ou confirme les gouvernants, ou encore (dans le cadre du référendum) décide des grandes orientations de la politique nationale. Mais, en dehors des élections, les citoyens peuvent également, de façon quotidienne, jouer un rôle important dans la société. Par exemple, ils peuvent adhérer à une association, un syndicat ou un parti politique et, ainsi, tenter de faire évoluer la société dans laquelle ils vivent, de venir en aide aux autres ou d'influencer la politique nationale. De même, l'attitude individuelle des citoyens est importante. Les comportements de civisme (politesse, respect des biens publics...) sont pour beaucoup dans le caractère apaisé d'une société.

RETROSPECTIVE

Taux de participation et résultat des dernières élections

présidentielles 2007	Votants	Exprimés	Vote Nicolas Sarkozy	Vote Ségolène Royal
<i>Ecole maternelle du Nordfeld</i>	79,3%	95,2%	59,5%	40,5%
<i>Ecole Drouot</i>	80,3%	97%	60,2%	39,8%
<i>Ecole maternelle Drouot I</i>	73,8%	95,8%	43,8%	56,3%
<i>Ecole maternelle Drouot II</i>	71,1%	94,5%	54,2%	45,8%
Mulhouse	77,4%	95,6%	54,3%	45,7%

municipales 2008	Votants	Exprimés	Vote Binder	Vote Freyburger	Vote Bockel
<i>Ecole maternelle du Nordfeld</i>	55,5%	98,5%	13,1%	39,4%	47,4%
<i>Ecole Drouot</i>	52,4%	96,9%	19,9%	37,3%	42,8%
<i>Ecole maternelle Drouot I</i>	53,5%	98,0%	11%	64%	25,1%
<i>Ecole maternelle Drouot II</i>	52%	97,3%	22,1%	53,9%	23,9%
Mulhouse	52,8%	97,3%	14,3%	42,6%	43,2%

Lors des élections présidentielles de 2007, le taux de participation dans le quartier Drouot a été bon, comparable en cela au taux affiché à Mulhouse. En revanche, le taux de participation aux élections municipales de 2008 a été faible mais est cependant resté dans la moyenne mulhousienne. Il est aussi intéressant de noter que le vote extrême (FN/Binder) a été relativement fort dans le quartier, avec cependant de fortes disparités d'un bureau de vote à l'autre. Quels enseignements peut-on tirer des ces données statistiques ?

On ne note pas de démobilitation de l'électorat du quartier Drouot. C'est une caractéristique extrêmement intéressante car des études réalisées à l'échelle nationale montrent que les quartiers populaires se caractérisent par une démobilitation symbole « d'un désenchantement politique ». De fait, Drouot ne semble pas s'inscrire dans ce mouvement, preuve d'une vie publique citoyenne encore dynamique. Le fait que le vote extrême ne soit pas fort à l'échelle du quartier vient renforcer cette idée. Cependant, les disparités observées d'un bureau de vote à l'autre peuvent laisser entrevoir un cloisonnement du quartier en entités sociales de plus en plus marqué.

« Droubadou », le journal du quartier Drouot-Barbanègre

Le journal de quartier a été relancé en 2004 à l'instigation du Président du Conseil de Quartier. Sa parution est trimestrielle et le tirage oscille entre 3000 et 3500 exemplaires. Il est distribué dans les boîtes aux lettres. Le journal est alimenté en articles par les associations présentes sur le quartier et par les habitants, la mise en page et l'impression étant assurée par les services de la Ville de Mulhouse.

Ce support médiatique est un outil intéressant à plusieurs titres :

- il permet de valoriser le quartier et ses habitants,
- la parole de ces derniers est prise en compte,
- les structures sociales peuvent faire connaître leurs fonctions, activités, plannings,...

La notion d'engagement est capitale pour le dynamisme des journaux de quartier. En effet, c'est un média de proximité (au Drouot, selon une enquête de lectorat réalisée en 2006, 70% des habitants connaissaient Droubadou) et, à ce titre, le comité rédactionnel est composé d'habitants. Or, plus ces derniers ont une vie citoyenne engagée, plus le journal est dynamique. De fait, la grande majorité des membres du comité rédactionnel de Droubadou ont une implication associative.

A Mulhouse, 10 des 16 conseils de quartier ont un journal actif. La totalité des quartiers prioritaires ont un journal de quartier. Les journaux les plus dynamiques se trouvent à Cité-Briand et surtout à Bourtzwiller, qui a un tissu associatif très dense et une grande tradition participative.

PROSPECTIVE

Incertitudes :

- Maintien d'une vie citoyenne dans le quartier ?
- Renouvellement des habitants participant à la vie du quartier ?
- Evolution du sentiment d'insécurité ?

Hypothèses :

- (=) La vie du quartier suit son cours. Des projets se montent (lectures aux plus petits, spectacles...) avec plus ou moins de succès suivant la nature des publics visés. En revanche, quelques actions restent toujours perturbées par un petit noyau de jeunes adultes. Cela a pour effet un sentiment d'agacement des bénévoles, de colère, qui pousse certains à arrêter de donner de leur temps, pendant que d'autres continuent tant bien que mal.

- (+) « Drouot, petit village » : la dynamique de vie citoyenne est de plus en plus forte dans le quartier, grâce notamment à la volonté des habitants, à la densité du tissu associatif et à un fort renouvellement des bénévoles, au centre socio-culturel, ... Le travail des écoles sur la citoyenneté et le respect appuie cette dynamique. La qualité du « vivre ensemble » devient un des atouts majeurs du quartier.

- (-) « Drouot, quartier du repli sur soi » : le sentiment d'insécurité mis en place par un petit groupe de jeunes adultes, la carence du tissu associatif qui fait suite aux nombreuses perturbations qui ont eu lieu au cours des différents projets et donc à l'abandon progressif des bénévoles dans leurs investissements personnels, ... amènent les habitants du quartier à ne plus sortir de leurs logements, à ne plus participer et/ou s'impliquer dans la vie collective. Le quartier s'éteint petit à petit.

Le rôle des femmes

DEFINITION

Cinquante ans après l'institution du suffrage féminin, la France reste caractérisée par un niveau de participation des femmes à la vie publique moindre que dans beaucoup d'autres pays européens. Cependant, dans les quartiers sensibles, on compte de nombreux exemples d'actions menées par des femmes pour améliorer la vie quotidienne du quartier et de ses habitants. Souvent issues des minorités, elles se prennent en charge et s'organisent pour permettre que s'exprime la parole de tous ceux qui ne peuvent « prendre langue » avec les institutions.

RETROSPECTIVE

Courte rétrospective politique

En France, les femmes ont obtenu le droit de vote en avril 1944 (« Les femmes sont électrices et éligibles dans les mêmes conditions que les hommes »). La France a d'ailleurs été un des derniers pays du monde occidental à accorder ce droit. Des femmes sont dès lors régulièrement présentes dans les gouvernements (on citera notamment Simone Veil, Edith Cresson, ...). Mais la féminisation de la représentation parlementaire se fait attendre. Le nombre d'élues à l'Assemblée nationale stagne aux environs de 30 (5% des députés) jusqu'en 1997, date à laquelle il passe à 59. On compte aujourd'hui 107 députées à l'Assemblée Nationale, soit 18,5% de l'ensemble des députés, et ce malgré l'arsenal législatif mis en place, qui a notamment rendu obligatoire la parité.

Rétrospective législative

Faisant suite à l'adoption de la directive européenne n° 76/207 du 7 février 1976 relative à l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes en ce qui concerne l'accès à l'emploi, à la formation et à la promotion professionnelle et les conditions de travail, la loi du 13 juillet 1983 visait à faire passer en France le droit des femmes d'une « logique de protection » à une « logique d'égalité ». La loi a introduit un principe général de non discrimination entre les sexes dans les relations de travail. Elle a doté la promotion de l'égalité professionnelle dans l'entreprise de trois instruments : l'élaboration par l'employeur, dans les entreprises d'au moins cinquante salariés, d'un rapport annuel sur la situation comparée des conditions générales d'emploi et de formation des femmes et des hommes dans l'entreprise, la signature d'un plan d'égalité professionnelle entre la direction et les syndicats présents dans l'entreprise visant, par des mesures temporaires de rattrapage, à remédier aux inégalités existant en matière d'embauche, de formation, de promotion ou de conditions de travail, enfin une aide financière de l'État aux plans d'égalité professionnelle comportant, dans le cadre d'un contrat d'égalité professionnelle passé avec l'État, des actions exemplaires en faveur des femmes dans l'entreprise. Cependant l'application de la loi est jugée insuffisante en raison du manque d'efficacité des mesures de rattrapage et faute d'une véritable culture d'égalité dans la société.

La loi dite sur « la parité » du 6 juin 2000 vise à favoriser l'accès des femmes aux fonctions électives. Elle contraint les partis politiques à présenter un nombre égal d'hommes et de femmes pour les élections régionales, municipales (dans les communes de 3 500 habitants et plus), sénatoriales (à la proportionnelle) et européennes. Elle prévoit aussi de pénaliser financièrement les partis ou groupements politiques qui ne respectent pas le principe de parité lors de la désignation des candidats pour les élections législatives. Dans une décision du 30 mai 2000 le Conseil a constaté que l'intention claire du constituant, telle qu'elle ressort des débats parlementaires préalables à l'adoption de la loi constitutionnelle du 8 juillet 1999, a été non d'obliger mais d'autoriser le législateur à instaurer des règles contraignantes quant à l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux lorsque le mode de scrutin se prête à une telle réglementation.

La loi du 10 juillet 2000 relative à l'élection des sénateurs modifie le code électoral afin que le scrutin proportionnel concerne désormais les départements où trois sénateurs et plus sont élus (soit les deux tiers des sénateurs), contre cinq sièges et plus. La loi du 11 avril 2003 relative à l'élection des conseillers régionaux et des représentants au Parlement européen modifie les modes de scrutin des élections régionales et européennes. La loi introduit des sections départementales au sein des élections régionales et 8 régions pour les européennes, dont les listes doivent comporter une stricte alternance entre hommes et femmes. Ainsi ont pu être élues 43 % de femmes au Parlement européen. La part des élues dans les conseils régionaux est passée de 27 % à 47 %.

La loi du 30 juillet 2003 relative à l'élection des sénateurs introduit le scrutin proportionnel avec des listes alternant les candidats hommes et femmes dans les départements élisant quatre sénateurs et plus, soit la moitié des départements français. La réforme a permis une augmentation de 24 % des élues au Sénat.

Rétrospective « vie familiale/vie professionnelle »

Depuis 1975, le taux d'activité des femmes a constamment augmenté, passant de 53,3% en 1975 à 65,3 en 2007. Il reste cependant inférieur de 10 points au taux d'activité des hommes. L'écart s'est néanmoins considérablement réduit. Si en 2005 les femmes représentent 46 % de la population active, elles n'occupent qu'un quart des postes d'encadrement des entreprises du secteur privé (cadres ou dirigeants de sociétés salariés). Cela représente néanmoins une progression notable de 4 points en 10 ans. En 2006, plus des trois quarts des femmes en couple âgées de 15 à 59 ans sont présentes sur le marché du travail, qu'elles travaillent à temps complet (47,9 %), à temps partiel (23,4 %) ou qu'elles soient au chômage (5,6 %). La progression de l'activité féminine, qui date du milieu des années soixante, s'est encore poursuivie au cours des années récentes : 76,8 % des femmes en couple sont actives en 2006 contre 61,0 % en 1990.

Si l'activité professionnelle des hommes n'est que peu influencée par le nombre et l'âge de leurs enfants, celle des femmes qui vivent en couple l'est au contraire fortement. Pour les mères, la présence d'un ou deux enfants, lorsqu'ils sont âgés de 3 ans ou plus, se conjugue souvent avec l'exercice d'une activité professionnelle : en 2006, plus de 80% des femmes vivant en couple et ayant un ou deux enfants sont actives (figure 1). Avec trois enfants, tous âgés de 3 ans ou plus, l'activité féminine est moins fréquente (72 %), mais elle a nettement progressé par rapport au début des années quatre-vingt-dix où elle était inférieure à 50 %. L'organisation au sein des ménages et l'implication professionnelle des conjoints sont liées : en 2005, dans la majorité des couples comptant au moins un enfant de moins de 14 ans, la mère assume la part principale des tâches domestiques et parentales. Dans la majorité des ménages, c'est elle qui s'occupe toujours ou le plus souvent du linge, des repas quotidiens, de passer l'aspirateur et des courses d'alimentation.

Rétrospective « vie associative »

La participation à la vie associative reste globalement plus masculine que féminine. La participation des femmes, qui avait progressé au cours des années 1980, s'est stabilisée depuis le milieu des années 1990. En 2005, 40 % des femmes sont adhérentes d'au moins une association contre 45 % des hommes. La vie associative témoigne aussi de la persistance d'une division des centres d'intérêts entre les sexes. Alors que les hommes se tournent traditionnellement plus vers les associations en lien avec le sport et la vie professionnelle (syndicat, retraités d'une entreprise), les femmes sont proportionnellement plus nombreuses dans les associations de parents d'élèves, les associations artistiques, culturelles ou musicales ainsi que dans les associations religieuses. En 2005, 34 % des adhérents sont des multi adhérents. Les femmes le sont un peu plus que les hommes : 36 % contre 32 %.

De la simple adhésion à l'exercice de responsabilités, le degré de participation associative est plus ou moins fort. En 2005, 19 % des adhérents exercent des responsabilités au sein de leur association) : dans 54% des cas, ce sont des hommes, et ce taux atteint 66 % parmi les responsables d'associations sportives. Toutefois, dans les associations où les femmes sont nettement majoritaires, elles assument les responsabilités de l'association plus que les hommes. Dans les associations de parents d'élèves par exemple, où elles représentent 71 % des adhérents, elles constituent 86% des responsables. Les femmes sont plus assidues que les hommes aux activités de leur(s) association(s) : elles sont 77 % à participer régulièrement tout au long de l'année contre 69% des hommes.

Le rôle des femmes dans le quartier Drouot-Barbanègre

Comme dans beaucoup de quartiers prioritaires, les femmes du Drouot jouent un rôle très important. Dans les cellules familiales, ce sont elles qui permettent la transmission des valeurs mais aussi des acquis. Depuis une vingtaine d'années, le CIDFF a ouvert une antenne dans le quartier. L'association organise des séances d'accompagnement vers l'emploi, des ateliers socio-linguistiques, des permanences juridiques, ... Le constat est clair : le public de l'antenne est en majorité féminin. Pour la Directrice du CIDFF du Haut-Rhin, Claudine KELLER, le CIDFF au Drouot joue un rôle important pour les femmes du quartier en travaillant au quotidien sur l'accès à l'égalité des chances et des moyens. Elle souligne aussi toute l'importance des femmes comme « courroie de transmission » des valeurs aux enfants en direction des enfants. Pour Mme KELLER, la présence de l'antenne du CIDFF favorise et accélère les changements (sensibilisation, relais, accompagnement).

PROSPECTIVE

Incertitudes :

- La volonté politique de promouvoir la parité s'accompagne-t-elle réellement d'un changement en profondeur des mentalités, notamment dans les quartiers prioritaires ?
- Les femmes vont-elles continuer à jouer un rôle moteur dans le quartier Drouot ?

Hypothèses :

- (=) « Une émancipation relative » : la part des femmes parmi les bénévoles du quartier est équivalente à celle des hommes. Les femmes sont donc très présentes au sein du quartier. Cependant, les filles et femmes plus jeunes tendent à quitter le quartier, loin des yeux des grands frères, pères, oncles... Les services de la ville ont de nombreuses difficultés à toucher le public féminin jeune. Ces jeunes filles continuent de partir au centre-ville (se divertir, chercher du travail, ...) plutôt que de faire ces mêmes tâches dans le quartier. Les mères de familles monoparentales qui connaissent de nombreuses difficultés au quotidien (chômage, faibles revenus, ...) perdent peu à peu leur autorité sur leurs enfants garçons.

La forte présence des femmes dans le tissu associatif du quartier (sport, jeunesse, école...) ne doit pas cacher les grandes difficultés d'émancipation et d'affirmation des jeunes filles et mères élevant seules leurs enfants. L'émancipation est donc toute relative. Le quartier perd au fur et à mesure les femmes plus jeunes dans la vie associative.

- (+) « Accès à l'autonomie et émancipation » : l'égalité Hommes/Femmes devient une réalité (activité professionnelle, revenus,...) sans que le législateur doive à nouveau se saisir de cette problématique. On assiste à une modification notable des mentalités. Les femmes s'investissent de nouveau pleinement dans la vie du quartier, dans l'éducation de leurs enfants... Les femmes monoparentales reprennent le pouvoir sur leurs garçons, au sein des ménages. Un respect vis-à-vis de la femme prend place. On assiste à un renouveau des femmes dans la vie associative du quartier avec une explosion du nombre de femmes bénévoles (qui devient supérieur au nombre d'hommes bénévoles) ou encore la création d'une association des femmes musulmanes. D'un autre côté, les jeunes filles ne quittent plus le Drouot pour être loin du regard des hommes et frères. C'est toutes les femmes du quartier, jeunes et moins jeunes, qui se réapproprient le quartier Drouot.

- (-) « Les femmes en grande difficulté » : La part des familles monoparentales grandit fortement dans le quartier. Ce sont majoritairement des femmes seules et dans une situation précaire, devant élever des enfants. Ces dernières perdent le contrôle sur leurs garçons qui reprennent la place du « mâle dominant » au sein des foyers, moyen de s'affirmer tant bien que mal dans un monde qui leur est « hostile » à l'extérieur. Les mères seules sont donc bridées par leurs propres enfants, et leurs volonté et capacité d'émancipation sont freinées. On assiste même à un certain retour en arrière ou la femme devient progressivement « méprisée » de manière inconsciente et collective de la part des hommes du quartier. D'un autre côté, les jeunes filles et jeunes femmes sont également touchées par ce retour en arrière avec le poids des regards des « grands frères » qui devient de plus en plus lourd à supporter. Elles cherchent à s'éloigner de, voire quittent massivement, la vie du quartier cherchant une bouffée d'oxygène, de liberté et de respect à l'extérieur. La vie associative se vide progressivement des femmes.

Réussite scolaire des écoles et enfants

DEFINITION

La réussite scolaire est une variable qui a pour définition majeure la réussite d'un enfant à un diplôme. Pour les écoles, la réussite scolaire s'exprime par le taux de réussite à un diplôme comme le brevet des collèges, le baccalauréat... Elle s'oppose à la notion d'échec scolaire qui est caractérisée par le taux de redoublement, le taux d'échec à un examen, le taux d'élèves sortants du cursus scolaire sans diplôme ou encore la part d'enfants décrochés ou déscolarisés. L'égalité des chances vise à atteindre cette réussite scolaire et réduire les inégalités d'accès, de participation et de réussite scolaire.

Entre le début des années 60 et 2008, le taux de réussite d'une génération au baccalauréat en France, diplôme représentant le plus la réussite scolaire dans le milieu secondaire, est passée de 35% à plus de 88% à la dernière session d'examen.

RETROSPECTIVE

Réussite scolaire et écoles primaires

Le quartier Drouot compte 2 écoles maternelles, Drouot et St Exupéry, et une école élémentaire, Drouot. Nous ne disposons pas à l'heure actuelle de données qualitatives sur les indicateurs de réussite scolaire pour ces établissements. En revanche, l'Education Nationale et les collectivités locales ont mis en place un maillage très dense pour faciliter la prise en charge des enfants en fragilité scolaire (cf schémas suivants). En outre, il existe des actions à destination des parents (Parentalité à travers le jeu dans les écoles maternelles, français langues étrangères et médiation à l'école Drouot). Le fonctionnement de cette prise en charge repose avant tout sur une bonne coordination des équipes éducatives des écoles avec les services de la Ville, de la CAMSA et du Programme de Réussite Educative. Ce sont les enseignants qui identifient les élèves fragiles et qui les orientent ensuite vers les différents dispositifs mis en place.

La mise en place de ce maillage a été progressive (ex : les CLAS existent depuis 1981) et s'est faite en fonction des opportunités. Il est aussi intéressant de noter que l'on recense dans le quartier Drouot de nombreux cas de « protection de l'enfance » (Protection Maternelle et Infantile/Conseil Général du Haut-Rhin). Il semble bien d'ailleurs que ces problèmes soient plus prégnants dans le quartier par rapport au reste de la Ville.

Périscolaire
Bab'III

Classes
passerelles

Aide
personnalisée
*Education
Nationale*

Coup de pouce
Langage
Grande section

**Ecole
maternelle**
**St
Exupéry**

Suivi individualisé
*Tout enfant en grande
difficulté*

Périscolaire

Bab'III

Aide personnalisée

*Education
Nationale*

Classes passerelles

Coup de pouce
Langage

Grande section

**Ecole
maternelle
Drouot**

Suivi individualisé

*Tout enfant en grande
difficulté*

CLAS
Service Education
(cycle 3)

Suivi individualisé

Programme de
réussite éducative

*Tout enfant en grande
difficulté*

CLSH
AED

**Ecole
élémentaire
Drouot**

Club lecture
CE1 CE2
Programme de
réussite éducative

Coup de pouce
lecture écriture

CP

CAMSA

Action Vacances

CP/CE1/CE2

Programme de
réussite éducative

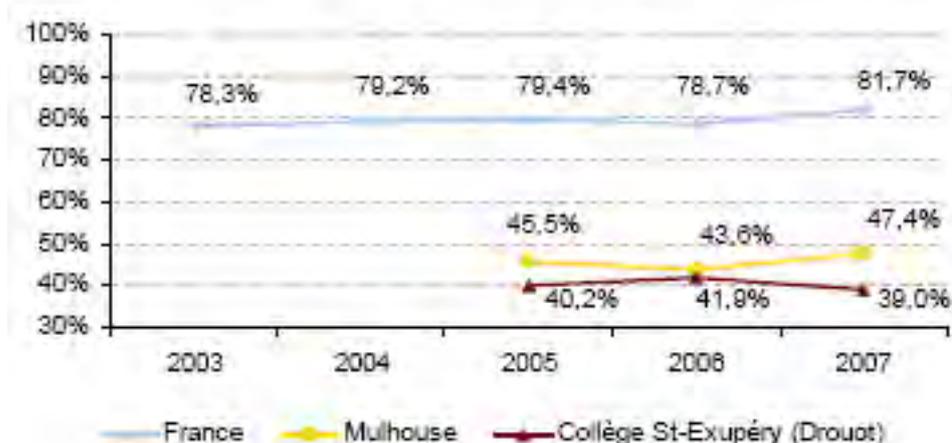
Périscol
aire

Réussite scolaire et collège

Deux indicateurs permettent de quantifier la réussite scolaire au collège : les tests de compétences en français et mathématiques à l'entrée en 6e et le taux de réussite au diplôme national du Brevet (brevet des collèges).

Le taux de réussite au DNB augmente de manière régulière depuis ces 20 dernières années. Entre 1999 et 2007, le taux de réussite à ce diplôme de fin de cycle est passé de 75% à près de 82% au niveau national. Cependant, ces chiffres sont nuancés si on regarde de plus près Mulhouse et le quartier Drouot. En effet, en 2007 le taux d'accès au DNB n'est que de 47,4% pour les collèges mulhousiens publics contre 81,7% à la moyenne nationale. Le quartier Drouot (collège Saint-Exupéry) est même plus en difficulté que la moyenne mulhousienne avec un taux d'accès uniquement de 39%. Le collège est donc en grande difficulté puisque plus d'un élève sur deux à échoué à ce diplôme. Par ailleurs, entre 2006 et 2007, le taux d'accès DNB pour la moyenne mulhousienne a connu une forte embellie de près de 4%, tandis que le taux pour le collège du quartier Drouot a diminué de 2 points. Les évolutions de réussite du collège du quartier Drouot et des autres collèges publics mulhousiens sont donc opposés et non liés. L'embellie mulhousienne ne profite pas au collège St-Exupéry du quartier Drouot ce qui risque d'accroître un peu plus l'écart de réussite.

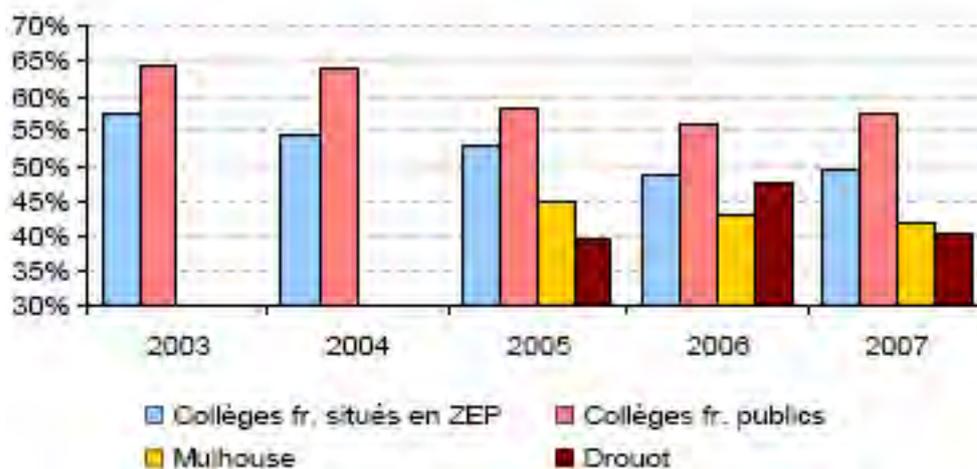
Taux de réussite au DNB



Le test des compétences à l'entrée en 6e en Français et en mathématiques est entré en vigueur en 2000.

En français, le taux de réussite a perdu 7 points en 5 ans passant de 57% en 2003 à 49,5% en 2007 pour les collèges situés en ZEP et de 64% à 57% pour tous les collèges publics français en moyenne.

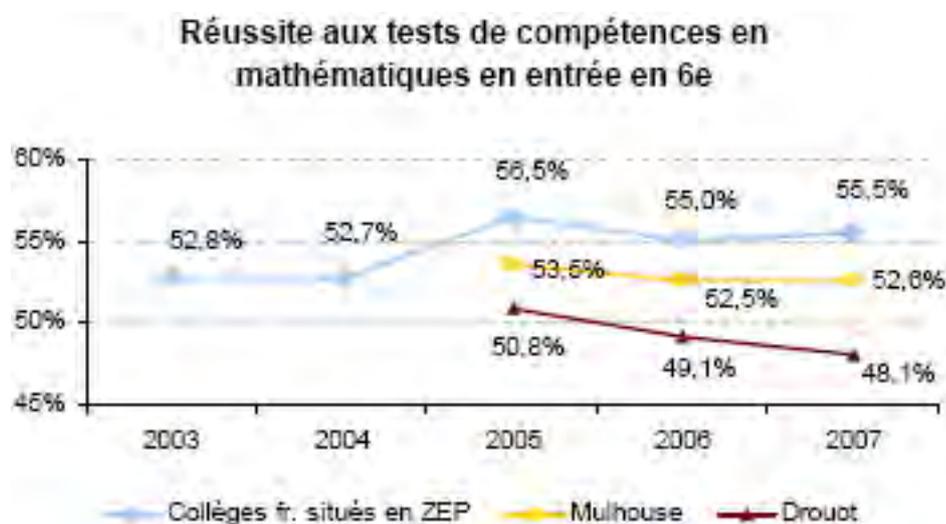
Réussite aux tests de compétences en français en entrée en 6e



Concernant Mulhouse, la courbe suit principalement l'évolution générale avec une diminution du taux de réussite en français, passant de près de 45% en 2005 à 42% en 2007.

Le quartier Drouot suit une évolution très différente, avec à nouveau une forte embellie en 2006 avec un taux de presque 48%, avant de reprendre son niveau moyen en 2007 aux alentours de 42%.

En mathématiques, l'évolution est inversée avec une légère croissance de 3% du taux de réussite aux tests pour les collèges publics français, pour atteindre près de 64% en 2007. Les collèges situés en ZEP ont fortement augmenté entre 2004 et 2005 (+ 3,8%), puis se sont plus ou moins stabilisés les années suivantes avec un taux de réussite de 55,5% en 2007.



La moyenne des collèges publics mulhousiens aux tests en mathématiques est située en dessous de la moyenne des collèges nationaux situés en ZEP en 2007 avec un taux de réussite de 52,6%. La tendance générale est à la stabilisation. En revanche, dans le quartier Drouot, le taux de réussite en mathématiques chute régulièrement de 1 point chaque année pour atteindre 48,1% en 2007, soit une forte différence, tant avec la moyenne mulhousienne, qu'avec les collèges français situés en ZEP. Le collège n'est pas en ZEP car à l'époque l'équipe éducative n'avait pas souhaité s'inscrire dans cette démarche.

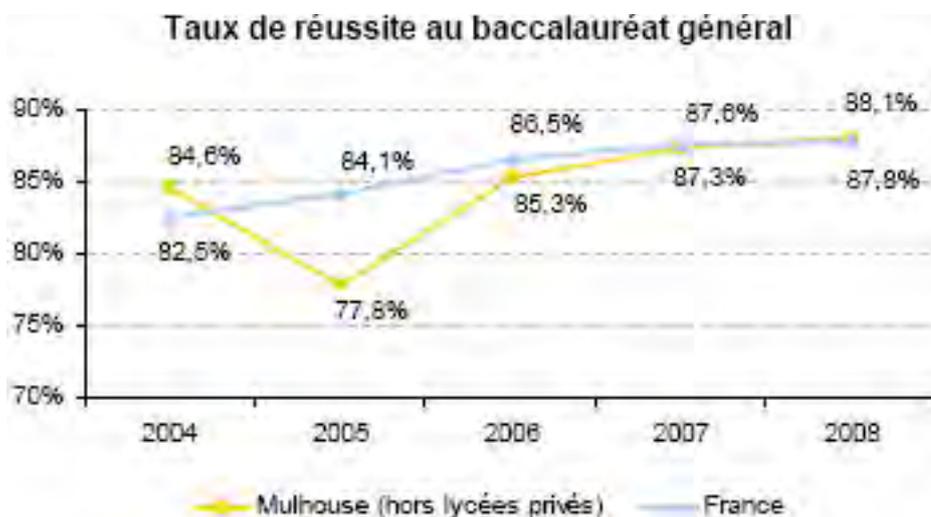
Réussite scolaire et baccalauréat

La réussite scolaire à travers le Baccalauréat a pris place avec la loi d'orientation sur l'éducation, mise en place par L.Jospin en 1989. L'article 3 de cette loi précise que « la nation se fixe comme objectif de conduire d'ici 10 ans l'ensemble d'une classe d'âge au minimum du CAP et BEP et 80% au niveau du baccalauréat ». La réussite scolaire par le biais du taux de réussite au baccalauréat devient un enjeu national.

L'enjeu est la démocratisation massive du lycée à partir des années 80. De la fin des années 80 jusqu'à 2008, le taux de réussite au baccalauréat en France est passé de 67% à 88%. La croissance est donc spectaculaire et en partie due à cette volonté d'amener le maximum d'élèves à ce niveau, même si les débats restent nombreux quant à savoir si le niveau des élèves s'accroît réellement, ou si le niveau général du diplôme s'effondre.



Sur le graphique, on se rend compte que le début du « boom » de réussite au baccalauréat est 1984. Depuis cette date, la croissance générale est continue jusqu'à nos jours, même si de légers essoufflements se font ressentir sur quelques années.

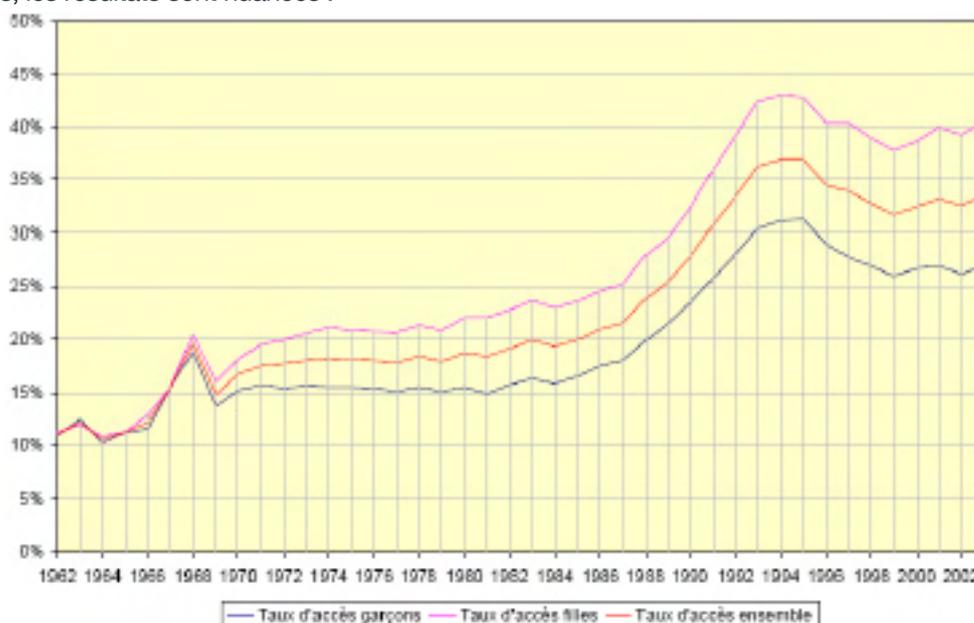


La moyenne des lycées publics mulhousiens, après un fort fléchissement de près de 7 points en 2005 et certainement dû à un effet générationnel, a ensuite fortement augmenté, rattrapant peu à peu la moyenne française, jusqu'à la dépasser en 2008 avec un taux de réussite de 88,1% contre 87,8 pour les lycées français. Les résultats de réussite aux baccalauréats technologiques suit la même évolution que celle du baccalauréat général, avec une augmentation tendancielle et un resserrement des écarts.

Réussite scolaire et abandon

Un problème se pose d'emblée à la vue des chiffres sur le cas mulhousien. Au début du cycle secondaire, les élèves ont en moyenne un niveau très bas et de grosses difficultés scolaires. Cependant, à la fin du cycle le taux de réussite se proche à grand pas des 90%. Comment expliquer que les lycées ont un rendement plus important ?

Le taux d'élèves sortants du cursus scolaire sans diplômes s'accroît dangereusement, et les chiffres de la réussite scolaire sont biaisés par le taux de réussite au baccalauréat. En effet, le but était d'amener 80% d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat. Dans les faits, les résultats sont nuancés :



Après une croissance fulgurante à partir de 1989 (date de promulgation de la loi), l'effet s'estompe et se stabilise à partir de 1994. Par ailleurs, un grand nombre d'élèves sortent du cursus scolaire sans diplômes, augmentant grandement les chiffres de la réussite scolaire en ayant quitté le cursus. En 1999, 45% de la population du Drouot (population de 15 et plus) n'avait pas de diplômes contre seulement 27% pour la moyenne mulhousienne. Seulement 10% de la population avec un niveau de diplôme niveau baccalauréat ou plus. Les chiffres s'améliorent certes par rapport aux années précédentes, mais la réussite scolaire est un problème important surtout dans les quartiers où de nombreuses personnes quittent le cursus scolaire sans le moindre diplôme.

PROSPECTIVE

Incertitude majeure sur le marché du travail

La réussite scolaire, à travers l'obtention d'un diplôme, ne signifie pas automatiquement trouver un emploi sur le marché du travail. En effet, le nombre de chômeurs ayant fait des études supérieures tend à s'accroître de manière importante depuis ces dernières années. A la sortie de longues études, le temps de recherche d'un emploi est de plus en plus long. Le temps est encore plus grand quand l'individu provient d'un quartier sensible, défavorisé. On peut se poser la question de savoir si le marché du travail est capable d'absorber toute cette masse d'étudiants supérieurs. Trouver un emploi adéquat à sa formation devient difficile. La réussite scolaire est donc fortement liée au marché du travail et les deux se doivent d'être en adéquation au risque de voir le nombre de désaffection envers le système scolaire (et la réussite scolaire) et d'abandons scolaires grandir de la part des élèves.

Incertitude majeure sur la volonté de l'éducation nationale

Quel sera le fil conducteur de l'éducation nationale ? En effet, ces dernières années, on voit apparaître la notion de réussite éducative remplacée celle de réussite scolaire. La réussite éducative est bien plus globale. C'est un objectif beaucoup plus qualitatif qui vise non pas à réussir à tout prix à atteindre le niveau du baccalauréat, ou de longues études, mais surtout à trouver une formation qui va permettre la réalisation de l'individu tout au long de sa vie et de sa carrière professionnelle. Si les autorités se tournent vers cet objectif qualitatif, ce sera la fin de la course au baccalauréat pour tous. Les formations en alternance, courtes ne seront plus dévalorisées. L'individu devra se sentir bien dans son milieu scolaire et non plus subir cette force symbolique de l'échec scolaire qui pèse sur de nombreuses épaules et souvent pousse à l'abandon scolaire, surtout dans les quartiers défavorisés. D'autre part, l'Etat réduit constamment son nombre de fonctionnaires, et donc son nombre de professeurs. Il y a une incertitude à savoir si cette réduction va se poursuivre ou non.

En avril 2008, le ministère des Finances préconisait une suppression de 10% dans les effectifs de l'éducation nationale. Dès lors, on peut se poser une question sur la qualité de l'enseignement dans les années à venir. Si le nombre de professeurs diminue, comment vont être affectés les effectifs des classes ?

L'effectif joue un rôle prépondérant sur la réussite scolaire des élèves. Une classe trop importante sera propice à un nombre d'abandon scolaire plus important.

HYPOTHESES

- (=) Un niveau scolaire toujours faible : le niveau va rester relativement le même dans les prochaines années, même si quelques classes obtiendront des résultats très positifs, restant des effets générationnels (classe dont les élèves, d'une même génération, obtiennent des résultats très positifs par rapport aux classes et générations précédentes de l'établissement scolaire). Le niveau moyen restera donc inférieur à la moyenne mulhousienne, qui est déjà en dessous de la moyenne nationale. Il y a toujours des élèves en abandon scolaire (principalement des garçons) qui vont ensuite « zoner » dans le quartier. Le collège pourrait accueillir plus d'élèves mais reste en sous-effectif de par une mauvaise image du quartier et des résultats scolaires.

Les classes méritantes sont très peu valorisées dans le collège. Les parents s'investissent tout de même dans la vie des écoles, mais une grande partie, acculée par les problèmes du quotidien et de langage, n'a pas la volonté ou la capacité de s'investir. La réussite scolaire n'est toujours pas une priorité dans la vie des gens du quartier. La mobilisation et l'investissement des professeurs continuent, mais sans réel effet sur la masse des élèves. On note également l'existence d'un évitement scolaire (ensemble des pratiques des familles qui scolarisent leurs enfants dans un autre établissement que celui de l'aire de rattachement à laquelle appartient leur domicile, pour des raisons d'image, de réussite...) des écoles et collège du quartier Drouot, notamment de la part des familles de Barbanègre.

- (+) Les effets générationnels de classes avec de bons résultats se généralisent. Ces classes deviennent des moteurs et des exemples pour tout l'établissement. L'image des écoles du Drouot s'améliore grandement avec une politique de valorisation de réussite scolaire des classes (réussite aux concours...). Les écoles deviennent de plus en plus attrayantes. L'implantation de nouveaux logements (ex : ZAC Barbanègre) amène également de nouvelles familles et de nouveaux enfants qui vont investir les écoles du quartier. Ces derniers amènent un renouveau des mentalités, une plus grande mixité scolaire et un moteur de réussite. Les effectifs augmentent, notamment au collège, et le sentiment d'abandon disparaît progressivement. Des options valorisantes, comme les langues (chinois, allemand...), ou des pôles d'excellence sont également créés en vue d'attirer des élèves de l'extérieur apportant avec eux une dynamique nouvelle. Les filières courtes, en adéquation avec le marché sont créés comme les filières artisanales, grandement favorisées par le village artisanal tout proche. Filières courtes et filières plus traditionnelles se côtoient désormais dans un but de réussite scolaire (obtention d'un diplôme), éducative (réalisation personnelle de l'élève à travers une activité et une formation choisie et voulue) et professionnelle (premiers pas dans le monde du travail, familiarisation avec ce dernier...). Les jeunes sont également sensibilisés à la création d'entreprises au collège à travers des exercices de créations d'entreprises virtuelles, de club d'entreprises, qui ouvrent les jeunes sur le monde du travail et leurs offrent de nouvelles perspectives d'orientations professionnelles.

- (-) La réussite de certaines classes donne de faux espoirs de nouveau dynamisme de réussite scolaire. Ces effets générationnels disparaissent et démobilisent progressivement les professeurs des établissements. Le turnover des professeurs augmente. Ceux qui restent s'investissent de moins en moins dans la vie scolaire et envers les élèves. Un clivage s'installe entre professeurs et élèves qui a favorise un rejet encore plus grand du système scolaire en général. On assiste à un cercle vicieux. D'autre part, la grande précarité sociale du quartier, les problèmes de compréhension font que les parents se désengagent totalement de la vie scolaire de leurs enfants. Ces enfants sentant une désaffection profonde du monde scolaire délaissent également ce système. Le nombre d'enfants en abandon scolaire s'accroît fortement. La réussite scolaire est devenue plus que secondaire. L'image des écoles du quartier se dégrade. L'évitement scolaire atteint son maximum, l'image des établissements du quartier et les taux de réussite découragent les familles à scolariser leurs enfants dans le quartier. Les familles de Barbanègre demandent leur rattachement scolaire à un autre quartier.

Qualification et formation professionnelle continue

DEFINITION

La qualification professionnelle est l'aptitude du salarié à exercer un emploi. Elle est déterminée au regard des fonctions réellement exercées par ce dernier. Cette aptitude peut être acquise soit par l'obtention d'un diplôme, soit par l'expérience professionnelle. Dès lors, on peut remarquer deux types de formation permettant d'acquérir cette qualification : la formation initiale ou la formation professionnelle continue. La formation initiale recouvre toutes les études primaires, secondaires, techniques ainsi que l'apprentissage, dans la mesure où il n'y a pas eu d'interruption de plus d'un an de la formation.

La formation professionnelle continue inclut toutes les formations suivies en dehors de la formation initiale dans le cadre de l'entreprise, de la vie professionnelle et du marché du travail. Elle a pour objet de favoriser l'insertion ou la réinsertion professionnelle des travailleurs, de permettre leur maintien dans l'emploi et de favoriser le développement de leurs compétences et l'accès aux différents niveaux de la qualification professionnelle.

En 2005, plus de 70% des actifs du quartier Drouot étaient ouvriers contre seulement 44% pour la moyenne mulhousienne. La formation professionnelle continue est donc primordiale pour permettre aux habitants salariés du quartier de s'ajuster au marché du travail. En 1999, le taux d'activité des 15-59 ans était de 68,5% pour le quartier Drouot contre 72% pour la moyenne mulhousienne.

RETROSPECTIVE

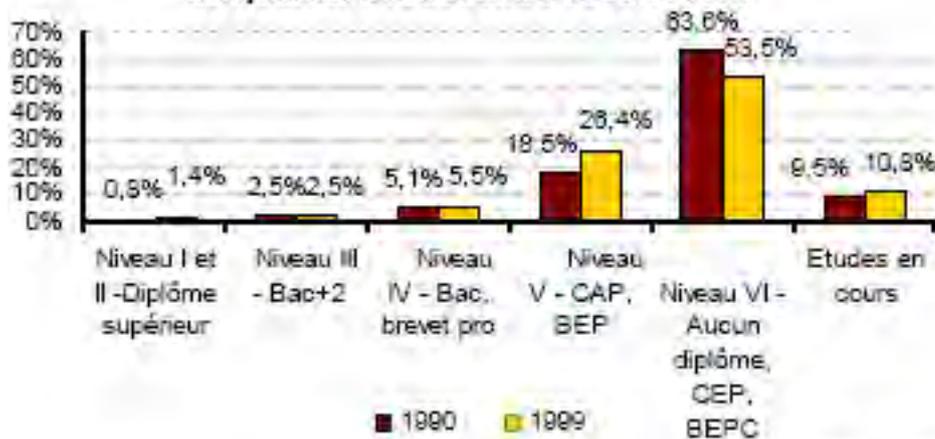
Qualification et formation initiale

La population du quartier Drouot est une population très peu qualifiée avec un niveau de diplôme en formation initiale très faible.

Niveau de diplôme	ZUS DROUOT		VILLE DE MULHOUSE	
	Nombre	%	Nombre	%
Niveau I et II - Diplôme supérieur	39	1,4%	6 559	7,4%
Niveau III - Bac+2	70	2,5%	6 229	7%
Niveau IV - Bac, brevet pro	158	5,5%	8 253	9,3%
Niveau V - OAP, BEP	752	26,4%	22 379	25,2%
Niveau VI - Aucun diplôme, OEP, BEPC	1 523	53,5%	36 054	40,6%
Etudes en cours	307	10,8%	9 266	10,4%
Ensemble	2 849	100%	88 740	100%

Plus d'un habitant sur deux a un niveau de formation inférieur au niveau collège. Par ailleurs, 4% de la population a un niveau supérieur au baccalauréat contre presque 15% pour la moyenne mulhousienne. Le quartier Drouot est donc très en retard sur le plan de la formation initiale.

Evolution du niveau de formation de la population
au quartier Drouot entre 1990 et 1999



Source : INSEE RGP 1999

Niveaux de formation	Définition
VI	sorties du 1 ^{er} cycle du second degré (6 ^e , 5 ^e , 4 ^e) et des formations professionnelles en un an
V bis	sorties de 3 ^e générale, 4 ^e et 3 ^e techno et des classes du second cycle court avant l'année terminale
V	sorties de l'année terminale, des cycles courts professionnels et abandons de la scolarité du cycle long avant la classe terminale
IV	sorties des classes terminales du second cycle long et abandons des scolarisations post-baccalauréat avant d'atteindre le niveau III.
III	sorties avec un diplôme de niveau Bac +2 (DUT, BTS, DEUG...)
II et I	sorties avec un diplôme de second (licence maîtrise) ou troisième (DEA, DESS) cycle universitaire

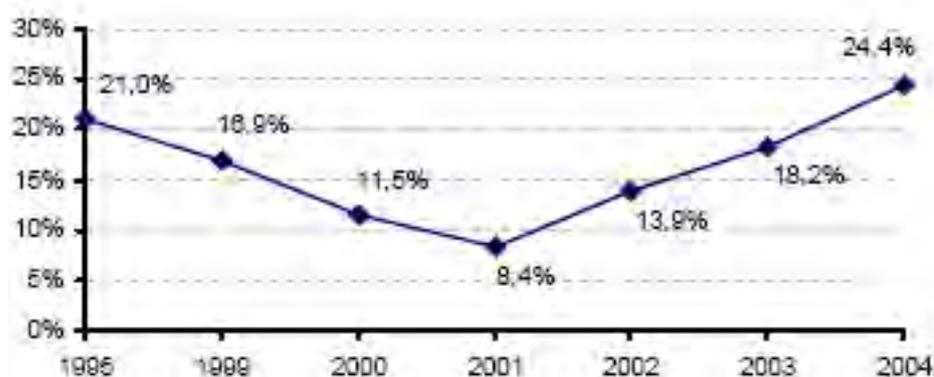
Le niveau de population en études supérieures a augmenté de moins de 1 point entre 1990 et 1999. Le quartier a connu un basculement de 8 points du niveau VI vers le niveau V de formation. Le niveau de qualification initiale de la population augmente légèrement mais reste tout de même toujours nettement inférieur à la moyenne mulhousienne. La population du Drouot est une population très peu qualifiée d'un point de vue de la formation initiale.

Qualification et formation professionnelle continue

Le taux de chômage ne cesse de progresser au sein du quartier passant de 18,3% à 28,7% entre 1990 et 1999 et de 20% à 40% durant cette même période pour les 15- 24 ans.

On se rend compte que la formation professionnelle continue ne joue pas son rôle d'insertion sur le marché du travail et le taux de chômage ne fait que grimper. La période de chômage s'allonge pour les chômeurs du quartier. La proportion de chômeurs de plus de un an est passée de 41,6% à 50,4% entre 1990 et 1999, et la part a progressé de plus de 10 points pour les 15-24 ans. Le taux de chômage s'allongeant, la nécessité de la formation professionnelle continue devient prépondérante, au risque de voir cette partie de la population décrocher définitivement du milieu professionnel. On peut mettre en relation avec les données de la région Alsace concernant les données liées à l'apprentissage, symbole par excellence de l'acquisition d'une formation par l'expérience dans le milieu professionnel. L'apprentissage a pour but de dispenser à des jeunes de 16 à 25 ans une formation générale théorique (formation initiale) pour obtenir un diplôme accompagné d'une formation par alternance en entreprise (formation professionnelle).

Part du chômage parmi les sortants de l'apprentissage en Alsace entre 1995 et 2004



Source : INSEE formation 1995-2004

On se rend compte que le taux de chômage pour les apprentis connaît un retournement à partir de 2001 avec une forte croissance jusqu'en 2004.

En 2004, près de 1 apprenti sur 4 se retrouve au chômage à la sortie de sa formation. La formation par l'expérience ne joue donc plus son rôle d'insertion professionnelle, et en majeure partie pour les jeunes. Sachant que l'Alsace est une région qui intègre le mieux ses jeunes dans le marché du travail (source Céreq), on peut craindre que ces données soient plus négatives à l'échelle du quartier Drouot.

Une population active peu qualifiée professionnellement

La population active du quartier est très peu qualifiée professionnellement.

Catégories socio-professionnelles des actifs

	ZUS DROUOT		VILLE DE MULHOUSE	
	Nombre	%	Nombre	%
Chefs d'entreprises, cadres	19	0,9%	3 424	7,5%
Professions intermédiaires	120	5,9%	7 435	16,3%
Employés	408	20,1%	14 412	31,6%
Ouvriers	1 444	71,2%	19 584	43%
Apprentis	38	1,8%	741	1,6%
Ensemble	2 029	100%	45 596	100%

Source : INSEE RGP 99

La part des ouvriers est très importante avec plus de 71% en 2005. La qualification professionnelle des ouvriers est très faible et nécessite une formation professionnelle continue importante pour faire face aux évolutions possibles du marché du travail. Pour la moyenne mulhousienne, la part des ouvriers ne s'élève qu'à 43%.

PROSPECTIVE

Incertitude sur le marché du travail

Le niveau de formation initiale des salariés augmente au fur et à mesure des années. La démocratisation de la scolarisation supérieure pousse les étudiants à poursuivre des formations initiales longues. Le niveau général de formation initiale demandé, même pour des emplois peu qualifiés, est toujours plus important. L'incertitude repose sur le fait de savoir si le marché du travail local va demander des employés, ouvriers, ..., toujours plus qualifiés en terme de formation initiale ou si la place sera gardée à des emplois moins qualifiés. En clair, quand s'achèvera la transition d'une économie à dominante industrielle à une économie à dominante tertiaire et aux services ?

Incertitude sur la place de la formation professionnelle continue

On se rend compte que la formation professionnelle continue a pour objectif une meilleure adéquation avec le milieu professionnel. Cependant, avec la montée du chômage en général et du chômage de longue durée, on voit la formation initiale ne joue plus forcément le rôle d'insertion ou de réinsertion et laisse de côté de nombreux actifs. L'incertitude intervient sur le fait de savoir si la formation professionnelle joue encore un rôle d'insertion et d'apprentissage professionnel au quotidien, ou s'il s'agit simplement d'une formation ayant pour but un meilleur rendement pour les entreprises, auquel cas il risque d'y avoir une désaffection profonde pour ce genre de formations continues.

HYPOTHESES

- (=) Le niveau de qualification de la population reste relativement identique. On a toujours une population peu formée et peu qualifiée, majoritairement ouvrière et un niveau de diplôme principalement inférieur au niveau BAC. La formation professionnelle marche pour certaines personnes, mais encore faut-il avoir un emploi pour se former au sein de l'entreprise. Les difficultés en terme de qualifications sont toujours aussi importantes dans le quartier Drouot. On forme les individus aux besoins immédiats du marché du travail sans essayer de penser à l'avenir de ce dernier. Les parcours professionnels des individus sont hétérogènes, certains étant mieux formés que d'autres. L'offre de formation professionnelle continue et les structures d'accompagnement restent au même niveau. La fracture avec Mulhouse, en termes de formation et qualification, continue de se creuser.

- (+) On assiste à un décloisonnement des aides pour la formation professionnelle, des salariés vers les demandeurs d'emploi. Du coup, des habitants du quartier Drouot en profitent. Beaucoup de choses sont faites, tant sur le plan de la formation initiale que sur le plan de la formation professionnelle continue. Le partenariat avec les entreprises devient prépondérant et fort. La validation des acquis de l'expérience devient reconnue comme un outil d'évolution professionnelle et sociale pour des habitants du Drouot très peu qualifiés. On assiste à l'ajout de nouvelles compétences et qualifications de type « développement durable » aux métiers déjà maîtrisés (ex : les métiers « verts » du bâtiment, éco constructions...). De plus, un travail a été fait en amont sur le développement durable. La population peut donc être formée aux emplois verts, mais aussi aux services à la personne, emplois qui demandent peu de qualification. L'antenne Pôle/Emploi, issue de la fusion de l'ASSEDIC et de l'ANPE, présente au sein du quartier favorise la mise en place de tous ces facteurs.

- (-) Une fracture nette se creuse. Les habitants de Drouot ont pris trop de retard en terme de formation et qualification pour s'insérer efficacement et durablement sur le marché du travail. L'accès aux offres de formation est difficile (faibles revenus, importance des problèmes de court terme la formation étant considérée comme trop longue et inutile). Aucun habitant du quartier n'est inscrit dans le CFAI du Drouot pourtant au coeur du quartier. Aucun lien n'est fait avec les artisans du village artisanal afin de trouver des stages, et ainsi une formation professionnelle continue. Les habitants du quartier Drouot s'enlisent en matière de qualification et de formation et deviennent encore plus dépendants des fluctuations du marché du travail.

Démographie du quartier

DEFINITION

La démographie est l'étude quantitative des populations et de leurs dynamiques, à partir de caractéristiques telles que la natalité, la fécondité, la mortalité, la migration, le sexe et l'âge à l'échelle d'un territoire donné, dans le temps et dans l'espace.

Entre 1990 et 1999, la population du quartier Drouot a perdu plus de 3 points pour atteindre 3 673 habitants. A l'inverse, la ville de Mulhouse a gagné 1,6 points et compte 110 141 habitants en 1999. La ville de Mulhouse, l'aire urbaine, le département Haut-Rhin, la région Alsace et la France ont tous connu une évolution positive de leur population entre 1990 et 1999. Le quartier Drouot est donc une exception.

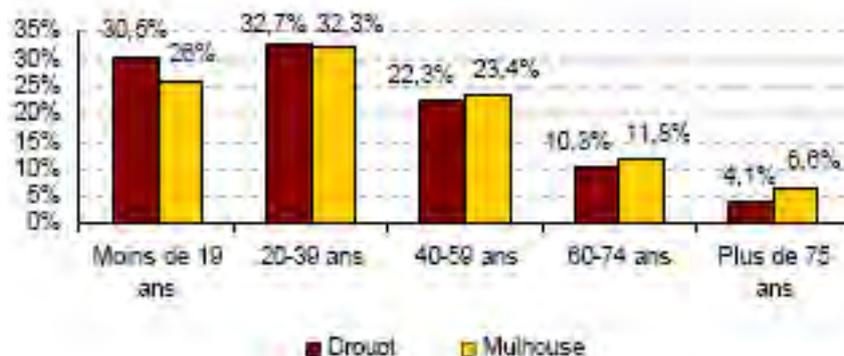
RETROSPECTIVE

Le quartier Drouot compte 3 673 habitants en 1999, soit une diminution de près de 4 points par rapport au recensement de 1990. Il s'étend sur 0,51 km², soit une densité de population de 7 202 hab/km² contre seulement 4 951 hab/km² pour Mulhouse. Le quartier est donc densément peuplé.

Le quartier et les classes d'âges

Le quartier Drouot connaît une nouvelle dynamique ces dernières années avec la construction de 490 logements à la ZAC Barbanègre. La démographie du quartier va donc changer. Le quartier Drouot-Barbanègre compte 5 013 habitants en 2006. Le quartier Drouot-Barbanègre est un quartier beaucoup plus jeune que la moyenne mulhousienne.

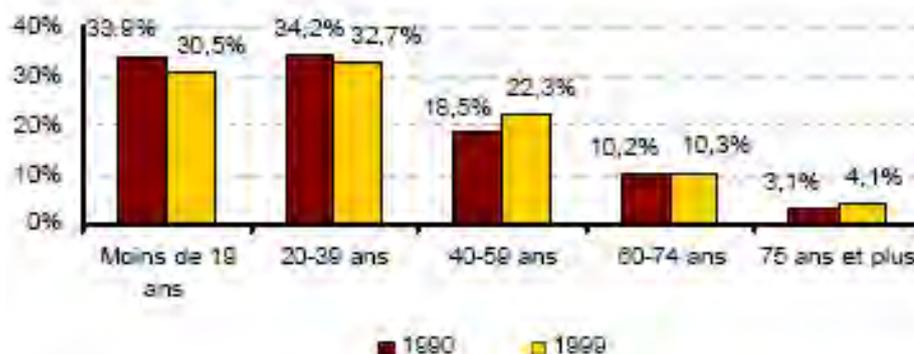
Répartition de la population par classe d'âge en 1999



Source : INSEE RGP 1999

La proportion des moins de 19 ans est supérieure de plus de 4 points à la moyenne mulhousienne. Près d'un habitant du quartier sur trois a moins de 19 ans et 66% des habitants ont moins de 40 ans contre 58% pour Mulhouse. Le quartier est donc plus jeune que la moyenne mulhousienne avec une part des plus de 60 ans inférieure de 4 points à Mulhouse. L'indice de jeunesse du quartier Drouot (nombre de jeunes de moins de 20 ans sur le nombre de personnes âgées de plus de 60 ans) est passé de 2,55 en 1990 à 2,11 en 1999. Pour comparaison, l'indice de jeunesse de la ville de Mulhouse reste stable passant de 1,43 à 1,41 entre 1990 et 1999. Le quartier Drouot est donc massivement plus jeune que la ville de Mulhouse, mais il rattrape son écart ces dernières années, avec un vieillissement plus important de la population, accompagné d'un renouvellement de la population jeune très faible.

Evolution de la population par classe d'âge entre 1990 et 1999 au quartier drouot

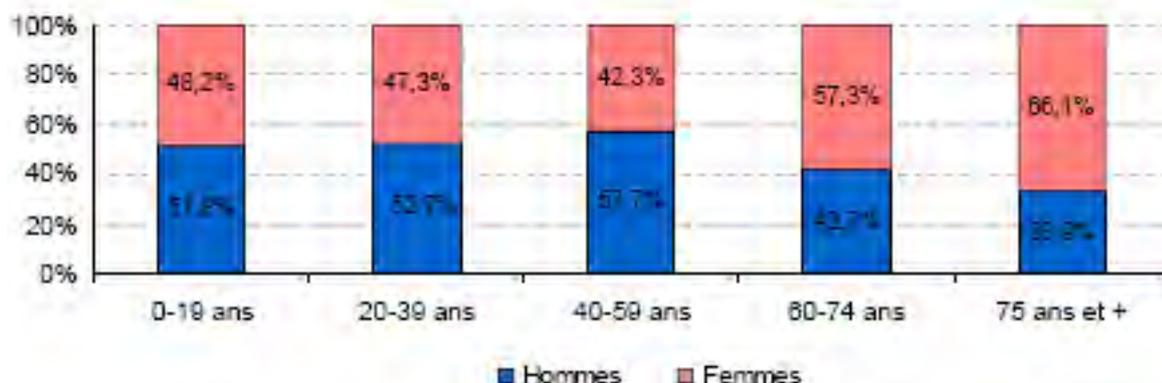


Le graphique ci-dessus présente bien l'évolution de la population du quartier Drouot. La part des moins de 19 ans a diminué de plus de 3 points entre 1990 et 1999 et la part des 20-39 ans de 1,5 points. Au contraire, la part des 40-59 ans a connu une progression de près de 4 points entre ces mêmes périodes. Par ailleurs, les plus de 75 ans ont progressé de 1 point entre 1990 et 1999. Le quartier Drouot a connu un glissement générationnel entre 1990 et 1999 des classes d'âges les plus jeunes vers les plus âgées.

Répartition du quartier par sexe

En 2005, la part des hommes dans le quartier représente 51,5% et celle des femmes 48,5%.

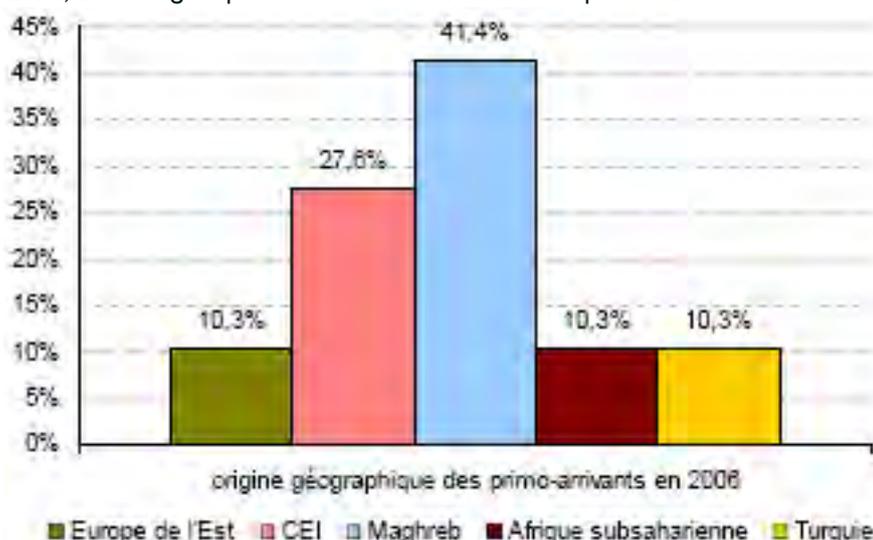
Répartition de la population du quartier Drouot-Barbanègre par sexe et âge



Jusqu'à 60 ans, la part des hommes dans la population du quartier est nettement majoritaire et croît de manière continue entre chaque classe d'âge. Inversement, la part des femmes diminue progressivement jusqu'à 60 ans. Mais, à partir de 60 ans, la proportion d'hommes et de femmes dans la population connaît un retournement majeur, avec une part d'hommes de 60-74 ans à seulement 42,7 % et une part d'hommes de 75 ans et plus à 40%. Ce phénomène est certainement dû au fait que l'espérance de vie des femmes soit supérieure à celle des hommes.

Le quartier et la population étrangère

Entre 1990 et 1999, la part des étrangers est restée stable au sein du quartier avec une augmentation de 0,7 point pour atteindre 20% de la population du quartier en 1999. En valeur, il n'y a eu qu'un seul étranger supplémentaire dans le quartier entre les deux dates. En 2006, 29 étrangers primo arrivants sont arrivés au quartier Drouot.

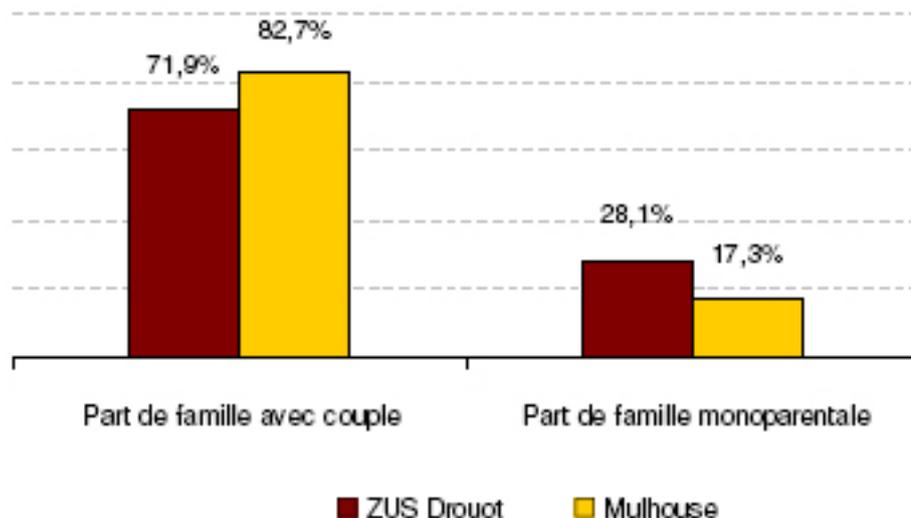


Source : CAI- ORIV Alsace

Le quartier accueille un grand nombre de primo-arrivants du maghreb avec plus de 40%. 40% de ces primo arrivants avaient moins de 20 ans et 65% moins de 40 ans. La communication est difficile, voire impossible pour plus de trois primo arrivants sur quatre. Cela pose de nombreux problèmes au niveau de l'intégration dans le quartier et la ville.

Le quartier et ses familles

La part des familles monoparentales a progressé de 4 points entre 1990 et 1999 dans le quartier Drouot, et les personnes seules de 2 points. La proportion des familles monoparentales est nettement supérieure dans quartier Drouot que la moyenne mulhousienne :



Source : INSEE RGP 1999

Cette proportion joue un rôle important sur un plan démographique. En effet, le quartier accueille de plus en plus de familles monoparentales ce qui risque de restreindre l'excédent naturel du quartier. La part des familles en couple joue un rôle souvent prépondérant sur le taux de natalité d'un espace. La part des familles avec couple est toujours nettement majoritaire, mais l'évolution future du quartier risque d'être très inférieure d'un point de vue des naissances à celle de Mulhouse. Afin de garder un même niveau de population, voire de l'augmenter, le seul recours sera un solde migratoire positif. De plus, il est important de noter que les familles monoparentales présentent bien souvent un profil social plus fragile que les autres.

PROSPECTIVE

Incertitude sur la croissance démographique de la population

Une incertitude repose notamment sur le fait de savoir comment va évoluer démographiquement la population du Drouot dans les années à venir. La faible attractivité du quartier, le vieillissement accéléré de la population du quartier, le fort taux de familles monoparentales,...., peuvent amener à réduire ostensiblement le nombre d'habitants au sein du quartier. Le quartier peut dès lors se désertifier peu à peu.

Incertitude sur la croissance démographique de la population

Une incertitude repose notamment sur le fait de savoir comment va évoluer démographiquement la population du Drouot dans les années à venir. La faible attractivité du quartier, le vieillissement accéléré de la population du quartier, le fort taux de familles monoparentales,...., peuvent amener à réduire ostensiblement le nombre d'habitants au sein du quartier. Le quartier peut dès lors se désertifier peu à peu.

HYPOTHESES

- (=) « Glissement générationnel ». Le quartier vieillit « lentement mais sûrement ». La part des jeunes dans la population se réduit pour rattraper la moyenne mulhousienne en terme d'indice de jeunesse. La part des familles monoparentales augmente, ce qui ralentit l'excédent naturel. La population continue de diminuer contrairement à tous les autres quartiers. Le renouvellement générationnel et des populations est entravé, ralenti, et les installations de nouveaux habitants ne suffisent pas pour inverser la tendance.

- (+) « Renouveau du quartier ». On assiste à un renouveau du quartier en terme de dynamique de population. L'arrivée de nouvelles familles à la ZAC Barbanègre redonne une dynamique naturelle positive, avec des familles jeunes et un taux de fécondité intéressant. Par ailleurs, on assiste à un retournement de population dans le vieux Drouot. On assiste également à des regroupements familiaux (familles recomposées). Le taux de vacance des logements diminue fortement. Le glissement générationnel et le vieillissement de la population s'inversent.

- (-) « Drouot quartier calme et sans vie ». Le glissement générationnel s'accélère notablement et va à son extrême. Les jeunes quittent le quartier. Ce départ massif provoque un problème de renouvellement de la population. Le quartier se vide. Rares sont les familles qui emménagent dans le quartier. On assiste donc à une très forte croissance du taux de vacance. La vie au quartier disparaît, faute de renouvellement de la population.

Emploi et revenus

DEFINITION

Un emploi est un contrat passé entre deux parties pour la réalisation d'un travail contre rémunération. Le revenu désigne les montants pécuniaires perçus par un individu comme rémunération de son travail et permet aux individus de satisfaire leurs besoins. Il peut être de différents types : revenu du travail (essentiellement les salaires), revenu du capital qui concerne les revenus fonciers (loyers, maisons...) et les revenus du capital immobiliers (dividendes, obligations), et le revenu de transfert versé aux ménages par l'Etat et les organismes sociaux sous formes de prestations sociales (maladies, familiales,...).

Le revenu disponible est égal au revenu primaire des ménages diminué des impôts et cotisations sociales puis augmenté des revenus de transfert. Il correspond aux ressources dont les ménages disposent pour consommer et épargner. L'emploi et les revenus sont liés et jouent un rôle sur la nature des revenus perçus par les ménages.

Entre 1990 et 1999, le taux de chômage du quartier Drouot a augmenté de plus de 10 points contre seulement 4 points pour la moyenne mulhousienne. Par ailleurs, la part de la population percevant des revenus de transferts est très importante au sein du quartier Drouot.

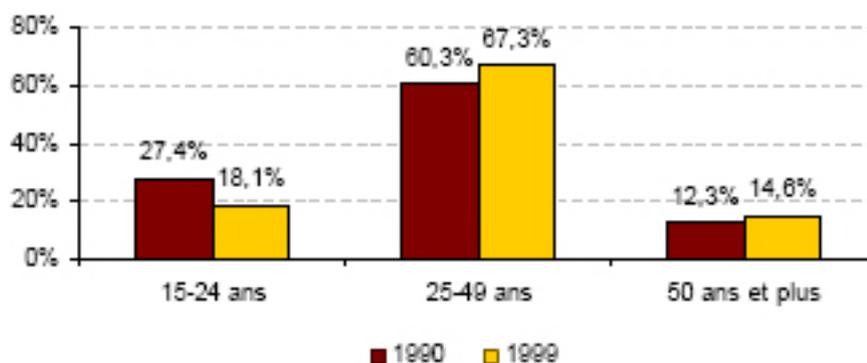
RETROSPECTIVE

Rétrospective sur l'emploi

Population active et taux d'activité

La population active n'a progressé que de 1 point entre 1990 et 1999 au quartier Drouot contre 2 points pour la moyenne mulhousienne.

Evolution de la population active au quartier
Drouot entre 1990 et 1999



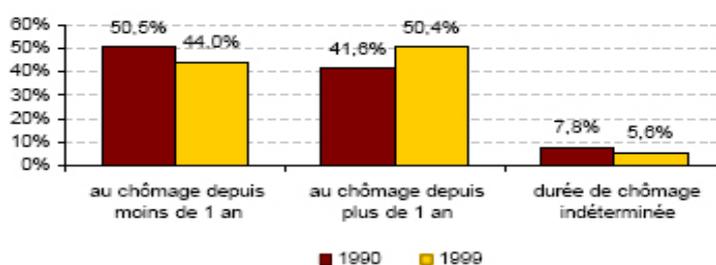
Elle a suivi le vieillissement de la population. La population active des 25-49 ans a augmenté de 7 points, alors qu'au niveau mulhousien la progression n'est que de 3 points. Le vieillissement de la population active est donc plus important au quartier Drouot.

En ce qui concerne les actifs ayant un emploi salarié, on se rend compte que les emplois dits « précaires » augmentent fortement. Entre 1990 et 1999, la part des emplois aidés a doublé atteignant 5,2 %, la part des stagiaires a plus que doublé grimant de plus de 2 points tandis qu'au niveau mulhousien, il y a eu une diminution de 0,2 point. La part des emplois à temps partiel a connu une forte croissance de 8 points pour atteindre près de 21 % des actifs ayant un emploi.

Population active et chômage

Entre 1990 et 1999, le taux de chômage du quartier Drouot a connu une croissance de 10 points contre seulement 4 points pour la moyenne mulhousienne. Il est de 28,7 % pour le quartier, avec un fort taux de chômage des femmes (32,6%). Les personnes sans emplois sont donc relativement fortes par rapport au reste de la commune. Par ailleurs, si l'on rajoute les données de précarité des actifs ayant un emploi, on se rend compte que la fragilité du quartier au niveau de l'emploi est très importante.

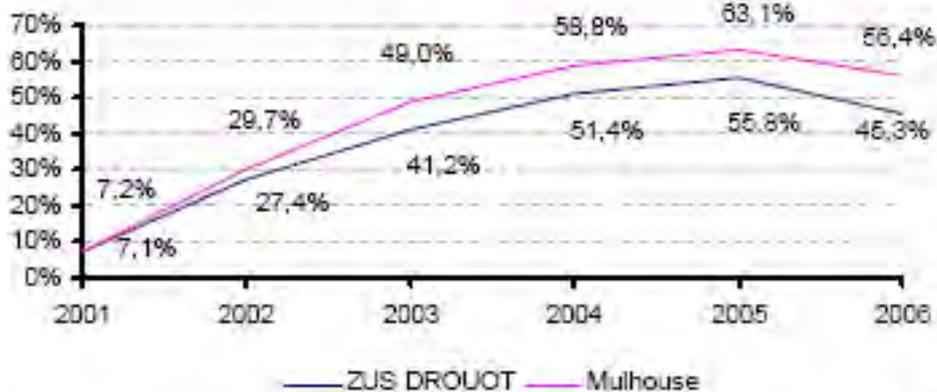
Evolution de la durée du chômage au quartier
Drouot entre 1990 et 1999



Source : INSEE/RGP99

De plus, le taux d'actifs au chômage depuis plus de un an a fortement augmenté, presque 9 points en seulement 9 ans. L'enlèvement dans le chômage et la précarité semble de plus en plus important dans le quartier. Mais, ces dernières années, même si le nombre de chômeurs s'accroît dangereusement, les variations du quartier sont devenues inférieures à la moyenne mulhousienne.

Evolution du nombre de DEFM de cat.1 entre 2001 et 2006



Source : ANPE

On s'aperçoit que les deux courbes suivent exactement les mêmes variations, mais dans une moindre mesure pour le quartier Drouot. A noter toutefois que la variation du nombre de DEFM cat.1 a augmenté de plus de 50% entre 2000 et 2006, ce qui, même si cela reste inférieur à la moyenne mulhousienne (67,3%), est toujours très important.

L'évolution du taux de chômage est le symptôme des problèmes d'emplois au quartier. Il devient également de plus en plus précaire pour les actifs ayant un emploi. La nature de l'emploi joue un rôle majeur sur le type et le niveau du revenu perçu.

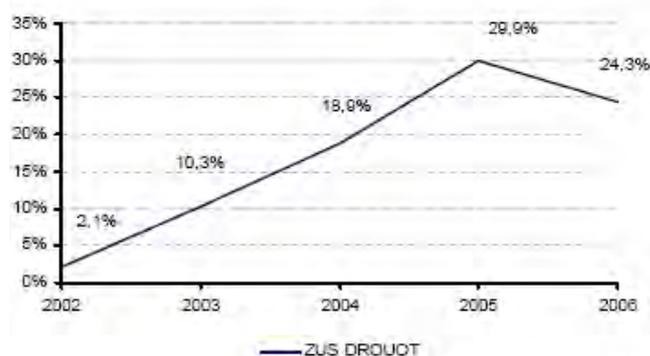
Le « Nouveau Drouot » a été construit dans les années 60 pour loger les ouvriers de Peugeot (aujourd'hui PSA). Il existe donc sans doute une dépendance assez forte du quartier à cette entreprise.

Les revenus de transferts

Les revenus de transferts sont donc les prestations sociales versées par l'Etat et les organismes sociaux aux ménages. Il est né d'un besoin de mieux répartir les revenus entre les membres d'une société et cherche à assurer une meilleure sécurité sociale aux concitoyens. C'est l'Etat qui assure le rôle de redistribution des revenus dans une optique de correction des inégalités de répartition des revenus. Il y a deux outils : les impôts et les cotisations sociales. Les impôts sont une redistribution verticale des riches vers les pauvres (impôts sur le revenu, sur les sociétés, ISF...). Les cotisations sociales sont une redistribution horizontale des actifs vers les inactifs. Elles peuvent être de type cotisations maladies, familiales, vieillesse et chômage. Le lien entre ces revenus de transferts et l'emploi est donc très fort.

Entre 2001 et 2006, le nombre de bénéficiaires de minima sociaux au quartier Drouot a augmenté de près de 29% contre plus de 33% pour la moyenne mulhousienne. D'un point de vue de l'évolution cumulée, le nombre de bénéficiaires a connu une croissance continue jusqu'en 2005. Cependant, il faut noter le fléchissement en 2006 qui permet au quartier Drouot de réduire sa croissance par rapport à Mulhouse.

Evolution cumulée du nombre de bénéficiaires de minima sociaux pour le quartier Drouot entre 2002 et 2006



Source : CAF88

Le nombre d'allocataires CAF à bas revenus fait parti des prestations de transferts familiales. Ces données sont mises en relation avec le niveau de revenu des ménages.

Nombre d'allocataires CAF à bas revenus

	2000	2002	2003	2004	2005	2006	Evolution 2000/2006
ZUS DROUOT	514	479	495	515	528	525	2,1%
Mulhouse	8 522	8 137	8 888	9 398	9 522	9 975	17%
Alsace	57 382	57 816	61 240	66 394	68 439	69 759	21,6%
France métropolitaine	2 645 628	2 599 586	2 684 372	2 822 805	2 737 382	2 830 359	7%

Source : CAF88

On s'aperçoit que l'évolution du nombre d'allocataire dans le quartier Drouot est uniquement de 2% entre 2000 et 2006 contre 17% pour Mulhouse et plus de 21% pour la région Alsace.

Un fléchissement est de nouveau à noter entre 2005 et 2006 pour le Drouot. L'évolution moyenne est même inférieure à la moyenne française qui est à hauteur de 7%. L'explication réside dans le fait que le quartier Drouot a déjà un niveau très élevé de sa population entrant dans ces critères par rapport aux autres territoires. Si l'évolution avait suivi la moyenne mulhousienne, le nombre d'allocataires CAF à bas revenus aurait été proche de 30% de la population du quartier. Le ralentissement économique a provoqué une augmentation globale du nombre d'allocataires CAF à bas revenus, mais cet effet a été « compensé » dans le quartier Drouot par le fort taux de la population déjà couverte par cette prestation familiale. Le nombre de bénéficiaires du RMI a explosé entre 2001 et 2006 dans tout le territoire Alsace.

Entre 2000 et 2006, l'évolution moyenne du nombre de bénéficiaires RMI en Alsace et à Mulhouse est respectivement de plus de 48% et de près de 45%. Ces statistiques sont très élevées et montre la progression de la grande précarité. L'évolution du quartier Drouot de 25% du nombre de bénéficiaires du RMI est également très élevée mais tout de même très inférieure à la progression moyenne de Mulhouse.

A noter à nouveau la particularité du quartier Drouot avec le fléchissement entre 2005 et 2006.

Bénéficiaires du RMI

	2000	2002	2003	2004	2005	2006	Evolution 2000/2006
ZUS DROUOT	183	167	161	203	240	228	24,6%
Mulhouse	3 068	3 036	3 307	3 763	4 255	4 438	44,7%
Alsace	17 783	18 272	20 095	22 347	25 765	26 409	48,5%
France métropolitaine	940 587	929 288	975 272	1 061 005	1 111 374	1 101 372	17,1%

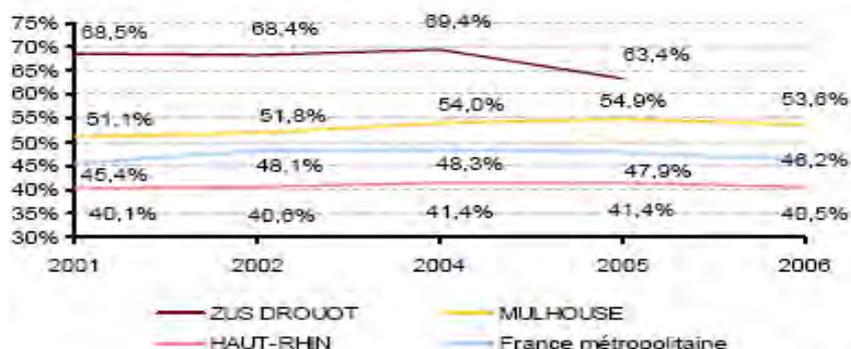
Source : CAF88

Les données montrent une grande précarité au sein du quartier, largement dépendant des prestations sociales. La question reste de savoir si le fléchissement en 2006 est juste une anomalie passagère ou bien le début d'un nouveau cycle plus positif très lié à l'évolution de l'emploi.

Revenus et niveau de vie

Le revenu permet aux ménages de consommer et d'assurer un certain niveau de vie. L'Etat procède à la redistribution sociale en prenant des cotisations directement sur le revenu des individus, à travers les impôts sur le revenu ou encore les prélèvements aux entreprises. Les ménages aux revenus (du travail ou via les prestations sociales) faibles ne sont pas imposés sur les revenus. La proportion des ménages imposés sur le revenu permet donc de percevoir la fragilité et le niveau de vie dans un territoire.

Evolution de la part des ménages non imposés entre
2001 et 2006

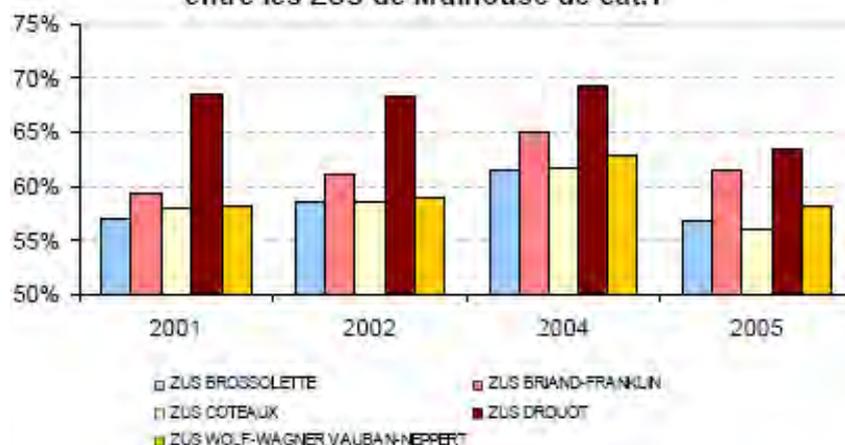


Source : DGI/INSEE

La part des ménages non imposés est très élevée dans le quartier Drouot avec en moyenne 69% des ménages échappant à l'imposition sur les revenus. Cependant, l'écart entre le Drouot et Mulhouse tend à se réduire entre 2001 et 2006 avec une forte baisse du nombre de ménages non imposés en 2005 dans le quartier Drouot. En revanche, la part des ménages non imposés est toujours nettement supérieure au département du Haut-Rhin ou à la moyenne française. Les revenus des ménages à Mulhouse et plus particulièrement dans le quartier Drouot sont donc très faibles. Les familles sont donc plus fragiles et ont un niveau de vie peu élevé.

Pire encore, le quartier Drouot est le quartier de Mulhouse ayant la part des ménages non imposés la plus importante de tous les quartiers ZUS de catégorie 1 :

Comparaison part des ménages non imposés
entre les ZUS de Mulhouse de cat.1



Source : DGI/INSEE

La baisse générale en 2005 a permis de réduire les écarts entre les quartiers, mais le Drouot est toujours en tête en terme de ménages non imposés.

Le revenu fiscal médian permet également de cerner le niveau de vie des ménages.

Le revenu fiscal médian permet également de cerner le niveau de vie des ménages :

**Evolution du revenu fiscal médian par UC entre
2001 et 2005**



Source : DGI/INSEE

Le revenu fiscal médian par UC au quartier Drouot a tendanciellement augmenté entre 2001 et 2005 tout comme le revenu médian des ménages mulhousiens. Malgré l'augmentation, l'écart entre Drouot et Mulhouse stagne. Il semble que Drouot suit la même courbe d'évolution que la moyenne mulhousienne.

Revenus, emplois et tissu local

La théorie de J.M. Keynes de la demande effective permet de comprendre l'implication entre niveau général des revenus et emploi, ou comment les revenus des ménages influencent le niveau de l'emploi. Le revenu fiscal médian par unité de consommation des ménages du quartier Drouot est de 4 000 Euros inférieur à la moyenne mulhousienne, et le taux de chômage supérieur de 12%. La relation entre niveau de revenu et emploi est donc confirmée. D'un point de vue local, on sait que la consommation des ménages se fait en grande partie à proximité de son logement ou de son emploi. Il s'agit de l'économie résidentielle qui est l'ensemble des entreprises ayant pour but la satisfaction des besoins de proximité des habitants (englobe les services de proximité). En mettant en relation la notion de demande effective et d'économie résidentielle, On se rend compte que le niveau de revenus au niveau d'un quartier influence d'une certaine manière le niveau d'emplois de proximité dans ce même quartier. Le quartier Drouot est un quartier avec un fort taux de chômage et des revenus bas et dépendant des prestations sociales. La part allouée à la consommation de proximité est donc faible. Niveau d'emplois, des revenus et consommation de proximité sont donc étroitement liés, même à une échelle micro-économique comme un quartier.

PROSPECTIVE

Incertitude sur l'impact du vieillissement de la population

L'impact du vieillissement de la population sur le niveau de l'emploi et des revenus est relativement difficile à établir. D'ici 10 ans, un grand nombre d'actifs partira en retraite (résultat du « baby-boom »). L'objectif est de savoir quel sera l'effet notamment sur l'emploi. Y aura-t-il une

réduction du chômage suite aux nombreuses embauches sur le marché du travail ? Cela permettrait de réduire considérablement le taux de chômage très élevé dans les quartiers comme le Drouot.

Le vieillissement de la population peut également avoir un effet néfaste sur le mode de redistribution des prestations sociales, qui dépend majoritairement d'un transfert des actifs vers les inactifs. Si la part des inactifs connaît une croissance fulgurante en très peu de temps, comment va évoluer le système social français. Le système va-t-il arriver à son terme ou va-t-il changer de nature ? Le quartier Drouot dépend des prestations sociales dans une grande partie et risque d'être le premier touché par ce vieillissement de la population et les problèmes de redistribution des revenus.

Incertitude sur l'évolution du marché du travail

Il y a une incertitude sur l'évolution future du marché du travail. Tout d'abord, il s'agit de savoir si la crise industrielle va se poursuivre, s'aggraver ou s'arrêter. Si le marché du travail connaît une forte crise et une transformation de sa structure (secteur industriel vers économie de la connaissance), les conséquences vont être très importantes pour le Drouot. En effet, la majorité de ses actifs travaillent dans le secteur industriel. Si ce secteur connaît une crise, le nombre de licenciements va se poursuivre et le quartier va être touché très durement par le chômage. Cela va impacter grandement la nature et le niveau des revenus au sein du quartier. De même, si la crise et le marché stagnent, les salaires et revenus pourraient stagner également et ne pas suivre l'évolution mulhousienne. Le retard entre niveau des revenus du quartier Drouot et à Mulhouse s'accroîtrait encore plus. Une transformation du marché du travail, de l'économie industrielle vers l'économie de la connaissance et du tertiaire supérieur, aurait des impacts très néfastes sur le niveau de l'emploi du quartier.

Incertitude sur la réforme des modes de redistribution

La réforme des modes de redistribution est au coeur de tous les discours politiques ces dernières années. Il s'agit de réformer tout le système social, des prestations sociales vers les prestations chômage, en passant par la santé et la vieillesse (problème de financement des retraites).

L'Etat peut soit réformer en privatisant une grande partie de ces modes de redistribution afin de faire des gains financiers pour le budget étatique. Il peut également décider de continuer ainsi jusqu'à l'agonie ou non du système.

L'enjeu majeur est de savoir quelles seront les orientations politiques futures sur les revenus de transfert : un modèle anglo-saxon très individualisé ou un modèle à la française très tourné vers le solidaire. Si le modèle anglo-saxon est préconisé, la part des revenus du capital deviendrait prépondérante dans les revenus des ménages.

HYPOTHESES

- (=) Le chômage se stabilise et le taux de bénéficiaires d'aides sociales reste fort. L'Etat maintient sa gestion des revenus de transferts pour éviter toute crise sociale trop importante. La vie économique du quartier est limitée, touchée par le faible niveau de revenus des ménages. Le niveau de vie des habitants du quartier Drouot est très faible par rapport à la moyenne mulhousienne, mais les écarts se stabilisent.

- (+) Relance économique sur le plan national : de nouveaux emplois (peu qualifiés) se généralisent comme les emplois des services à la personne, ou encore les emplois verts (liés au développement durable). Les habitants du quartier, très peu formés, profitent directement de cette nouvelle dynamique. On assiste à une réduction du chômage dans le quartier, vers le taux de chômage de la moyenne mulhousienne. Les revenus des ménages du quartier augmentent et sont nettement moins dépendants des revenus de transferts. Les emplois locaux, notamment ceux des commerces sont également relancés par la hausse des revenus des ménages du Drouot. Les habitants ont une marge de revenus qu'ils peuvent dépenser dans les commerces de proximité. De nouveaux commerces s'installent au sein du quartier, avec la création de quelques nouveaux emplois. Une nouvelle dynamique est née de l'articulation emploi et revenus.

- (-) La crise actuelle se poursuit et se durcit. Les emplois peu qualifiés sont les premiers touchés. Le quartier Drouot connaît une explosion de son taux de chômage vers un niveau très inquiétant. Les actifs occupés ont souvent des emplois précaires (CDD, intérim...). Une grande précarisation s'installe donc dans le quartier Drouot. Une part de plus en plus importante des ménages du quartier bénéficie de revenus de redistribution et de minima sociaux. L'Etat se désengageant progressivement de nombreux secteurs (santé, vieillesse...), les ménages ont du mal à « survivre ». En parallèle, une vraie économie souterraine prend place (drogues,...). Les commerces de proximité ont totalement disparu du quartier.

Traitement de la délinquance

DEFINITION

La délinquance est une conduite caractérisée par des délits répétés, considérée surtout sous son aspect social mais aussi pénal. Il s'agit principalement de délits opérés à petite échelle. Le traitement de la délinquance se fait selon deux orientations : répression ou prévention.

La prévention de la délinquance est l'ensemble des mesures non pénales permettant d'empêcher la commission d'infractions par opposition à la répression qui n'est possible que si l'infraction a été commise. La répression est une réponse directe à un fait constaté. L'insécurité désigne dans la vie quotidienne le sentiment fort d'anxiété que peut ressentir un individu. Il peut être individuel ou collectif et combine le danger réel ou imaginé et la perception de sa gravité. Le sentiment d'insécurité fait appel à des notions subjectives. Un sentiment est ce qui est ressenti donc non objectivable. Ce sentiment d'insécurité représente l'ensemble des craintes, des appréhensions redoutées par les personnes. Ce sont majoritairement des faits de délinquance qui sont craints. Les délinquances peuvent être de plusieurs types : atteintes physiques, atteintes aux biens, violences, vols...

Depuis 1996, le taux de délinquance a régulièrement baissé, avec à noter toutefois une recrudescence des délits en 2001 et 2002.

Pour le quartier Drouot de Mulhouse, nous remarquons que le niveau était inférieur à la moyenne mulhousienne avant 2004 mais qu'en 2005, et les émeutes des banlieues, le taux de délinquance a cru de manière fulgurante avec comme symbole l'incendie de la MJC/CS. De ce fait, le quartier Drouot est entré dans le plan pilote de prévention de la délinquance mis en place par l'Etat : le plan 25 quartiers.

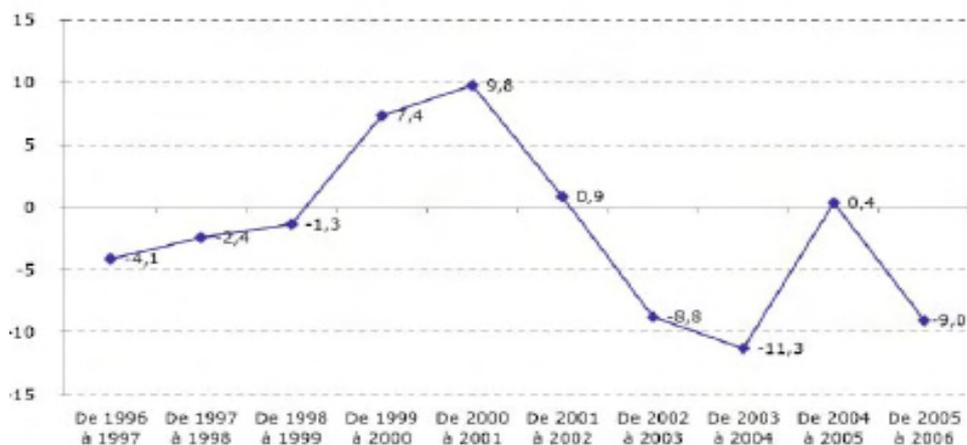
RETROSPECTIVE

Evolution du taux de délinquance et des délits

Le taux d'atteintes aux biens en Alsace a suivi sensiblement la même trajectoire qu'au niveau national. Entre 1996 et 2001, le nombre d'atteintes aux biens augmentait chaque année légèrement. Ensuite, 2001 et 2002 représentent des années record et depuis cette date, le nombre d'atteintes enregistrées se réduit ostensiblement, perdant 500 000 demandes enregistrées en seulement 4 ans, soit une baisse de 17% entre les deux années.

Le tableau ci-dessous présente le taux de variation annuelle des atteintes aux biens en Alsace :

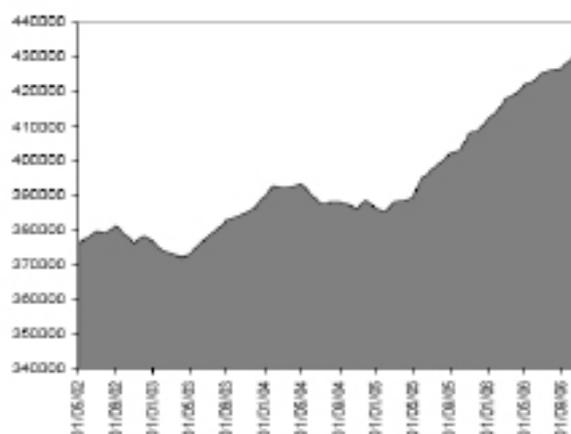
Taux de variation annuelle des atteintes aux biens.



Source : état 4001 annuel, DCP

On voit bien le net recul depuis 2001 avec toutefois le petit regain de délits en 2005, dû aux émeutes des quartiers durant cette année. Ce recul est consécutif à une volonté plus répressive de la part des autorités publiques et une lutte contre les chiffres de la délinquance. Il est souvent difficile quantifier les délits de proximité. En effet, un grand nombre de personnes ne vont pas enregistrer leurs demandes lorsqu'elles ont subi des délits, souvent à cause de la forte pression sociale et quotidienne qu'exerce le délinquant sur la victime, notamment pour les quartiers sensibles et difficiles où la pression sociale est grande. En revanche, les chiffres des atteintes aux biens sont à nuancer. Le nombre d'atteintes aux biens a diminué dans les chiffres, mais en contrepartie, le nombre d'atteintes verbales ou physiques a fortement augmenté.

Evolution des atteintes volontaires à l'intégrité physique³
entre mai 2002 et novembre 2006 (sur 12 mois glissants)

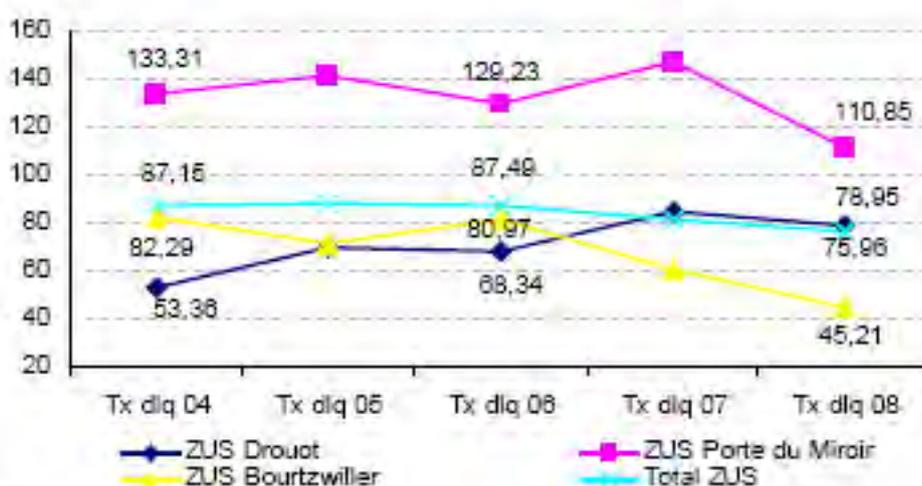


Source : INHES (Institut National des Hautes Etudes de Sécurité)

Depuis 2005, ces chiffres sont en croissance continue et cela semblerait confirmer que la délinquance de proximité n'a donc pas régressé mais a surtout changé de nature passant d'une atteinte aux biens à une atteinte à l'intégrité physique des personnes.

Le quartier Drouot a connu en 2004 un net regain du taux de délinquance, symbolisé par l'incendie de la MJC/CS en fin d'année. Cependant, depuis 2005, le taux descend continuellement pour être même inférieur à celui de la moyenne mulhousienne en 2007.

Taux de délinquance pour 1000 habitants



Source : DDSP

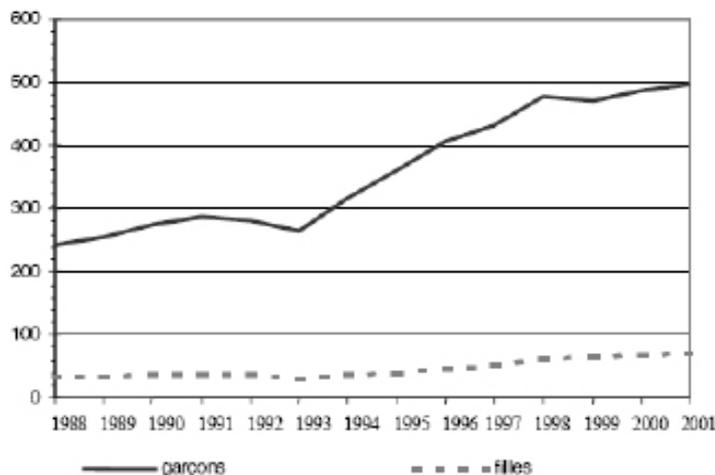
Le taux de délinquance a fortement augmenté au quartier Drouot depuis 2004, pour être au niveau de la moyenne des ZUS de Mulhouse en 2008, environ 76 actes et délits pour 1000 habitants. Ce qui est inquiétant, c'est lorsque l'on regarde l'évolution entre 2004 et 2008. En effet, que ce soit la ZUS Porte du Miroir (avec le taux de délinquance le plus élevé des ZUS de Mulhouse) ou la ZUS Bourtzwiller (taux le plus faible), on remarque un fléchissement assez important du taux de délinquance entre ces deux dates. Le taux de délinquance moyen des ZUS mulhousiennes diminue également. En revanche, l'évolution au quartier Drouot est différente, puisqu'il s'agit de la seule ZUS dont le taux de délinquance a augmenté entre 2004 et 2008. La tendance générale sur la délinquance au quartier Drouot est donc assez préoccupante. A noter que sur un plan plus général, le taux de délinquance de Mulhouse est nettement supérieur à la moyenne du département du Ht-Rhin, de la région Alsace ou encore de la France.

Le sentiment d'insécurité

La croissance du sentiment d'insécurité apparaît comme un symptôme majeur de la détérioration de la qualité de vie dans les quartiers. Ce thème de l'insécurité était un thème clé de la dernière élection présidentielle française. La peur et les craintes des gens sont une corde sensible et l'effet loupe joué par les médias sur les quartiers sensibles a sans doute attisé les peurs des gens. En 1999, 74% des français estimèrent que l'insécurité est très préoccupante. L'effet de loupe sur les faits de délinquance dans les banlieues peut expliquer le décalage entre insécurité ressentie et insécurité subie localement. Depuis, le sentiment d'insécurité a diminué grandement pour reprendre sans doute une place plus juste. En 2004, seulement 1 personne sur 7 était préoccupée par l'insécurité au sein de son quartier, soit environ 15% de la population. De plus, les zones faiblement urbanisées, et victime d'un nombre de délits moindre par rapport aux zones fortement urbanisées, ont connu un net recul du sentiment d'insécurité, certainement dû à une objectivation plus grande du problème et un affaiblissement de l'effet média de proximité sur cette thématique.

La délinquance juvénile

La délinquance juvénile prend de plus en plus d'ampleur dans les quartiers sensibles. Les délinquants sont de plus en plus jeunes. Les jeunes sont majoritaires dans les crimes et délits de proximité. Le tableau cidessous montre les taux (pour 10 000 habitants) des mineurs de 10 à 17 ans mis en cause par la police de 1988 à 2001 en France :

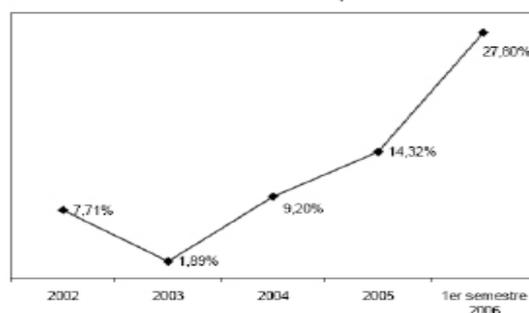


Source : INSEE - délinquance juvénile 1988-2001

Le taux pour les garçons ne cesse d'augmenter depuis 1993. Par ailleurs, si l'on se trouve dans un quartier sensible, le taux de délinquance juvénile est encore plus important. Le facteur du milieu social joue donc un rôle majeur dans les taux de délinquance juvénile.

Depuis 2002, l'augmentation est encore plus importante :

Evolution du nombre de mineurs mis en cause pour des violences non crapuleuses



Source : Observatoire National de la délinquance

La violence est également accrue dans le domaine scolaire. Les taux de racket à l'école ont connu une progression de 77% durant l'année 2003. En 2004-2005, le taux de violences avec armes à l'école a connu une progression de 73%, principalement dans les établissements difficiles (Source : Observatoire national de la délinquance, INHES et éducation nationale).

La délinquance juvénile devient donc un problème majeur de la délinquance de proximité. Cette délinquance serait en quelque sorte la contre partie du malaise social et économique qui affecte plus particulièrement les jeunes de cités les plus sensibles.

BREF RAPPEL HISTORIQUE DE L'INSECURITE DANS LE QUARTIER DROUOT

Le 31 décembre 2003, La MJC Drouot, fermée depuis quelques temps, était victime d'un attentat. Une bombe artisanale explosait, occasionnant des dégâts sur le bâtiment. En réaction à cet attentat, le Maire, Jean-Marie Bockel, déclare : « cette situation de crise est intolérable et les habitants du quartier en sont, hélas, les premières victimes. Aucune réouverture du centre social ne sera envisagée tant qu'un traitement policier et judiciaire approprié n'aura permis un retour à une situation normale dans le quartier du Drouot » (DNA, 03/01/2004).

L'Etat s'est aussi inquiété de cette situation et y a répondu par la mise en place au Drouot du « Plan 25 quartiers », piloté par le Ministère de l'Intérieur.

Ce plan est structuré en 3 axes thématiques :

- prévention et traitement en temps réel des comportements déviants ;
- actions à visée éducative et citoyennes ;
- actions de formation, d'insertion et d'accès à l'emploi.

Chaque axe se décline ensuite en actions opérationnelles à destination de différents publics.

La plus-value de ce plan réside surtout dans la coordination et le partage d'informations. En effet, le suivi du plan, assuré par le Préfet, se concrétise notamment par des comités de pilotage pluri-disciplinaires.

PROSPECTIVE

Incertitude majeure sur les intentions des autorités publiques

L'Etat peut choisir de mettre en place des lois de prévention de la délinquance ou des lois répressives. Selon le choix, les résultats peuvent avoir relativement des effets opposés. Ces dernières années, la place était faite aux lois répressives, souvent dictée par des ambitions électorales et de satisfaction à court terme des demandes et sentiments citoyens. Mais quel sera l'impact par exemple d'une alternance politique ? Quelles seront les orientations futures ? Répression ? Prévention ?

Par ailleurs, une autre incertitude repose sur le budget alloué aux services de lutte contre la délinquance. En effet, les budgets ont progressivement augmenté ces dernières années, surtout à cause de la forte répression contre la délinquance. L'Etat peut décider de répartir le budget entre soit des dépenses de fonctionnement pour une présence plus grande au quotidien contre la délinquance, notamment de proximité, ou soit des dépenses de recherche et de collecte en vue de prévenir cette délinquance. Dans ce cadre préventif, le budget sera étroitement lié aux budgets sociaux de manière générale, puisque le milieu social dans lequel nous vivons influe grandement sur la propension à commettre un délit (délict de proximité : vols de petite envergure, recels et trafics locaux...). L'Etat peut décider de lutter efficacement dans la prévention de la délinquance en augmentant les budgets de nombreux autres domaines pour recréer un terrain social, économique, urbain, ..., fort qui permettront de prévenir les intentions de délinquance.

Incertitude majeure sur l'attitude des citoyens envers la délinquance

Il y a une difficulté à comprendre comment réagissent les citoyens vis-à-vis de la délinquance. A quoi est dû notamment le sentiment d'insécurité chez certaines personnes ? Si les citoyens se sentent grandement en insécurité quotidienne, la pression sociale sur l'Etat pour agir sera grande, et la répression d'autant plus importante et parfois excessive. L'Etat doit alors agir de manière rapide. En revanche si les individus sont objectifs sur le taux de délinquance, le sentiment de sécurité sera fort, et des lois préventives de long terme pourront être mises en place, la pression sociale sécuritaire étant moins forte. Les délits sont toujours présents mais non exacerbés dans l'inconscient des citoyens. De même, une incertitude subsiste sur le rôle des citoyens dans cette lutte. Vont-ils aider les autorités à lutter contre la délinquance ou vont-ils se replier sur eux-mêmes ? On voit apparaître des citoyens volontaires aider les forces de police, notamment pour faciliter le dialogue (service volontaire citoyen). Les citoyens vont peut-être prendre conscience collectivement qu'ils peuvent agir dans la prévention de la délinquance.

Incertitude sur le traitement de la délinquance de la part des médias

Le traitement que font les médias de la délinquance influence grandement le sentiment d'insécurité des citoyens et le taux de délits. En effet, la surmédiatisation des faits de délinquance a provoqué un fort sentiment d'insécurité, thème qui est alors devenu un enjeu majeur politique durant les élections présidentielles. Le fait de voir quotidiennement des délits provoque le sentiment de quotidienneté et de proximité de la délinquance. L'enjeu est de savoir si les médias vont continuer à garder comme thème majeur l'insécurité ou s'ils vont trouver un autre credo. Par ailleurs, le traitement médiatique joue un rôle moteur à la « course à la délinquance » pour passer à la télévision. Comment va être traité politiquement le thème de la délinquance si la médiatisation de ce sujet était moindre ?

L'incertitude majeure repose donc fortement sur l'implication future des médias dans le traitement de cette thématique.

HYPOTHESES

- (=) Le taux de délinquance se stabilise tout en connaissant des « pics » très ponctuels. Les délits sont commis principalement par de petits groupes (jeunes adultes majoritairement) très bien connus et identifiés dans le quartier. Le sentiment d'insécurité dans le quartier est présent sans pour autant être omniprésent. Des actions citoyennes sont mises en place auprès des familles des délinquants. Les autorités publiques ont du mal à interpeller les délinquants faute de plaintes. Le quartier garde toujours une image assez mauvaise en terme de sécurité.

- (+) On assiste à une forte réduction de la délinquance. Les actions citoyennes en direction du traitement de la délinquance portent leurs fruits. Les familles des jeunes délinquants, habitants et acteurs du quartier, s'investissent encore plus dans l'éducation de ces jeunes pour une meilleure prévention. La présence de caméras de surveillance au sein du quartier permet également une prévention intéressante. Le renouveau du quartier est symbolisé par la volonté de construire sur l'ancien site de la MJC. Les habitants du quartier tirent un trait sur les délits du passé. Le quartier change petit à petit d'image.

- (-) Le taux de délinquance au quartier Drouot va à contre-courant des autres ZUS de Mulhouse. Le nombre de délits s'accroît, porté par la forte précarisation sociale du quartier. Le sentiment d'insécurité atteint un niveau très élevé au Drouot, bloquant toute action citoyenne au quotidien (associations, fêtes de quartier...). L'image de quartier « coupe-gorge » colle au quartier Drouot. L'explosion des délits s'exprime également au niveau scolaire, avec des délits à répétition au sein des écoles du quartier. La délinquance juvénile prend une place prépondérante. Les autorités publiques sont dans l'incapacité de répondre à cette délinquance. Les tensions sociales au quartier Drouot s'exacerbent.

Santé : offre et prévention

DEFINITION

« La santé est un état complet de bien-être physique, mental et social et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité », préambule de 1946 à la constitution de l'OMS. Elle implique que tous les besoins fondamentaux de la personne soient satisfaits.

La santé publique désigne à la fois un état sanitaire d'une population apprécié via des indicateurs de santé (quantitatifs et qualitatifs, dont l'accès aux soins) et l'ensemble des moyens collectifs susceptibles de soigner, promouvoir la santé et d'améliorer les conditions de vie.

RETROSPECTIVE

« L'état de santé de la population en France apparaît globalement bon, mais la mortalité prématurée reste l'une des plus élevées de l'Union européenne. En outre, des disparités sensibles perdurent tant entre hommes et femmes qu'entre territoires ou catégories sociales.

En 2006, l'espérance de vie à la naissance en France reste l'une des plus élevée d'Europe avec 84,0 ans pour les femmes et 77,1 ans pour les hommes. En dix ans les hommes ont gagné 3,1 ans et les femmes 2,1 ans, surtout grâce à l'allongement de la durée de la vie. L'espérance de vie à 65 ans (2005) atteignait 22 ans pour les femmes (soit 1,4 an de plus qu'il y a dix ans), et 17,7 ans pour les hommes (soit 1,6 an de plus qu'en 1995). Les situations sont très différenciées entre les hommes et les femmes. Les écarts d'espérance de vie plus défavorables aux hommes restent encore importants même s'ils tendent à se réduire.

En matière d'accès aux soins, les dispositifs comme la couverture maladie universelle (CMU) et les permanences d'accès aux soins de santé (PASS) permettent aux personnes en situation précaire d'accéder à des conditions de soins de droit commun. Des obstacles financiers peuvent toutefois persister, concentrés notamment sur les soins dont le reste à charge est le plus important (soins dentaires, lunettes et soins de spécialistes). »

(DREES – Etudes et résultats- 02/2008).

Evolution de l'espérance de vie à la naissance par région :

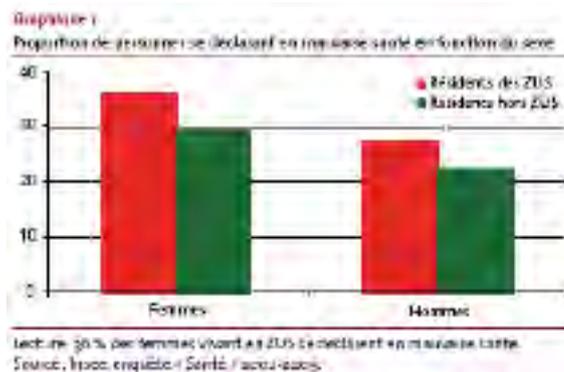
	1990		2005	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Alsace	71,8	79,9	77,0	83,1
Aquitaine	73,5	81,2	77,2	83,9
Auvergne	72,2	81,1	75,7	83,4
Bourgogne	72,9	81,2	76,2	83,4
Bretagne	71,0	80,5	75,7	83,6
Centre	73,6	81,7	76,9	83,8
Champagne-Ardenne	72,2	80,6	75,6	83,0
Corse	72,6	80,5	76,4	83,8
Franche-Comté	73,3	80,8	76,6	83,7
Ile-de-France	73,7	81,3	78,5	84,5
Languedoc-Roussillon	73,8	81,0	76,8	83,7
Limousin	73,3	81,3	76,6	83,9
Lorraine	71,9	80,2	75,6	82,7
Midi-Pyrénées	74,5	81,6	77,8	84,3
Nord-Pas-de-Calais	69,9	79,0	73,6	81,6
Basse-Normandie	72,5	80,9	76,0	83,7
Haute-Normandie	71,9	80,8	75,6	82,9
Pays de la Loire	73,2	81,6	77,2	84,4
Picardie	71,3	79,8	75,1	82,4
Poitou-Charentes	74,2	81,8	76,8	84,2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	73,3	81,3	77,4	83,9
Rhône-Alpes	73,6	81,5	77,8	84,3
France métropolitaine	72,9	81,0	76,8	83,7

Source : Insee - Fichier Etat-Civil et Estimations localisées de population

La santé dans les zones urbaines sensibles

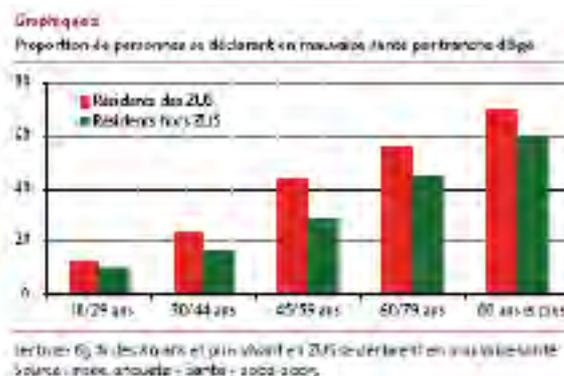
Selon l'enquête « Santé » de l'Insee réalisée en 2002-2003, trois personnes interrogées sur quatre perçoivent leur état de santé comme bon ou très bon. Pourtant presque la moitié d'entre elles déclarent également un problème de santé plus ou moins grave, une maladie chronique, des difficultés pour accomplir leurs activités quotidiennes ou souffrir d'une incapacité. Il existe cependant de grandes différences selon les personnes dans la perception qu'elles ont de leur état de santé, selon leur sexe, leur âge, la position sociale qu'elles occupent (niveau d'éducation, revenu, profession...). La morbidité déclarée est ainsi toujours plus importante pour les femmes et pour les personnes âgées. La perception négative de l'état de santé est aussi plus fréquente lorsque la situation socioéconomique de la personne interrogée est moins favorable (faibles revenus, ouvriers et employés...). Près du tiers des résidents des ZUS se déclarent en mauvaise santé contre seulement un quart des personnes qui ne vivent pas en ZUS. Quel que soit leur âge, les résidents en ZUS déclarent toujours un état de santé plus dégradé que les résidents hors ZUS. Ceci est vrai selon le sexe, le niveau d'études ou la catégorie sociale des personnes.

Cette différence ne concerne pas uniquement les populations particulièrement défavorisées. Ainsi, 15 % des cadres vivant hors ZUS se déclarent en mauvaise santé contre 19 % dans les ZUS. Les femmes vivant en ZUS se perçoivent en plus mauvaise santé que celles qui n'y vivent pas (36 % contre 29 %). De même, 28 % des hommes en ZUS se déclarent en mauvaise santé, contre 22 % pour ceux qui n'y vivent pas (graphique 1). À tranche d'âge donnée, l'écart persiste entre les personnes vivant en ZUS et les autres, culminant à 15 points pour les 45-59 ans (graphique 2). La perception négative de l'état de santé, en fonction des caractéristiques socioéconomiques, varie dans le même sens quel que soit le lieu de résidence : les personnes les plus aisées, les plus diplômées et celles qui appartiennent aux catégories socioprofessionnelles les plus élevées se déclarent moins fréquemment en mauvaise santé.



Les résidents des ZUS ont une probabilité plus importante d'avoir été hospitalisés au moins une fois dans les douze derniers mois (16 % contre 14 % pour ceux qui ne vivent pas en ZUS), mais ils ont une plus faible probabilité de recourir au moins une fois à un spécialiste (57 % contre 64 %) et une probabilité égale de recourir au moins une fois à un généraliste. La différence entre ces deux populations concerne le nombre de consultations dans une année. Environ 5 personnes sur 6 ont eu recours au moins une fois à un généraliste au cours d'une année. La probabilité que les résidents des ZUS consultent au moins une fois un généraliste n'est pas différente de celle des populations qui résident hors de ces quartiers (83,8 % contre 83,4 %). De même, à niveau de revenu égal, il n'y a pas de différence significative de recours entre les habitants des ZUS et les autres. Cependant, parmi ceux qui ont consulté au moins une fois un généraliste, le nombre de visites des personnes vivant dans une ZUS est plus important que pour le reste de la population (5,8 visites au généraliste en moyenne, contre 4,7). L'intensité du recours peut s'expliquer d'une part, par un état de santé moins bon pour les résidents des ZUS et d'autre part, par une tendance plus importante pour les résidents des ZUS à substituer à la visite d'un spécialiste celle d'un généraliste.

Source : rapport 2007 de l'Observatoire National des ZUS

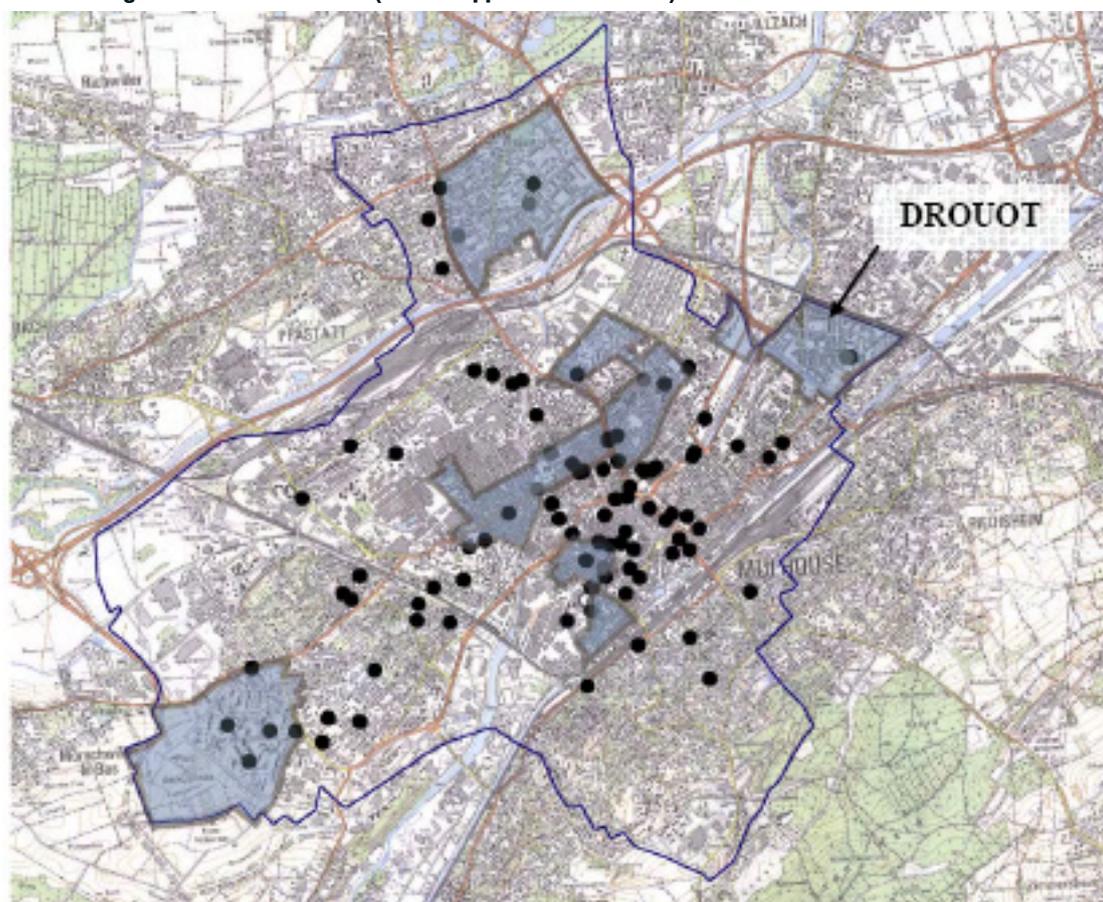


Offre médicale dans le quartier Drouot :

La densité médicale dans le quartier Drouot est faible (cf tableau suivant). De plus, l'un des 2 médecins généralistes du quartier a plus de 55 ans.

	nombre de médecins recensés au 1/1/2008 (base ADELI)	densité médicale pour 100 000 habitants (RGP1999)
CAMSA	176	104
Dont Mulhouse	127	115
ZUS Drouot	2	54

Localisation des médecins généralistes à Mulhouse (les ZUS apparaissent en bleu) :



Source(s) : BD CARTO, Scan25 ;
BD ADELI
Réalisation : AURM, N.S, nov. 2008

Le réseau santé mulhousien en action dans le quartier Drouot

En 2007, le dynamisme des acteurs présents sur le terrain a permis la réactivation du réseau santé au Drouot. Initiée par l'Atelier Santé-Ville dans le cadre du volet « Santé » du Contrat Urbain de Cohésion Sociale de la CAMSA, le réseau santé du Drouot s'est réorganisé en fédérant les énergies autour de 4 actions :

- la mise en place d'un stand pendant la fête de printemps pour faire connaître le réseau aux habitants ;
- la création d'un point écoute : cet espace est destiné à accueillir des personnes en situation de mal-être et de les réorienter vers les structures appropriées. L'action a débuté durant le mois d'octobre 2008.
- des actions d'information et de dépistage dans le cadre de la semaine du diabète.
- la prévention du risque Alcool ;
- Les relations garçons/filles, la sexualité et ses risques

Les résultats de ces actions sont encourageants. Elles se poursuivent et s'étendent.

PROSPECTIVE

Incertitudes :

- Va-t-on vers un modèle « américain » dans lequel la nouvelle génération aurait une espérance de vie plus faible que ses parents (mauvaise alimentation, mauvaise hygiène de vie, ...) ?
- Comment va évoluer l'offre médicale de proximité ?
- Quelles seront les suites données aux actions de prévention Santé menées sur le quartier ?

Hypothèses :

- (=) L'état de santé général n'est pas très bon, notamment dû aux faibles revenus des familles (nourriture peu variée, ...) mais ne se dégrade pas. L'accès aux soins est également très réduit avec un seul médecin subsistant dans le quartier. L'accès à l'offre de santé reste donc limité.
- (+) Les actions de santé (prévention et soins) sont renforcées et de plus en plus efficaces. La prévention porte notamment sur l'hygiène de vie quotidienne, la nourriture... Mieux sensibilisés, les habitants du quartier voient leur état sanitaire s'améliorer. Un effort est également fait par les autorités sur l'offre de santé aux habitants. Des politiques locales visant à favoriser l'installation de médecins (généralistes, spécialistes...) sont mises en place.
- (-) Dégradation de l'état de santé des habitants du Drouot, malgré les efforts menés par les pouvoirs publics. Les problèmes financiers et le manque « d'éducation à la santé » font que les problèmes liés à la santé deviennent secondaires. Les pathologies des malades habitants au Drouot deviennent de plus en plus préoccupantes.

Eco-attitude

DEFINITION

-Une ressource est une substance ou un objet exploité pour les besoins de la société humaine. Certaines ressources utilisées par l'homme sont renouvelables et d'autres non.

-Les ressources renouvelables sont des ressources naturelles dont le stock peut se reconstituer sur une période courte à l'échelle humaine : l'élevage d'animaux.

-Les ressources non renouvelables sont qualifiées de non renouvelables ou épuisables lorsque le temps nécessaire à leur création dépasse largement le temps d'une vie humaine : le pétrole.

C'est pourquoi on parle actuellement d'économie de ressources et surtout d'énergies renouvelables. Les énergies renouvelables n'utilisent pas le stock de ressources naturelles épuisables. Elles contribuent à la diversification et à la sécurité d'approvisionnement en énergie. Elles présentent également l'avantage, par rapport aux combustibles fossiles, de ne pas émettre de gaz à effet de serre lors de la production ou de l'utilisation d'énergie (solaire, éolien, hydraulique) ou bien, dans le cas de la biomasse, d'avoir un bilan nul (on considère alors que le carbone ainsi brûlé est recyclé par la végétation). C'est pourquoi leur développement constitue l'une des voies privilégiées pour lutter contre le changement climatique.

Indicateurs les plus révélateurs :

Indicateur des transports : émission de CO₂ (tonne de CO₂).

Indicateur de consommation d'énergie : eau, électricité (kWh/an) chauffage (fioul, gaz, bois).

Indicateur de la consommation alimentaire : alimentation biologique, issue du commerce équitable, locale.

Indicateur de la consommation d'équipements : tv, lave-vaisselle, sèche linge, ordinateurs. (Différentes catégories de produits classées selon l'étiquette énergie pour de meilleures performances énergétiques signifiées en kWh/an.)

RETROSPECTIVE

Croissance nette de la consommation des ressources :

En 1990, la France consommait 355 millions de tonnes de CO₂ par an. En 2005, elle en consommait 388 millions, ce qui correspond à une évolution de 9,3% en 15 ans. En 1973, la France consommait 180 TWh* d'électricité par an alors qu'en 2005 elle en consommait 515 TWh*. En 1990, la France consommait 15,8 millions de tonnes d'équivalent pétrole d'énergies renouvelables. En 2000, elle en consommait 16,3. La consommation de gaz naturel en France en 1973 était de 153 TWh* par an et est passée en 2004 est de 492 TWh*, *(1 TWh = 1 milliard de kwh). En tendanciel, le gaz est l'énergie dont la croissance reste la plus dynamique, avec +3,3% par an en moyenne depuis 1990 dans le secteur résidentiel et tertiaire. Dans le secteur des transports : bien que faible, avec 0,8 TWh, la consommation de gaz est en croissance régulière.

La tendance est à l'évolution de la consommation d'énergie depuis les années 1970 jusqu'à maintenant.

Modifications des facteurs et évolution de la consommation:

Facteurs économiques : les revenus, les prix, la conjoncture économique...

Facteurs sociaux : âge, famille, taille et composition de la famille...

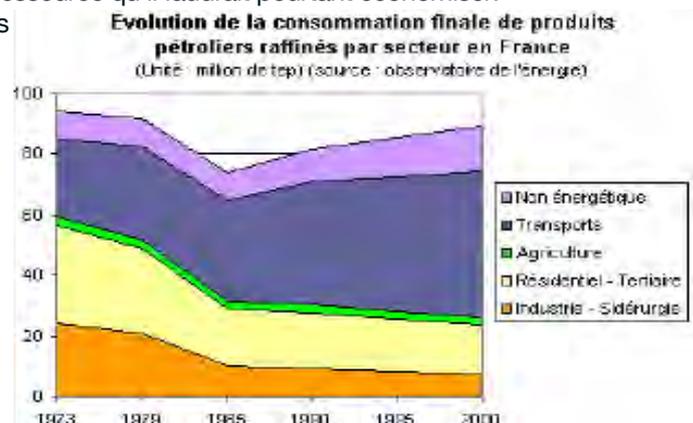
Facteurs sociologiques : appartenance à un groupe social, position sociale...

Selon l'Ademe, les émissions totales de GES (Gaz à Effet de Serre) ont diminué en France de 0.8% entre 1990 et 2004 mais celles dues à l'habitat et à la mobilité des personnes ont augmenté.

Les surfaces habitables pour chauffer une personne croissent : en 90, 32m² pour 39m² en 2004. L'accroissement démographique et la modification de la structure des ménages participent également à l'augmentation du nombre de logements. Les habitudes alimentaires ont également évolué : l'arrivée de plats préparés qui font appel à une chaîne spéciale de production. L'acquisition de produits hors saison participe à l'augmentation des GES. Les produits laitiers et carnés sont de plus en plus présents dans les assiettes ; leur production est à l'origine d'émissions supplémentaires de CO₂. L'eau est une ressource non renouvelable. L'abondance des déchets et des produits toxiques quotidiennement déversés dans les cours d'eau représente un péril d'autant plus grave que, loin de stagner, la consommation d'eau et le rejet d'eau usée progressent de jour en jour. L'eau est quotidiennement utilisée, consommée, gaspillée ; c'est une ressource qu'il faudrait pourtant économiser.

La part des véhicules particuliers a augmenté dans les émissions de GES à hauteur de 17% depuis 1990.

La distance parcourue par ces véhicules a augmenté de 30%, elle est aussi responsable de l'augmentation de la consommation d'énergie et donc des GES. Comme dans le reste du monde le secteur des transports en France reste le plus gourmand en pétrole. La tendance est à l'augmentation.



La part des énergies renouvelables dans la consommation :

La production d'électricité d'origine renouvelable progresse pour la seconde année consécutive : + 6,7 % par rapport à 2006. Cet accroissement global pour moitié de la production hydraulique renouvelable, l'autre moitié concerne la production éolienne mais aussi les autres productions électriques d'origine thermique, qui repartent toutes à la hausse en 2007. Ces dernières années sont marquées par une remontée relative de la production hydraulique, qui reste cependant toujours à des niveaux très faibles mais aussi un bond de 85 % de la production d'électricité éolienne mais un accroissement modéré des capacités installées. On peut également relever une accélération du solaire photovoltaïque reliée au réseau, après déjà trois années consécutives de hausse sensible.

Part de l'électricité d'origine renouvelable dans la consommation intérieure brute d'électricité

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Objectif 2010	
France	15,0%	14,9%	17,4%	16,3%	19,6%	17,9%	15,5%	15,1%	14,4%	16,5%	15,1%	21%
UE-27	11,8%	12,0%	12,7%	13,0%	13,7%	13,0%	12,7%	13,1%	13,4%	13,4%	13,0%	21%

France métropolitaine et Dom

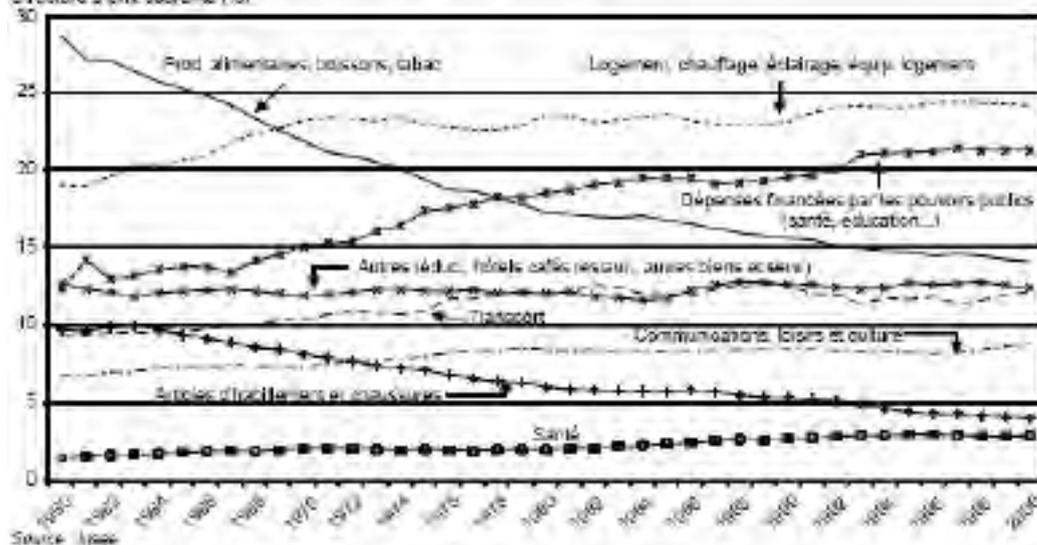
Note : Les sources d'énergie renouvelables retenues pour la production électrique sont : hydraulique (hors pompage), éolien, le solaire photovoltaïque, la géothermie à haute température (Don uniquement), les déchets urbains, le bois-énergie, les résidus de roche (Don uniquement), le biogaz.

Source : MEN, d'après Observatoire de l'énergie - Eurostat, 2008

En quarante ans, la dépense de consommation par habitant a été multipliée par 2,7 en monnaie constante. L'environnement du consommateur a changé : l'extension de la grande distribution, l'évolution des modes de vie, l'apparition de nouveaux produits ont modifié les comportements de consommation. La perte de vitesse des dépenses traditionnelles a été pour partie compensée par le dynamisme des produits à haute technologie. Ils ont pris le relais des appareils électroménagers, désormais largement diffusés. Néanmoins, la plus grande partie du budget des ménages continue à être utilisée pour les dépenses alimentaires et le logement. Celui-ci a détrôné l'alimentation comme premier poste de la consommation depuis près de vingt ans. La santé est désormais le deuxième poste de consommation.

La consommation effective des ménages par fonction

Structure à prix courants (%)



PROSPECTIVE

Plusieurs tendances rompent avec les habitudes passées

- Les produits éthiques font partie de l'évolution future de la consommation des ressources. Les produits équitables et solidaires bénéficient d'un début de notoriété qui n'est pas encore totalement enracinée, sans doute en raison de leur relative jeunesse. Les produits solidaires, qui ont une portée directement nationale, apparaissent mieux connus que les produits équitables qui visent à rééquilibrer les rapports économiques nord-sud. Ce manque de connaissance forte des produits équitables et solidaires clive l'appréciation portée par l'opinion : 51% des personnes interrogées y voient une démarche marketing et 47% y décèlent un engagement sincère des entreprises, ce qui, dans le contexte actuel de méfiance à l'égard des entreprises, constitue la marque d'un a priori relativement positif. Certaines catégories se montrent plus favorables aux produits solidaires et équitables : c'est le cas des cadres, des professions intermédiaires, des femmes au foyer et des personnes les plus diplômées. D'autres segments de la population se montrent encore réticents comme les employés, les ouvriers, les personnes les moins diplômées et les citoyens aux plus faibles niveaux de revenus. Les Français se montrent attentifs aux conditions d'élaboration des produits mais déplorent un déficit d'information sur ce sujet, déficit d'autant plus grave qu'il entretient et s'alimente d'un climat de suspicion sur les pratiques de fabrication des produits.
- Le baromètre du CREDOC 1998-2004 sur les comportements alimentaires des Français et les données de l'INSEE sur les dépenses alimentaires de 1971 à 2001 permettent de distinguer effets d'âges et effets de générations sur les modifications des habitudes alimentaires. Par exemple, il y a moins de régularité dans l'horaire du repas, un développement du plateau-repas au détriment de la table, une croissance des produits transformés, un essor des produits exotiques selon certaines catégories d'âges et certaines générations. Le changement des habitudes alimentaires influence les achats que nous faisons.
- Un autre enjeu de taille pour les années à venir est celui de la satisfaction de l'ensemble des besoins en eau potable de l'humanité. Aujourd'hui, déjà un habitant sur cinq n'y a pas accès. Or, selon l'ONU, sur les 33 mégapoles de plus de 8 millions d'habitants qui existeront dans 15 ans, 27 seront situées dans les pays les moins développés et donc les moins à même de pouvoir répondre aux besoins. En outre, même si de légères diminutions de la consommation en eau sont observées depuis quelques années aux États-Unis et en Europe, les prévisions sont alarmistes, avec 40 % d'augmentation de la consommation municipale et domestique dans les 20 ans à venir.
- Comment va évoluer le parc de logements du quartier, qui est actuellement composé de logements majoritairement peu performants sur le plan thermique ?
- Quels impacts des jardins-potagers sur les modes de consommation des habitants ?

HYPOTHESES

- (=) Les logements, obsolètes, continuent de consommer une quantité d'énergie importante. Le manque de moyens financiers empêche toute réhabilitation thermique de ces derniers. Ensuite, les modes de consommation restent identiques, avec une consommation de proximité toujours très faible et une consommation alimentaire peu variée du fait des faibles revenus.
- (+) Il y a une forte prise de conscience des notions de développement durable de la part des habitants. Ils font pression sur les bailleurs sociaux afin de remettre aux normes (Grenelle de l'environnement) les bâtiments. Ces derniers font donc une rénovation thermique complète suite à la pression des locataires. Les jardins potagers fleurissent un peu plus chaque année et la demande en jardins devient de plus en plus grande. Cela permet une consommation de proximité et plus variée. L'attrait d'une telle consommation les pousse à créer une AMAP, diffusés à l'échelle du quartier. Cela se fait en collaboration avec le Coccimarket (symbole du commerce de proximité du quartier) qui deviendra un point de vente de ces produits locaux. La base des jardins a servi de « terreau fertile » à cette éco-attitude.
- (-) Les logements deviennent des épaves thermiques. Les habitants, principalement locataires, demandent aux bailleurs sociaux de remettre à niveau les bâtiments en vain, faute de moyens. Les bonnes volontés du Grenelle ne sont pas arrivées jusqu'au quartier. Les potagers, quant à eux, après un espoir de diffusion au début, ont vite été délaissés. Les faibles niveaux de revenus des familles du quartier ne permettent pas une consommation de proximité (plus coûteuse). Les produits consommés sont de moins en moins variés (nourriture) et de ce fait des problèmes de santé se généralisent parmi les habitants du quartier.

Sources :

- <http://www.dcv.org/>
- <http://www.industrie.gouv.fr/energie/sommaire.htm>
- <http://www.insee.fr/fr/default.asp>
- <http://www.credoc.fr/>
- <http://www2.ademe.fr/servlet/getDoc?id=11433&m=3&cid=96>
- <http://www.ifen.fr/>
- <http://www.cnrs.fr/cw/dossiers/doseau/accueil.html>

Le cadre de vie

DEFINITION

Il n'existe pas de définition simple du cadre de vie. En effet, c'est une notion très large qui peut englober à la fois l'environnement immédiat (logement) et plus distant (quartier, ville), matériel (équipements) et immatériel (qualité du voisinage). C'est un concept très personnel et qui varie beaucoup dans le temps. On parle d'ailleurs de qualité du cadre de vie.

Selon l'INSEE, un cadre de vie de qualité pourrait donc se définir comme un cadre de vie qui serait exempt de ces nuisances et de ces problèmes. Pour l'exercice de prospective, le cadre de vie sera analysé uniquement sous l'angle de l'environnement extérieur (espaces publics, équipements de proximité, commerces) car le parc de logements fait l'objet d'une fiche (fiche-variable " parc de logements ").

RETROSPECTIVE

Historique du cadre de vie quartier Drouot-Barbanègre

Drouot est un quartier tout à fait particulier par rapport à la géographie prioritaire française : il est proche du centre ville, la desserte en transports collectifs est satisfaisante, l'accès au centre ville aisé, que ce soit en voiture ou à vélo. De plus, le quartier dispose d'un accès direct aux infrastructures autoroutières et à la Voie sud, qui relie l'Université de la Fonderie la gare de Mulhouse et le quartier Nouveau Bassin. En outre, l'aménagement d'une promenade urbaine en frange du quartier a renforcé le lien spatial entre le Drouot et le centre ville. Cette promenade passe aussi par le Nouveau Bassin.

A l'origine, le cadre de vie du quartier est très bon pour les habitants (grands logements, espaces verts, ...). Il s'est dégradé au fil du temps. Ainsi, les mulhousiens ont classé le quartier Drouot parmi les derniers en terme de qualité du cadre de vie (insécurité, qualité des logements, image générale du quartier Drouot) lors d'un sondage réalisée par ISERCO pour les Dernières Nouvelles d'Alsace en 2008.

Historiquement, le cadre de vie du quartier a énormément changé depuis les années 30. Les logements du vieux Drouot ont été réhabilités et modernisés dans le cadre d'une procédure DSQ au début des années 90. Dans le cadre du Contrat de Ville, les logements du Nouveau Drouot ont aussi fait l'objet d'une réhabilitation d'ensemble Plus récemment, c'est la caserne Drouot qui s'est métamorphosée en pôle d'activités et en logements locatifs. Enfin, en 2000, le site de l'ancienne caserne Barbanègre a fait l'objet d'une procédure de ZAC et s'est transformé depuis en un nouveau quartier mêlant des logements locatifs a des opérations d'accession à la propriété.

Cadre de vie, forme(s) urbaine(s), cloisonnement et centralité

Le quartier Drouot se caractérise par un mélange de formes urbaines allant de la cité jardin des années 30 à des petites barres des années 60. On est loin de l'image et du fonctionnement d'un quartier classique de tours et de barre excentré. Le périmètre retenu pour l'application de l'exercice de prospective se compose de 3 entités distinctes :

- **le Vieux Drouot**, cité jardin dont une première tranche a été construite avant guerre, suivi de deux tranches de 111 logements chacune. Cet ensemble remarquable est classé et doit donc être protégé. A ce titre, Mulhouse Habitat a lancé récemment une action de mise en valeur des jardinets qui se trouvent en pieds d'immeuble.
- **le Nouveau Drouot**, construit en 1959, est quant à lui, composé de 2 programmes distincts, d'un aspect extérieur uniforme, un ensemble PSR (programme social de relogement) « NAVIGATION » de 138 logements, et une cité HLMO (HLM ordinaire) « ILL-THUR » de 150 logements.
- **le quartier Barbanègre (hors ZUS)**, quartier contigu objet de rénovation et de construction neuve (logements sociaux, locatif privé et accession intermédiaire).

De ce fait, le quartier Drouot est assez cloisonné, et ce sentiment est renforcé par les coupures urbaines assez nettes existant entre ces 3 entités, que ce soit le Canal ou la rue de Sausheim.



Ce cloisonnement entre les différentes entités du quartier participe aussi de l'absence de centralité qui est une autre caractéristique urbaine. Cette absence de centralité peut aussi expliquer le manque de relations, d'échanges entre les habitants des différentes parties du quartier. L'absence de pôle commercial de proximité condamne aussi de fait la naissance d'une vraie centralité dans le quartier.

L'offre commerciale, partie intégrante du cadre de vie

Depuis 1999, le nombre de commerces baisse dans la ZUS Drouot :

	ZUS Drouot Nombre en 1999	ZUS Drouot Nombre en 2002	ZUS Drouot Nombre en 2003	ZUS Drouot Nombre en 2004	ZUS Drouot Nombre en 2005	ZUS Drouot Nombre en 2006
Commerces et services	6	8	7	7	5	4
Hypers, grands magasins	0	0	0	0	0	0
Super, magasins populaires	0	0	0	0	0	0
Superettes, petits commerces	2	2	2	2	2	2
alimentation générale	1	1	1	1	1	1
Boulangers, pâtisseries	0	1	1	1	0	0
Bouchers, charcutiers	0	0	0	0	0	0
Autres petits commerces alimentaires	2	3	2	2	2	1
Hotels et restaurants	1	1	1	1	0	0
Cafés-tabac, débit de boisson	0	0	0	0	0	0
Blanchisserie, teinturerie de détail	0	0	0	0	0	0
Coiffure, soins de beauté et autres soins corporels	0	0	0	0	0	0
Education	0	0	0	0	0	0
Auto-écoles	0	0	0	0	0	0
Santé (équipements de proximité marchands) *	3	5	5	5	5	4
Pharmacie	1	1	1	1	1	1
Etablissements de pratique médicale (médecine générale et spécialisée)	2	4	4	4	4	3
Pratique dentaire	0	0	0	0	0	0
Médecine paramédicale (infirmière, sage-femme, kiné, orthodontiste...)	0	0	0	0	0	0
La Poste	0	0	0	0	0	0
Activités récréatives, culturelles et sportives	0	1	0	0	0	0

Source : DIV / SIRENE (INSEE)

Les chiffres confirment le ressenti des habitants du Drouot : « l'insuffisance des liens sociaux dans ce quartier est soulignée par la marginalité de l'activité commerciale. Quelques rares commerces se concentrent près de la principale place publique [...]. L'absence totale de lieux de convivialité tels les cafés d'antan est flagrante » (DNA)

PROSPECTIVE

Incertitudes :

- Quel futur pour la réhabilitation du quartier ?
- Comment la collectivité envisage-t-elle l'avenir du vieux Drouot ?
- Quand arrivera le tram, qui est un vecteur de réaménagement de l'espace public ?

Hypothèses :

- (=) « Drouot, réhabilitations cosmétiques » : Le quartier est entretenu, la gestion quotidienne des espaces publics est assurée mais il n'y a pas de volonté affichée de le réhabiliter en profondeur. Les jardins au coeur des îlots ont été réappropriés par les habitants du quartier ce qui donne un aspect plus harmonieux. Cependant, quelques jardins restent toujours délaissés ou non entretenus, sortes de stigmates du passé du quartier. La stabilité des commerces du quartier est toujours aussi précaire et de nombreux commerces continuent de fermer, d'autres tentant de s'installer tant bien que mal.

- (+) « Drouot, quartier réhabilité en profondeur » : l'arrivée du Tram est l'occasion de repenser tous les espaces publics du quartier. C'est un projet ambitieux qui permet de réhabiliter le « vertical » (immeubles, logements, équipements publics) et « l'horizontal » (places, rues, espaces verts, jardins, coeur d'îlots...) du quartier.

Ce projet se donne pour objectif de lutter contre le cloisonnement des 3 entités, de renforcer les liens du quartier au centre-ville et d'inscrire dans le paysage urbain du Drouot une vraie centralité facilement identifiable. Du coup, on permet un nouveau dynamisme des commerces du quartier, ce qui permet de remplir l'ensemble des cellules commerciales vacantes. Les jardins ont été réappropriés par les habitants avec succès et deviennent de véritables lieux de lien social. Le cadre harmonieux des potagers bien entretenus donne encore plus un aspect de cadre de vie agréable.

- (-) « Drouot, cadre de vie dégradé » : le cadre de vie se dégrade de plus en plus vite et la gestion quotidienne ne suffit plus pour lutter contre ce phénomène. Le cloisonnement du quartier devient de plus en plus fort, les derniers commerces et services ferment. Les jardins en coeur d'îlots sont délaissés ce qui donne un aspect dégradé et d'abandon. Ce cadre de vie dégradé a même un impact sur la ZAC Barbanègre où le taux de vacance et de rotation dans les logements sont importants. Les gens hésitent à venir s'installer dans le quartier. C'est tout le quartier Drouot-Barbanègre qui se dégrade.

Le parc de logements

DEFINITION

On appelle logement un ensemble de pièces principales destinées au logement/sommeil et de pièces de services (cuisines, salles d'eau, etc.). Un logement doit comporter au moins une pièce principale et une pièce de service. Le parc de logements est constitué par l'ensemble des résidences principales, secondaires et des logements vacants sur un périmètre donné.

RETROSPECTIVE

Historique du parc de logements du périmètre

Drouot est un quartier tout à fait particulier par rapport à la géographie prioritaire française : il est proche du centre ville, bien desservi et avec un mélange de formes urbaines allant de la cité jardin des années 30 à des petites barres des années 60. On est loin de l'image et du fonctionnement d'un quartier classique de tours et de barre excentré.

Le périmètre retenu pour l'application de l'exercice de prospective se compose de 3 entités distinctes :

- le Vieux Drouot, cité jardin dont une première tranche de 603 logements a été construite avant guerre, suivi de deux tranches de 111 logements chacune (Drouot I et II).

- le Nouveau Drouot, construit en 1959, est quant à lui, composé de 2 programmes distincts, d'un aspect extérieur uniforme, tranchant avec le style de la cité-jardin du Vieux-Drouot ; un ensemble PSR (programme social de relogement) « NAVIGATION » de 138 logements, destiné à l'accueil des familles mal logées touchées par les opérations de résorption de l'habitat insalubre du centre ville, et une cité HLMO (HLM ordinaire) « ILL-THUR » de 150 logements.

Les logements des deux parties du « Drouot » sont en quasi-totalité des logements sociaux gérés par Mulhouse Habitat.

- le quartier Barbanègre (hors ZUS), quartier contigu objet de rénovation et de construction neuve (logements sociaux, locatif privé et accession intermédiaire).

L'état du parc de logements (source : Mulhouse Habitat)

En terme de travaux, les quartiers Drouot 1 2 et 3 (vieux Drouot) ont été réhabilités en totalité au cours des années 1990-1995. Ces travaux ont permis d'améliorer considérablement le confort des habitants (mise en place d'une chaudière gaz individuelle, installation d'une salle de bains, conformité électrique, fenêtres PVC). Depuis cette date, outre l'entretien normal des bâtis (travaux sur les toitures, remplacement des volets bois des logements, etc...) Mulhouse Habitat a réalisé une opération d'amélioration de la qualité de service (AQS) et une résidentialisation financées par l'ANRU sur un îlot (Bretagne Anjou Provence Drouot) situé face à l'agence Mulhouse Habitat du quartier. Ces travaux, bien accueillis par les habitants (même s'ils étaient sceptiques au départ) ont rendu cette partie du quartier plus attractive. Les propager à d'autres îlots du quartier serait souhaitable. Cependant, les habitants des logements du Vieux Drouot se plaignent encore du bruit mais il est difficile d'isoler parfaitement les bâtiments. L'absence d'ascenseurs peut aussi poser problème au regard du vieillissement de la population.

Le quartier III Thur Navigation (nouveau Drouot) a été totalement réhabilité dans les années 1996 1997 (conformité électrique, fenêtres PVC, modification des halls d'entrée). Une opération d'AQS a été réalisée en 2006 sur une dizaine d'entrées du quartier, financée par l'ANRU. Un important travail de concertation et d'accompagnement social a complété cette réhabilitation (mise en place d'une MOUS, consultation des associations de locataires, suivi individuel des familles,...)

D'un point de vue stratégique, ce patrimoine est classé en «peu ou pas attractif» et peut présenter des risques de glissement vers une catégorie plus défavorable. La vigilance est donc de mise : nous observons en effet une perte d'attractivité qui devient inquiétante. Les clients potentiels refusent de visiter un logement dans ce quartier.

Un projet de construction neuve est à l'étude sur le terrain de l'ancienne MJC.

PROSPECTIVE

Incertitudes :

- Le quartier va-t-il inéluctablement glisser vers une « impasse résidentielle » ?
- Quels dispositifs de financements publics vont-ils pouvoir être déployés sur ce quartier ?
- Avec le « Grenelle de l'environnement », quel sera l'impact sur les bâtiments (développement durable, avenir thermique, économie d'énergies...)

Hypothèses :

- (=) Les logements du parc rénovés au cours des années 90 vieillissent. Les problèmes causés par le bruit (mauvaise isolation des bâtiments) et l'absence d'ascenseurs se généralisent peu à peu dans le vieux Drouot. Le parc devient de moins en moins attractif mais rien n'est réellement fait pour une rénovation en profondeur. La construction de nouveaux logements redonne un semblant de nouveauté au quartier en périphérie (sur le modèle de la ZAC Barbanègre).

- (+) De nouveaux moyens financiers sont débloqués pour la remise à niveau des logements (notamment sur le plan thermique, économie d'énergies) suite au Grenelle. Le vieux Drouot, protégé par son statut de monument historique, redevient attractif et une réhabilitation est entreprise. L'arrivée du tram fait également évoluer grandement l'image des logements.

- (-) Le quartier, jugé trop obsolète (pas d'ascenseurs...) et dans un état de dégradation urbaine et sociale irréversibles s'enlise. Les logements se dégradent rapidement par un manque de soin et d'entretien. L'aspect visuel des logements donne une très mauvaise image du quartier. La ZAC Barbanègre pâtit de la proximité avec le Drouot. Le taux de vacance des logements s'accroît ainsi que le turn-over. Le quartier Drouot-Barbanègre n'est plus qu'un simple lieu d'habitation de court terme pour une population très fragile. La question de procéder à la démolition/reconstruction de nombreux logements du quartier (nouveau Drouot, et même ancien Drouot en dépit du cachet historique) se pose à nouveau.

Accès à la culture et aux loisirs

DEFINITION

Culture : « Bien moral, progrès intellectuel, savoir à la possession desquels peuvent accéder les individus et les sociétés grâce à l'éducation, aux divers organes de diffusion des idées, des oeuvres, etc. Ensemble de connaissances et de valeurs abstraites qui, par une acquisition généralement méthodique, éclaire l'homme sur lui-même et sur le monde, enrichit son esprit et lui permet de progresser. »

Loisirs : « Activité, distraction à laquelle on se consacre pendant son temps libre ».

RETROSPECTIVE

Les pratiques culturelles (livres, cinéma, musées, théâtre, etc.) se sont diffusées au cours des trente dernières années, notamment parce que l'élévation du niveau de diplôme et des niveaux de vie se conjugue avec la croissance de l'offre (bibliothèques, patrimoine culturel, expositions notamment). Malgré tout, en 2005, les écarts restent nets : 50 % des cadres supérieurs sont allés à un concert ou à un spectacle au moins une fois dans l'année contre 22 % des ouvriers.

Pratiques culturelles à l'âge adulte selon la catégorie sociale				
Unité : %				
	Lecture de livres	Musée ou exposition	Théâtre	Concert ou spectacle
Ensemble	58	39	16	31
Agriculteurs	31	34	11	33
Indépendants	49	40	20	28
Cadres supérieurs et professions libérales	83	66	38	50
Professions intermédiaires	70	52	25	46
Employés	63	38	12	29
Ouvriers	32	25	6	22
Étudiants élèves	77	50	20	43
Chômeurs	51	34	11	24
Retraités	52	34	14	20
Inactifs et femmes au foyer	53	30	10	24

Source : Insee - Enquête permanente sur les conditions de vie. Année des données : 2005, personnes de 15 ans et plus

De fortes disparités persistent, notamment liées au niveau de diplôme : en 2000, 17 % de ceux qui ont au mieux le certificat d'étude sont allés au théâtre ou au concert au moins une fois dans l'année, contre 57 % de ceux qui ont un diplôme supérieur au bac. Un peu moins de la moitié des titulaires du certificat d'étude ont lu au moins un livre*, contre 85 % de ceux qui possèdent un diplôme de l'enseignement supérieur.

Alors que, pour la majorité de la population, la télévision demeure le principal loisir, certainement parce qu'elle est la plus accessible, peu d'efforts sont faits pour mettre à la portée de tous musées ou théâtres, qu'il s'agisse des prix, de la mise à disposition des oeuvres ou de l'information sur les différents événements qui s'y passent.

* Bande dessinée, roman, livre pratique, etc.

Pratiques culturelles selon le niveau de vie et le diplôme *			
Unité : %			
	Lecture de livres	Musée, exposition ou monument historique	Théâtre ou concert
par niveau de vie			
1er quartile	46	29	16
2ème quartile	50	37	22
3ème quartile	61	48	32
4ème quartile	76	68	49
par diplôme			
CEP	46	31	17
CAP, BEP	45	39	18
BEPC	68	48	30
BAC, Brevet professionnel	73	57	41
Diplômes supérieurs	85	72	57

* a pratiqué une fois dans l'année

Source : Insee. Année des données : 2000

Les trois quarts des ouvriers lisent moins de quatre livres par an contre 27 % des cadres supérieurs.

Un tiers de la population de plus de 15 ans ne lit aucun livre. 55 % en lit 4 par an au maximum. Les livres les plus lus sont des livres pratiques : guides de cuisine, de bricolage ou de voyages. Il existe des écarts entre les catégories sociales : 59 % des agriculteurs et 47 % des ouvriers ne lisent pas de livres. Les trois quarts des ouvriers lisent moins de quatre livres par an contre 27 % des cadres supérieurs. Parmi les ouvriers, seuls 7 % ont lu un livre politique, religieux, économique ou de sciences humaines. 15,7 % des cadres sont abonnés à une bibliothèque ou à une médiathèque, contre 8,5 % des employés et 6,1 % des ouvriers. Pas moins de 51,9 % des cadres supérieurs sont abonnés à une publication, contre moitié moins pour les ouvriers. L'exemple de la lecture montre une nouvelle fois que les inégalités d'accès à la culture entre catégories sociales résident autant dans des éléments matériels (niveau de vie, proximité*, etc.) que symboliques tels le diplôme, la maîtrise de la langue et de l'écrit ou le milieu familial. L'importance prise par l'image masque le fait que nos

sociétés accordent une place considérable au texte. La richesse du vocabulaire, la maîtrise de la lecture et de l'écriture sont de puissants éléments de distinction sociale, à l'école comme dans le monde du travail. Les inégalités se forment dès la petite enfance : plus on a de livres à la maison, plus on a de chance d'en lire... Et finalement d'en avoir à la maison à l'âge adulte.

* Excepté pour les personnes vivant en milieu rural.

	%
0	32
1 à 4	55
5 à 9	10
10 à 19	1
20 à 49	1
50 ou plus	0
Total	100
Nombre moyen de livres lus	17
Nombre moyen de livres lus parmi les lecteurs	25

Source : Insee - Annuaire des données : 2005, population de 15 ans et plus

	Taux d'abonnés à une bibliothèque ou médiathèque	Taux d'abonnés à des journaux, revues ou périodiques
Indépendants agricoles	7,7	59,4
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	7,5	58,0
Cadres supérieurs	15,7	51,9
Professions intermédiaires	11,4	37,4
Employés	8,5	35,1
Ouvriers	6,1	35,5
Retraités	4,5	50,8
Autres inactifs	4,5	40
Ensemble	7,8	40,5

Source : Insee - Grilles Indiq des familles, 2005-2004 population de 15 ans et plus

	Livres politiques, religieux, économiques et sciences humaines	Livres d'art ou de photographie	Livres de cuisine, bricolage, guides de voyage, etc.	Livres sur le sport
Agriculteurs	0	0	19	0
Artisans, Commerçants et Chefs d'entreprise	39	17	31	13
Cadres supérieurs	59	26	22	10
Professions intermédiaires	31	30	22	15

	0	1 à 4	5 à 9	10 à 19	20 à 49	50 ou plus	Taux de lecteurs
Agriculteurs	55	19	7	10	0	0	41
Artisans, Commerçants et Chefs d'entreprise	15	16	9	11	0	0	55
Cadres supérieurs	9	16	15	25	33	13	61
Professions intermédiaires	13	22	13	22	17	9	53
Employés	27	27	15	10	11	0	70
Ouvriers	47	28	6	10	0	0	53

Source : Insee - Annuaire des données : 2005, population de 15 ans et plus

Source : Observatoire des Inégalités www.inegalites.fr

Accès à la culture et aux loisirs dans le quartier Drouot

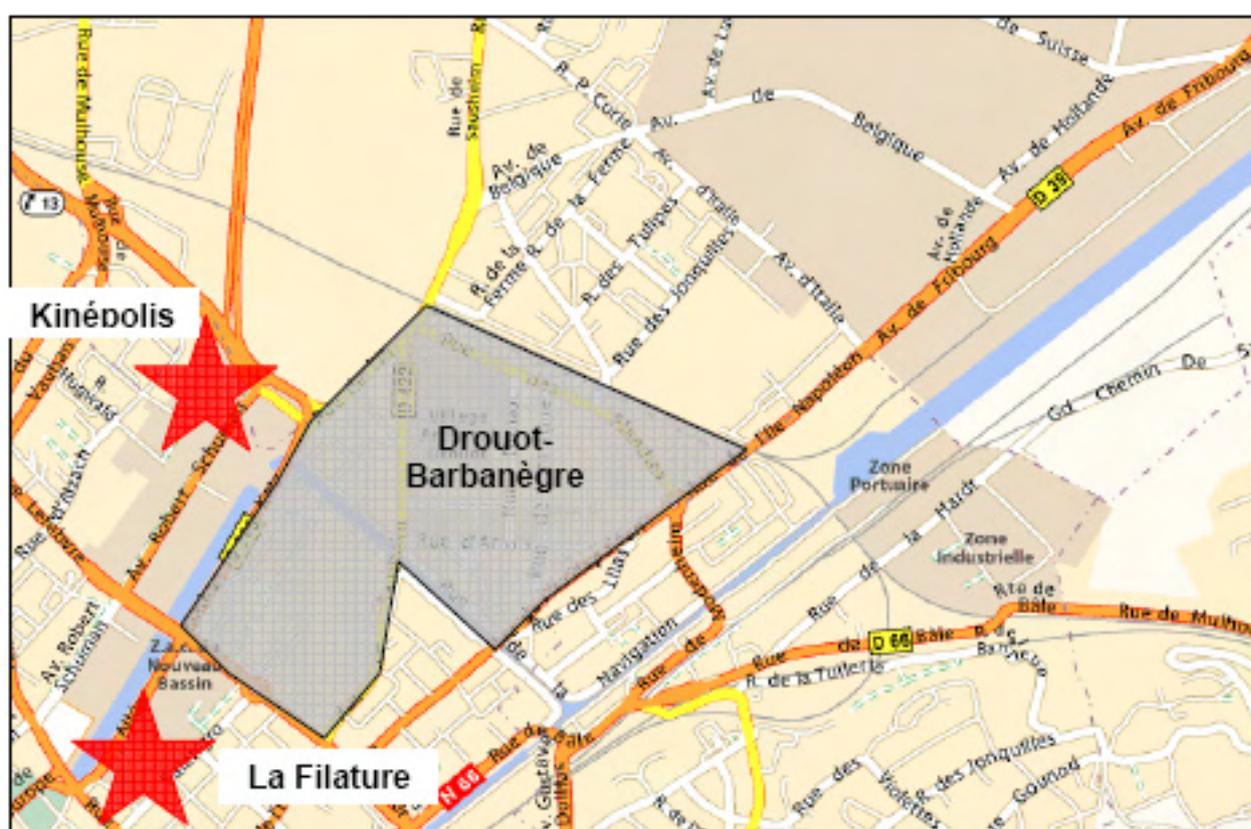
Le quartier compte des équipements sportifs et associations d'envergure :

- le siège du Racing Club de Mulhouse ;
- l'école du Cirque, installé dans une aile de l'ancienne caserne Drouot ;
- le siège du Rowing Club de Mulhouse (aviron)

On trouve aussi à proximité immédiate du quartier des équipements culturels très importants :

- la Filature : « Aux portes de l'Allemagne et de la Suisse, La Filature Scène nationale-Mulhouse est un lieu culturel unique en son genre. Réalisée en 1993 par Claude Vasconi sur le site d'une ancienne fabrique de coton, elle abrite l'Orchestre Symphonique de Mulhouse et accueille l'Opéra national du Rhin. La Filature comprend : une grande salle de 1200 places, une salle modulable qui reçoit jusqu'à 360 spectateurs, des salles de répétition ainsi qu'un important espace image en perpétuelle ébullition. On y trouve également une médiathèque gérée par la ville de Mulhouse, spécialisée dans les arts de la scène. »

- le Kinépolis : c'est avant tout un cinéma de type « multiplex » comptant 14 salles de projection. C'est aussi un bâtiment prévu pour accueillir des conférences, des séminaires, colloques...



En outre, la CAMSA gère aussi un centre de ressources sur le quartier. Ce centre, orienté sur la lecture et l'écriture, accueille des activités très variées à destination des habitants du quartier Drouot (ex : rencontres avec des plasticiens, des écrivains, etc...). Cet équipement accueille aussi une bibliothèque municipale et une salle informatique. Il se veut ouvert sur le quartier et est un lieu d'échanges. Il est aussi intéressant de noter que ce centre de ressources rayonne à l'échelle de l'agglomération.

PROSPECTIVE

Incertitudes :

- Evolution et pérennité des structures permettant un bon accès à la culture et aux loisirs dans le quartier ?
- Comment fabriquer du lien avec les habitants ?
- Evolutions des politiques culturelles et de loisir dans la Politique de la culture à l'échelle nationale ?
- Evolutions du centre social et culture

Hypothèses :

- (=) L'accès à la culture et aux loisirs poursuit son chemin. Il n'y a pas réellement de coordination et d'animation permanentes dans le quartier. Il y a des associations et des efforts faits, mais toujours dans un esprit cloisonné. Aucun travail pédagogique n'est fait sur la culture, et l'accès à cette dernière. L'offre de loisirs (associations sportives) est toujours supérieure à l'offre de culture.

- (+) On assiste à un renforcement de l'offre culturelle et de loisirs grâce à la montée en puissance du CSC et du maillage de structures dans le quartier et à proximité immédiate (Barbanègre). Un réel travail pédagogique est fait sur les habitants afin de leur fournir les clés d'accès à une culture que les habitants pensaient comme « élitiste ». La proximité de la Filature sert de vecteur à cette pédagogie. Les acteurs ont réussi à fédérer les structures pour une action quotidienne sur l'accès à la culture et aux loisirs sur les habitants du quartier Drouot.

- (-) Faute d'un soutien financier de la part de l'Etat et des collectivités locales, le maillage des structures se délite. Le quartier n'a plus accès à une offre culturelle de qualité et diversifiée (autre que les spectacles hip-hop). Un fossé se creuse entre culture du quartier et culture élitiste symbolisée par la proximité de la Filature. Aucun habitant du quartier ne fréquente cet établissement. L'offre de loisirs se réduit à une offre sportive, principalement le football. On assiste à un repli culturel du quartier sur ce que les habitants ont comme notion de culture, et également à un repli culturel, les lieux de culte restant (avec le délitement des structures culturelles et sportives) le seul lieu de rassemblement et de partage de valeurs communes.

Volonté, moyens financiers et efficacité de l'action publique

DEFINITION

La collectivité locale intervient dans le quartier Drouot depuis toujours. Cependant, cette action, et les moyens financiers correspondants, se sont renforcés depuis la mise en place de dispositifs de Politique de la Ville. En conséquence, l'analyse de la volonté de la puissance publique à intervenir et travailler sur le quartier Drouot mais aussi l'efficacité de l'action publique peuvent être analysées au travers des actions de Politique de la Ville qui ont été mises en oeuvre sur le quartier. Une analyse rapide de l'évolution récente et à venir du paysage institutionnel sera aussi riche d'enseignements pour comprendre comment l'action publique pourrait se manifester à l'avenir dans le quartier.

RETROSPECTIVE

Les dispositifs « Politique de la Ville » mis en oeuvre sur le quartier Drouot.

A l'origine, la « politique de la Ville » a été mise en place de manière temporaire, pour intervenir sur les déséquilibres constatés dans les quartiers. Cependant, dès le début des années 80, la politique de la ville a dû faire face à une aggravation de la crise des zones urbaines défavorisées qui n'est pas propre à la France. La politique de la ville s'est dès lors étendue à de nouveaux sites tandis que les difficultés ne cessaient parallèlement de s'accroître dans ceux où elle avait été en premier lieu mise en oeuvre. Tout en s'efforçant d'affirmer sa légitimité et de définir son contenu spécifique, les responsables de la politique de la ville ont donc été contraints de l'adapter en permanence à la rapide et profonde évolution de son champ d'application. La dégradation des conditions de vie dans certains quartiers a conduit l'Etat à mener des actions destinées à traiter les effets comme les causes de cette évolution. Aussi la politique de la ville recouvre-t-elle une grande diversité d'interventions relevant à la fois de l'urbanisme et de l'aménagement urbain, de l'action sociale, de l'éducation, de la prévention de la délinquance et de la sécurité. Elle est pluridimensionnelle par essence.

Drouot bénéficie de dispositifs « Politique de la Ville » depuis 1984 et le déploiement sur le quartier d'une Convention de « Développement Social des Quartier ». L'objectif de ce document reposait sur 4 pivots : « agir autant sur les causes de la dégradation des quartiers que sur la dégradation elle-même, faire des habitants les acteurs du changement, rendre la collectivité locale responsable des opérations, faire assumer à l'Etat son devoir de solidarité nationale ». Ces conventions s'inscrivaient dans les premiers Contrats de Plan Etat-Region. La politique de la Ville dans le quartier est donc depuis le début impulsée par l'Etat mais avec un portage local de la part des collectivités. Depuis lors, le quartier Drouot est identifié comme un quartier prioritaire et a été classé en ZUS en 1996. Plus récemment, il a été un des territoires concernés par le Contrat de Ville Intercommunal de l'Agglomération Mulhousienne. Depuis 2007, il est classé comme quartier de catégorie 1 (« les quartiers les plus en difficulté, qui doivent bénéficier du maximum d'efforts des politiques publiques ») dans le Contrat Urbain de Cohésion Sociale de la Communauté d'Agglomérations de Mulhouse Sud Alsace.

Financement de la Politique de la Ville dans le quartier Drouot depuis 2000 :

	Ville de Mulhouse Politique de la Ville	Etat Politique de la Ville	Fasild Politique de la Ville	total Politique de la Ville	Autres (Droit Commun et fonds propres)	TOTAL
Contrat de Ville 2000-2006	231 190 €	188 687 €	116 926 €	536 803 €	1 170 603 €	1 707 406 €
par an en moyenne				76 686 €		
CUCS 2007-2008	76 808 €	147 282 €	0 €	224 090 €	399 887 €	623 977 €
par an en moyenne				112 045 €		

Drouot est un petit quartier, avec peu de grosses actions financées en politique de la ville, à l'exception des actions du Centre d'Information sur le Droit des Femmes et de la Famille (CDIFF). Les financements de droit commun sont plus importants que dans d'autres quartiers car les actions du centre social sont portées par la Ville elle-même.

PROSPECTIVE

Incertitudes :

- évolution du paysage institutionnel local : actuellement, il y a un grand débat politique dans la région mulhousienne autour de la création d'une grande communauté d'agglomération dont le périmètre serait peu ou prou l'actuel territoire du Pays de la région mulhousienne. Du coup, ce débat crée de nombreuses réflexions sous-jacentes, notamment autour de la définition de nouveaux secteurs politiques (conseils de secteurs plus larges que les conseils de quartier actuels ?) ou de gestion (services, équipements mutualisés), au sein de la ville, avec les communes limitrophes. En conséquence, de nombreuses hypothèses sont possibles si l'on se place à l'échelle de cette grande intercommunalité : rapprochement du quartier avec Illzach ? Le Centre Socio-Culturel fonctionnant à terme sur deux quartiers (Drouot-Barbanègre et Europe-bassin-Nordfeld) ? Aménagement du parc près de la caserne Drouot pour créer une continuité végétale avec le quartier Europe-Bassin-Nordfeld ? Repositionnement des Chargés de Mission Territoriale et de l'équipe Politique de la Ville ?
- pérennité des dispositifs Politique de la Ville et des moyens alloués à l'échelle nationale ?

Hypothèses :

- (=) Les modifications du paysage institutionnel local n'ont pas amené de modifications notables de la géographie des quartiers prioritaires de l'agglomération mulhousienne. Les financements alloués au quartier restent relativement stables mais modestes ; ils ne permettent de changements majeurs. Drouot reste un quartier prioritaire.
- (+) Les modifications du paysage institutionnel font que le quartier Drouot est désormais regroupé avec le quartier proche d'Illzach. On raisonne par grands secteurs et non plus par quartiers. Les financements sont donc augmentés car il s'agit d'un grand secteur dans l'agglomération. De grands projets ambitieux peuvent être mis en place. L'intégralité des fonds ne va pas au quartier Drouot, mais à long terme c'est tout le secteur Drouot-Illzach qui en bénéficie.
- (-) Les modifications du paysage institutionnel ont amené beaucoup de changements : l'Etat s'est désengagé des opérations de politique de la Ville, qui sont maintenant portées par la grande Communauté d'Agglomération. De nouveaux quartiers apparaissent, ou d'autres sont regroupés. Les financements deviennent moins importants, au profit d'autres projets.

Les déplacements

DEFINITION

Le déplacement est une action, pour une personne, qui consiste à se rendre d'un lieu (origine) à un autre lieu (destination), en vue de réaliser une activité, et en utilisant un ou plusieurs modes de transports. Le mode de transport peut être de plusieurs types : voiture particulière (comme conducteur ou passager), la marche à pied, les transports collectifs urbains, les transports collectifs non urbains (transports scolaire, trains, bus des entreprises...), le vélo, les deux-roues motorisés et les autres modes (taxis, rollers...). Le motif de déplacement est l'activité qui amène à effectuer ce déplacement comme le travail (ou la recherche d'emploi), l'école, les achats, l'accompagnement, les visites...

L'importance de la voiture dans les déplacements a explosé ces dernières décennies pour atteindre une certaine stabilité ces 15 dernières années. En 1999, 20% des ménages français ne possédaient pas de voiture contre 28% pour Mulhouse, et plus du double pour le quartier Drouot, soit 41,1%. Le quartier Drouot semble être resté en marge de cette explosion de la motorisation des déplacements, par manque d'utilité (proximité du centre), soit pas manque de moyens (faible niveau des revenus). Une enquête ménages/déplacements est actuellement en cours de réalisation sur Mulhouse et devrait s'achever fin février 2009.

REPERES GEOGRAPHIQUES

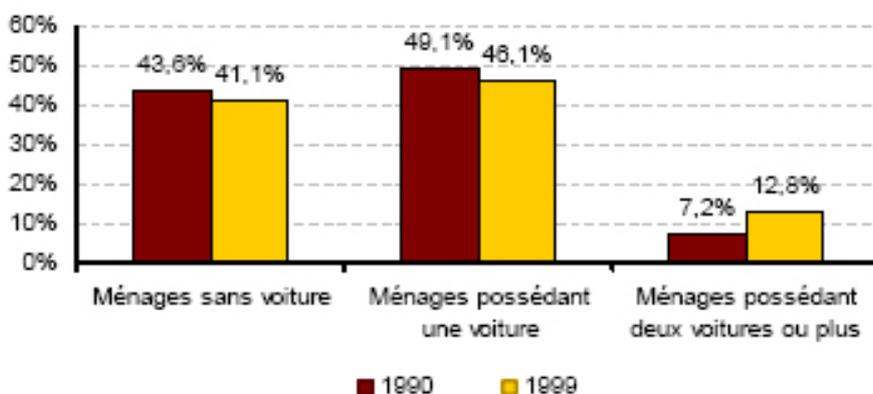
Le quartier Drouot est à proximité de nombreux grands axes routiers comme l'A36 au nord qui permet de se rendre à Belfort ou en Allemagne, ou via l'A35 à Colmar-Strasbourg ou Bâle, la D 430 au Nord-Ouest pour aller vers Guebwiller, ou encore la N66 au Sud. Le quartier est également desservi par les lignes de bus 10 et 11. La Ligne 2 de Tramway s'arrête aux portes du quartier à Nouveau Bassin.

Le quartier se trouve à un peu plus de 5 minutes en voiture de la gare de Mulhouse soit environ 4 kilomètres.

RETROSPECTIVE

Taux de motorisation (nombre moyen de voitures particulières possédées par un ménage).

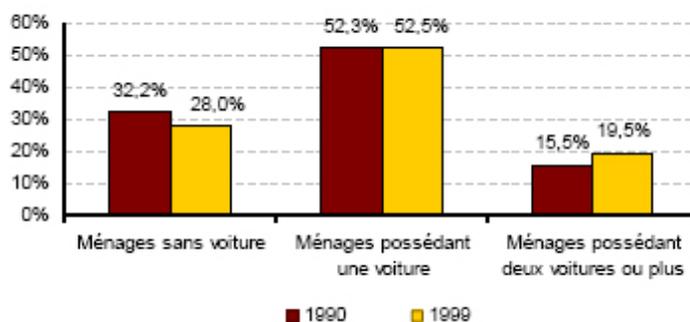
Motorisation des ménages au quartier Drouot



Source : INSEE RGP 1999

Le quartier Drouot est très faiblement motorisé : en 1990, 43,6% des ménages ne possédaient pas de voiture, et un peu moins de 50% de ménages possédaient une seule voiture. La tendance est cependant à une augmentation de la motorisation : la part des ménages possédant deux voitures ou plus ayant gagné plus de 5 points entre 1990 et 1999. Cependant, le quartier reste toujours très faiblement motorisé par rapport à Mulhouse.

Motorisation des ménages à Mulhouse

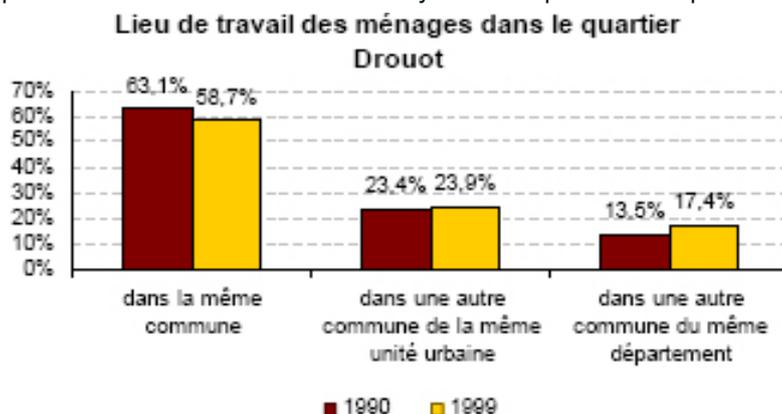


Source : INSEE RGP 1999

Le quartier Drouot est donc très faiblement motorisé par rapport à la moyenne mulhousienne. Une raison est certainement le faible niveau de revenus des Enfin, une autre explication à la faible part des ménages possédant deux voitures ou plus réside dans le fait que la démographie du quartier Drouot est composé d'une partie de plus en plus importante de familles monoparentales (cf. fiche variable démographique). L'utilité de posséder deux voitures est donc faible.

Mobilité professionnelle

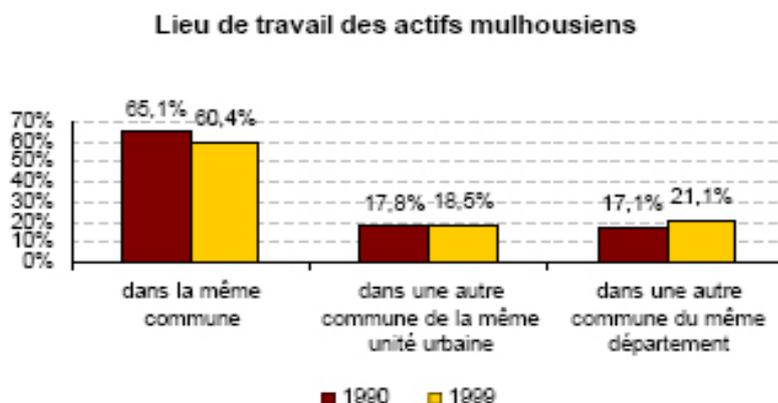
Le tableau ci-dessous présente le lieu de travail des actifs ayant un emploi dans le quartier Drouot :



Source : INSEE RGP 1999

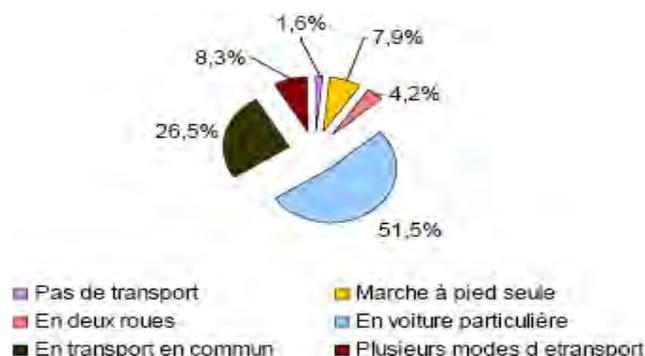
La part des actifs travaillant dans la ville de Mulhouse a perdu plus de 4 points entre 1990 et 1999 pour atteindre 58,7%. Les actifs travaillant dans une autre commune mais dans la même unité urbaine reste stable avec un proportion d'environ 24% en moyenne. Enfin, la proportion des actifs travaillant dans une autre commune du département a augmenté de près de 4 points entre 1990 et 1999 et représente 17,4 % en 1999.

La mobilité professionnelle des actifs dans le quartier Drouot est relativement faible puisque la grande majorité travaille au sein de la ville de Mulhouse.



Source : INSEE RGP 1999

Modes de transport pour se rendre au travail :



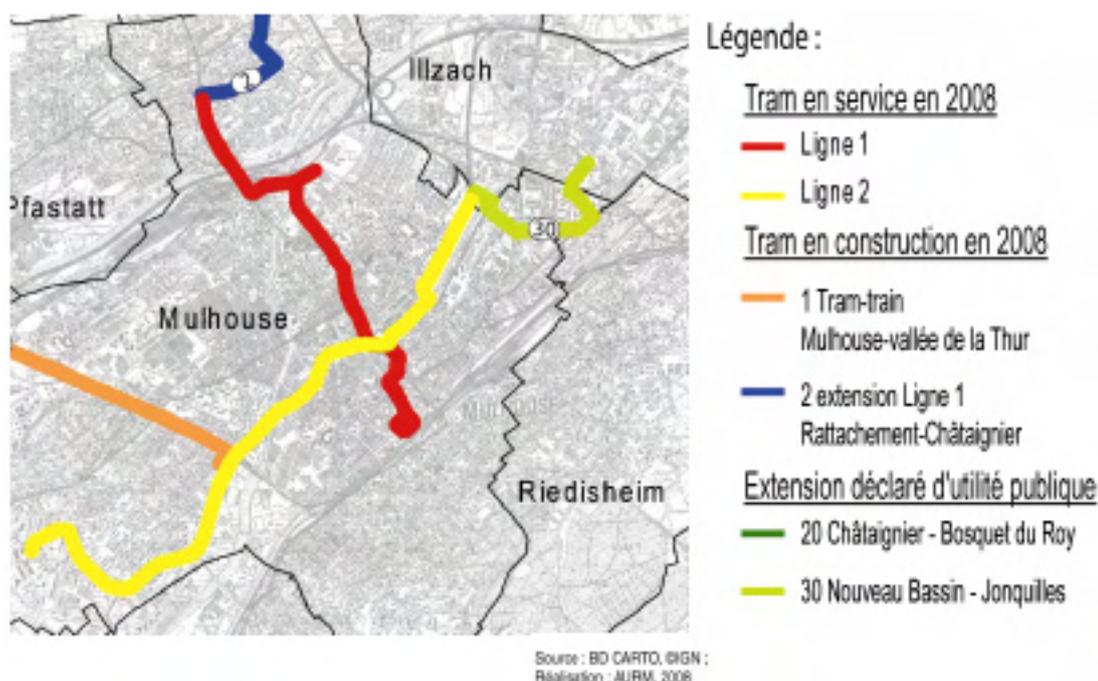
Source : INSEE RGP 1999

La voiture particulière est prépondérante dans les trajets domicile-travail. Plus de la moitié des actifs utilisent la voiture. 26,5% des actifs du quartier Drouot utilisent les transports en commun, ce qui place ce mode de transport en deuxième place derrière la voiture. Cependant, les actifs mulhousiens sont encore plus dépendants de la voiture avec une proportion de 60% utilisant la voiture, soit près de 9 points de différence avec le quartier Drouot. En revanche, le nombre des actifs utilisant les transports en commun s'élève à 15,3% pour les actifs mulhousiens contre plus de 26% pour les actifs du quartier Drouot. Les transports en commun sont donc un enjeu majeur pour les trajets domicile-travail des actifs du quartier Drouot. L'arrivée future du Tramway pourrait être un moyen efficace de lutter contre le taux de chômage important du quartier.

PROSPECTIVE

Incertitude de l'impact de l'extension du Tramway

Le tramway mulhousien s'arrête actuellement à Nouveau Bassin. Une extension vers le quartier Drouot et Illzach est prévue à l'horizon 2013 :



L'extension prévue est la ligne 30 Nouveau Bassin-Jonquilles qui passera donc par le quartier Drouot. L'incertitude repose sur le fait de savoir quels vont être les effets (urbains, sociaux, économiques...) sur le quartier Drouot. Le quartier deviendra un point d'entrée de la ville et un lieu de passage. Va-t-on voir apparaître un renouvellement urbain fort en vue d'embellir le quartier et donner une meilleure image ? Le quartier aura l'impression d'un désenclavement par rapport au reste de la ville. Y aura-t-il un recul du repli sur soi du quartier ou non ? Par ailleurs, quel sera l'impact de cette extension en terme d'emplois ?

En clair, les incertitudes de cette extension du Tramway reposent sur les effets environnementaux et cadre de vie, l'organisation urbaine, l'emploi et l'organisation des déplacements.

Incertitude sur l'évolution du taux de motorisation

En effet, le quartier se situe au carrefour de nombreux axes routiers. La voiture est donc un moyen facile de circuler pour les habitants du quartier. C'est également un moyen fort de mobilité professionnelle pour trouver des emplois à l'extérieur de la commune. Cependant, le taux de motorisation est très faible, même s'il évolue progressivement. De plus, le quartier est à majorité ouvrier et les zones industrielles se trouveront dans le futur de plus en plus à l'extérieur des villes, laissant le centre-ville aux emplois tertiaires et aux services. Le quartier est donc fortement dépendant de la voiture pour les déplacements professionnels.

Par ailleurs, le quartier a des revenus relativement faibles et l'évolution future du prix du pétrole pourra jouer un rôle majeur sur l'acquisition ou non d'une voiture pour les habitants du quartier. Une crise pétrolière et une envolée des prix pourraient ralentir la mobilité des habitants.

Hypothèses :

- (≡) Le Tramway arrive finalement avec un peu de retard sur la date initialement prévue (notamment à cause de la crise économique et des problèmes liés aux financements). L'arrivée de ce nouveau mode de déplacement ne change pas grand-chose. La voiture est toujours l'outil de déplacement principal de par la proximité des voies rapides. Les petits commerces ne bénéficient pas de l'arrivée du tramway en terme de fréquentation.

- (+) L'arrivée du Tramway à l'horizon 2013 ouvre de nouvelles perspectives au quartier Drouot. Il devient une véritable porte d'entrée de la ville de Mulhouse. Avec le Tramway, tout un travail pédagogique sur les déplacements est effectué sur la population. Le vélo est également généralisé avec l'installation d'une borne Vélocité au sein du quartier. D'autres modes alternatifs de déplacements se développent comme l'auto-partage ou le covoiturage. Le décroisement du quartier permet désormais aux commerces de prospérer.

- (-) Le Tramway arrive avec un retard considérable. Aucun travail n'a été fait en amont sur les déplacements pour les habitants du Drouot sur ce nouveau mode. Aucune borne Vélocité n'est implantée dans le quartier. Les habitants ont l'impression d'être exclus du reste de la ville. La voiture reste l'outil de déplacement majeur, ce qui pose des problèmes de circulation avec le Tramway. On assiste à des problèmes de circulation, bouchons. Les habitants profitent du Tramway comme un outil de déplacement vers le centre pour faire les achats ce qui achève de fragiliser les commerces de proximité du quartier.

L'activité économique de l'agglomération

DEFINITION

L'économie d'une agglomération est l'ensemble des échanges sur le territoire des produits consommables et des rapports fluctuants de leur production, distribution et consommation.

L'économie du territoire peut être répartie en trois sphères :

- La sphère productive est composée de l'industrie, des services aux entreprises dont les sièges sociaux d'entreprises (hors activité des postes et télécommunications), de la logistique et plus généralement des établissements dont l'activité économique est orientée vers les marchés extérieurs au territoire local,

- La sphère de l'économie résidentielle correspond aux services à la population présente sur le territoire dès lors qu'ils ne sont pas rendus par des établissements de la sphère "fonction publique". Elle inclut également le secteur de la construction et les entreprises publiques constituées en établissements publics à caractère industriel et commercial comme la SNCF et la Poste,

- La sphère publique qui regroupe l'ensemble des emplois de la fonction publique (fonction publique d'état, fonction publique territoriale et fonction publique hospitalière).

La région mulhousienne partage avec l'Alsace, tout en l'accentuant, la « composante industrielle » de son économie. Première agglomération du Haut-Rhin par son poids économique, la région mulhousienne est comprise dans un vaste bassin industriel en conversion, étendu à l'ensemble de l'Alsace du sud, dont le tissu est singularisé par la forte présence de l'industrie automobile. Celle-ci est représentée non seulement par le constructeur PSA et par son réseau de fournisseurs et sous-traitants, mais aussi par tout un tissu d'activités (services aux entreprises, logistique, commerce de gros,...) largement entraîné par les activités déployées au sein de la filière auto. L'économie de la région mulhousienne se transforme d'année en année, avec la conjonction de deux évolutions simultanées : la tertiarisation de l'emploi et la conversion industrielle. Ces deux tendances ont des impacts divers et variés, entre autres sur la sociologie des actifs, la localisation différenciée des entreprises, le décroisement économique du territoire. Un autre facteur joue un rôle très important : le positionnement transfrontalier de la région mulhousienne, et notamment le poids économique croissant de la métropole bâloise, ont un impact très fort sur l'activité économique et l'emploi.

RETROSPECTIVE

Mulhouse, l'industrie textile, Peugeot...

Après sa réunion à la France en 1798, Mulhouse connaît un développement sans précédent. Pendant la période napoléonienne, le blocus continental mené par l'Angleterre stimule l'économie mulhousienne et la pousse à faire preuve d'initiative. Le «Manchester français» La mécanisation se développe, les entreprises se multiplient. 29 nouvelles manufactures voient le jour entre 1800 et 1815. Parallèlement à l'impression sur textile, sont créés des filatures et des tissages qui permettent de répondre aux besoins des imprimeurs. L'industrie textile a besoin de produits pour blanchir et colorer les tissus ainsi que de machines, entraînant l'apparition des industries chimique et mécanique. Elle a besoin également d'un personnel qualifié, conduisant à la mise en place d'écoles techniques spécialisées (textile, chimie). Les infrastructures de transport se développent elles aussi : la traversée de Mulhouse par le canal du Rhône au Rhin est achevée en 1812. En 1857 s'ouvre la ligne de chemin de fer entre Mulhouse et Belfort et le premier train venant de Paris arrive à Mulhouse le 26 avril 1858. Mulhouse devient l'une des villes industrielles les plus florissantes de France, le «Manchester français».

1962, Peugeot s'installe dans la région mulhousienne

En 1962, le constructeur automobile Peugeot choisit d'installer une usine de production dans la région mulhousienne, à Sausheim. A cette époque, les activités principales étaient la mécanique et la métallurgie. De 1972 à 1998, le site a produit des véhicules de petite taille : 104, 205, 106 et 206. Depuis, le site s'est spécialisé dans la production de véhicules de la gamme moyenne (307, C4, 308). Le cap des 10 millions de véhicules produits a été franchi en 2008. En 2007, l'usine employait un peu moins de 10 000 personnes et est de loin le premier employeur de la région mulhousienne.

La mutation de l'économie de la région mulhousienne

L'économie de la région mulhousienne se transforme d'années en années, avec la conjonction de deux évolutions simultanées : la tertiarisation de l'emploi et la conversion industrielle. La région mulhousienne compte aujourd'hui des pôles d'activités très dynamiques (pôle d'excellence TIC, pôles de compétitivité véhicules du futur, biotechnologies, textile) et bénéficie d'un positionnement central à l'échelle européenne. De plus, la proximité de Bâle et de l'axe rhénan, la desserte de Mulhouse par 2 lignes TGV (TGV Est depuis 2007 et TGV Rhin-Rhône à partir de 2011), sont autant d'atouts très forts pour l'avenir économique de la région mulhousienne.

L'activité économique à l'échelle du quartier...

Le quartier Drouot est un quartier résidentiel, il y a donc peu de foncier disponible pour l'économie. En conséquence, le quartier est « dépendant » de l'extérieur. Cependant, à l'occasion de la réhabilitation d'une caserne, la Société d'Équipement de la Région Mulhousienne (SERM 68) a mis en place un village artisanal. Ce village clos et disposant d'une vidéo surveillance, propose aux artisans et petites entreprises 46 espaces de 29 m² à 220 m² comprenant bureau et local d'activité offrant au total 8 200 m² (source : www.serm68.fr). Son fonctionnement est toutefois déconnecté de la vie quotidienne du quartier Drouot et peu d'actifs habitant au Drouot y travaillent.



Crédit photo : SERM

PROSPECTIVE

Incertitudes :

- évolution de l'emploi industriel : celui-ci s'est effondré au cours des 30 dernières années par paliers même si l'industrie reste encore relativement importante. Cela va-t-il continuer (PSA ?) ou au contraire peut-on assister à une résistance des noyaux durs industriels puis à un phénomène de redéveloppement industriel dans le cadre d'un phénomène de relocalisation.

- Evolutions et impacts sur la région mulhousienne de la crise économique actuelle ?

- Evolution de l'emploi tertiaire et services : On compte sur une poursuite de la tertiarisation en retard dans notre territoire et un développement des emplois de services. Sont-ils compatibles avec la désindustrialisation, ou la stagnation du pouvoir d'achat ?

- Evolution de la situation en Allemagne et en suisse et de l'emploi transfrontalier et l'importance future des langues comme l'allemand et l'anglais.

Hypothèses :

- (=) La région mulhousienne finit d'achever sa mue économique. Le quartier Drouot ne connaît pas de modification notable de son activité économique. La présence de Peugeot est toujours aussi importante pour l'agglomération. La relocalisation des activités des grandes entreprises et industries peut permettre la création de certains emplois ouvriers. L'économie productive (économie de production lourde qui représente l'ensemble des activités qui concourent à la production d'un bien principalement destiné à être exporté du territoire) est toujours importante, et l'économie résidentielle (toutes activités locales de produits et services destinés à être consommés directement par les personnes présentes sur le territoire en vue de satisfaire la demande locale) au Drouot est encore très faible et reste peu stable.

- (+) La région mulhousienne et le quartier Drouot, situés au centre de gravité de l'Europe économique, au cœur d'un réseau métropolitain extrêmement dynamique (aire métropolitaine Rhin/Rhône), très bien desservie par les transports (autoroute à proximité, chemins de fer, aéroport Bâle/St Louis...), connaît un développement très fort. Les économies suisses et allemandes continuent d'attirer encore plus de travailleurs issus de l'agglomération (importance de l'apprentissage de l'allemand). Le pôle bâlois devient majeur en terme d'attractivité. La relocalisation de la recherche et développement de Novartis à Bâle entraîne une dynamique de croissance importante (importance de l'anglais). De nombreux postes (emplois tertiaire high-tech, chimie, biochimie, maintenance aéronautique...) sont créés. Les habitants n'en bénéficient pas directement (problèmes de formation et qualification), mais ce pôle attire une population importante et riche, ce qui accroît fortement la demande en emplois de services à la personne.

- (-) L'agglomération est très dépendante de la sphère productive, industries lourdes. La crise actuelle se prolonge et se durcit. L'économie productive de la région mulhousienne s'effondre avec comme exemple une forte réduction des activités de l'usine PSA de Sausheim. Le quartier Drouot, très dépendant de Peugeot et des activités productives (population ouvrière), connaît dès lors une forte augmentation du chômage. Le quartier s'enlise dans un chômage de plus en plus structurel. L'économie locale du quartier (économie résidentielle) est sinistrée, les gens n'ayant plus les moyens de consommer d'autres produits que ceux de première nécessité (la population devient dépendante des revenus sociaux).

LES 5 SCENARII PROSPECTIFS

Au fil de l'eau.....	p.79
La “ collectivité locale-Providence ”	p.82
“ Drouot-Barbanègre dans la tourmente ”	p.85
La “ Révolution des services à la personne et du développement durable ”	p.88
Les habitants, acteurs de leur vie.....	p.91

Au fil de l'eau...

Méthodologie :

Le groupe d'experts a retenu pour bâtir ce scénario toutes les hypothèses I (i.e. hypothèses tendancielle).

Les leviers principaux de cet assemblage sont :

- une crise économique qui n'affecte pas plus la région mulhousienne que ce que nous connaissons actuellement ;
- une intervention de la collectivité locale qui reste dans la même « jauge » que ce que nous connaissons actuellement ;
- un tissu associatif local stable et qui reste cloisonné malgré la renaissance du Centre Socio-Culturel ;
- en conséquence, le quartier ne connaît pas de modification notable, à part l'arrivée du Tram ;
- les conditions de vie des habitants ne changent pas.

VARIABLE	HYPOTHESES		
	H1	H2	H3
1-1 Partenariat de tous les acteurs autour du quartier	- Drouot-Barbanègre, un partenariat vivant mais segmenté -	« Drouot-Barbanègre, partenariat fort »	« Drouot-Barbanègre, quartier sans partenariat »
1-2 Vie citoyenne/capacité d'initiative des habitants	Vie citoyenne <i>à minima</i> (persistance des perturbations)	« Petit village » dynamique, qualité du « vivre ensemble »	« Quartier du repli sur soi »
2-1 Le rôle des femmes	- Une émancipation relative - Les jeunes femmes quittent le quartier	« Accès à l'autonomie et émancipation »	« Les femmes en grande difficulté » Mères isolées, départ des jeunes femmes
4-4 Accès à la culture et aux loisirs	Accès réduit, en particulier à la culture (manque de travail pédagogique et de coordination des offres)	Un réel effort en faveur de la culture et des loisirs (renforcement et fédération de l'offre, travail pédagogique)	Repli culturel, culture « populaire » (vs « élitiste »), délitement des structures existantes
2-2 Réussite scolaire des écoles et des enfants	- Un niveau scolaire toujours plus faible - Laisser-aller	Politique de valorisation (+ mixité sociale)	Démobilisation des acteurs et dégradation de la situation
3-3 Traitement de la délinquance	Stabilisation	Forte réduction	Augmentation (précariatisation sociale)
3-4 Santé : offre et prévention	État sanitaire médiocre et accès aux soins réduit	Amélioration	Dégradation
4-2 Le cadre de vie	« Réhabilitations cosmétiques »	« Quartier réhabilité en profondeur » (Décloisonnement par le tram)	« Cadre de vie dégradé » (Cloisonnement, disparition des commerces et services)
4-3 Le parc de logements	Parc de logements vieillissant et moins attractif	Remise à niveau (notamment thermique)	Dégradation irréversible et velléités de démolition
5-1 Volonté, moyens financiers et efficacité de l'action publique	Drouot reste un quartier prioritaire (Financements stables, projets peu ambitieux)	Des projets plus ambitieux pour le nouveau « secteur Drouot-Illzach »	Un quartier prioritaire parmi la multitude auxquels se consacre la nouvelle Communauté d'Agglomérations
5-2 Les déplacements	Malgré l'arrivée du Tram, la voiture individuelle est toujours privilégiée	Décloisonnement du quartier grâce au Tram (+ modes de déplacement alternatifs)	Mauvaise utilisation (non préparée) du Tram (fuite des consommateurs, concurrence Tram-voiture)
2-4 Qualification et formation professionnelle continue	Population toujours peu formée et peu qualifiée	Encouragement bénéfique de la formation professionnelle (aides)	Population hors jeu : trop peu formée et qualifiée pour s'insérer dans le marché du travail
3-2 Emploi et revenus	Stabilisation du taux de chômage et des aides sociales	Nouvelle dynamique (relance économique nationale)	Explosion du taux de chômage et précarisation croissante (durcissement de la crise)
5-4 L'activité économique de l'agglomération	Activité économique stable Économie résidentielle toujours faible et précaire	Fort développement de la région et du quartier, grâce à une situation stratégique en Europe	Effondrement de l'économie, très dépendante de l'industrie (PSA) (durcissement de la crise)
4-1 Éco-attitude	Logements obsolètes et consommation alimentaire peu variée	Forte prise de conscience (rénovation thermique et jardins potagers)	Dégradation de la situation, faute de moyens
3-1 Démographie du quartier	- Glissement générationnel - Lent vieillissement et diminution démographique	« Renouveau du quartier »	« Drouot, quartier calme et sans vie » Départ massif des jeunes

Les effets de la crise économique et financière de 2008/09 se font encore ressentir 10 ans plus tard. Après un fort ralentissement entre 2008 et 2012, la crise a cédé face au retour de la croissance des PIB des Etats. Cependant, les économies locales ont du mal à repartir car la crise a considérablement affecté l'appareil productif. Les créations d'emploi sont réelles mais leur nombre est faible et le taux de croissance stagne entre 1,5 et 2%. Paradoxalement, la crise a permis à la région mulhousienne d'achever sa mue économique. La présence de PSA reste un élément important pour l'agglomération. En outre, la relocalisation de grandes entreprises (retour dans leur pays d'origine d'unités productives, d'assemblage ou de montage antérieurement délocalisées sous diverses formes dans les pays à faibles coûts salariaux), notamment dans le secteur industriel, permet le retour à l'emploi de plusieurs personnes du quartier, sans toutefois que le taux de chômage revienne aux niveaux observés avant la crise. La population du quartier Drouot, majoritairement ouvrière, reste donc touchée par un taux de chômage élevé. Le taux de bénéficiaires d'aides sociales reste fort lui aussi. La vie économique du quartier est donc limitée, en raison notamment des faibles ressources des habitants. De plus, les niveaux de formation et de qualification de la population active du quartier restent faibles. Les parcours professionnels des actifs sont très heurtés, hétérogènes. La fracture avec Mulhouse continue donc de se creuser, autant sur le plan du taux de chômage que sur celui des revenus.

La grande Agglomération, qui regroupe les 38 communes de la région mulhousienne, existe depuis 2010. Cependant, les habitants du quartier n'ont pas noté de différences dans le niveau d'intervention de la collectivité locale : la géographie des quartiers prioritaires de l'agglomération mulhousienne reste inchangée, Drouot fait partie de la liste et bénéficie donc d'une intervention plus forte que les autres quartiers mais n'a pas connu d'augmentation notable depuis 2009. En conséquence, le visage du quartier a peu changé. Certes, le Tram est arrivé en 2013, avec un peu de retard sur le planning prévisionnel (un effet de la crise économique...). Il dessert le quartier, permet une réduction notable des temps d'accès au Centre-ville pour les habitants du quartier. Mais la proximité des grandes voies rapides de l'Agglo fait que, pour les habitants, la voiture reste l'outil de déplacement principal. Les commerces du quartier ne bénéficient pas non plus d'un « effet tram » : leur stabilité est toujours aussi précaire.

Le quartier est entretenu, la gestion quotidienne des espaces publics est assurée. La collectivité n'affiche pas la volonté de réhabiliter le quartier en profondeur. Les habitants, avec l'aide du bailleur social, se sont réappropriés les jardins situés en coeur d'îlot, ce qui donne un aspect plus harmonieux au quartier. Cependant, quelques parcelles restent délaissées, comme des stigmates du passé. Comme le quartier, les logements rénovés au cours des années 90 vieillissent. Les problèmes causés par la structure du bâti (absence d'ascenseurs, problèmes d'isolation phonique et thermique,...) se généralisent peu à peu. Le parc de logements devient donc de moins en moins attractif. Cependant, faute de moyens financiers et de projet, rien n'est fait pour une rénovation en profondeur. Les logements, obsolètes, continuent donc de consommer une quantité d'énergie importante. La construction de nouveaux logements en 2006/2007 dans la ZAC Barbanègre a redonné un peu de nouveauté au quartier et de nouvelles constructions sur ce modèle se sont peu à peu greffées en bordure du quartier, sans que cela soit suffisant pour inverser durablement l'image du quartier Drouot. Bien au contraire, c'est l'image du quartier Drouot qui s'est progressivement étendue à la ZAC Barbanègre, qui du coup a elle aussi perdu de son attractivité.

La vie quotidienne au quartier Drouot n'a donc pas beaucoup changé depuis 2009. Le quartier garde toujours une image assez mauvaise en termes de sécurité. Le taux de délinquance se stabilise, tout en connaissant des « pics » ponctuels. Les délits sont majoritairement commis par de petits groupes de jeunes adultes connus et identifiés dans le quartier. Le sentiment d'insécurité dans le quartier est présent sans pour autant être omniprésent. Sans renouvellement de grande ampleur des habitants, le niveau scolaire reste faible et inférieur à la moyenne mulhousienne, déjà inférieur à la moyenne nationale. Le collège est en sous-effectif chronique, signe révélateur d'un déficit d'attractivité du quartier et de ses établissements scolaires. Du coup, les résultats ne s'améliorent pas. Heureusement, la qualité des équipes éducatives, leur investissement permettent de conserver des relations fortes avec les parents d'élèves. Malheureusement, ceux-ci, acculés par les problèmes du quotidien, bloqués par une maîtrise insuffisante du français, n'ont pas la capacité de s'investir davantage. Le constat est douloureux : le nombre de familles monoparentales a augmenté dans le quartier, et ce sont souvent des mères qui se retrouvent seules avec leurs enfants. Confrontées aux nombreuses difficultés du quotidien, elles perdent progressivement leur autorité sur leurs enfants garçons. La mobilisation et l'investissement des professeurs continuent bien, mais sans réel effet sur la masse des élèves. On note également l'existence d'un évitement scolaire (ensemble des pratiques des familles qui scolarisent leurs enfants dans un autre établissement que celui de l'aire de rattachement à laquelle appartient leur domicile, pour des raisons d'image, de réussite...) des écoles et collège du quartier Drouot, notamment de la part des familles de Barbanègre. L'absence d'augmentation notable des revenus impacte aussi les modes de consommation alimentaire, qui restent peu variés. En outre, l'état de santé général n'est pas très bon, notamment dû aux faibles revenus des familles mais ne se dégrade pas. L'accès aux soins est également très réduit avec un seul médecin subsistant dans le quartier. L'accès à l'offre de santé reste donc limité.

Au niveau de l'animation locale, le centre social associatif, qui a été relancé en 2009, remplit son rôle. Cependant, il n'est pas assez dynamique pour fédérer pleinement le tissu associatif présent sur le quartier, qui se maintient. En conséquence, le partenariat entre acteurs reste cloisonné en grands secteurs d'intervention : sport, culture, action sociale, culte,... Ce manque de dynamisme influe sur la vie citoyenne : des projets se montent (lectures aux plus petits, spectacles...) avec plus ou moins de succès suivant la nature des publics visés. En revanche, quelques actions restent toujours perturbées par un petit noyau de jeunes adultes. Cela a pour effet un sentiment d'agacement des bénévoles, de colère, qui pousse certains à arrêter de

donner de leur temps, pendant que d'autres continuent tant bien que mal. D'ailleurs, cela influe aussi sur le rôle des femmes dans le quartier : si la part des femmes parmi les bénévoles du quartier est équivalente à celle des hommes, les filles et femmes plus jeunes tendent à quitter le quartier, loin des yeux des grands frères, pères, oncles... Les services de la ville ont de nombreuses difficultés à toucher le public féminin jeune. Ces jeunes filles continuent de partir au centre-ville (se divertir, chercher du travail, ...) plutôt que de faire ces mêmes tâches dans le quartier. La forte présence des femmes dans le tissu associatif du quartier (sport, jeunesse, école...) ne doit donc pas cacher les grandes difficultés d'émancipation et d'affirmation des jeunes filles et mères élevant seules leurs enfants. L'émancipation est toute relative.

Depuis 2009, le quartier a donc vieilli « lentement mais sûrement ». La part des jeunes dans la population s'est réduite pour rattraper la moyenne mulhousienne. La part des familles monoparentales a augmenté, ce qui a ralenti l'excédent naturel. La population continue de diminuer contrairement à tous les autres quartiers. Le renouvellement générationnel et des populations sont entravés, ralentis, et les installations de nouveaux habitants ne suffisent pas pour inverser la tendance. En outre, la mauvaise image globale du quartier, la quasi-obsolescence du parc de logements n'encouragent pas les néo-mulhousiens à s'installer dans le quartier Drouot, contribuant ainsi à entretenir la spirale de dévaluation lente et inéluctable du quartier Drouot-Barbanègre.

La " collectivité locale-Providence "

Méthodologie :

Le groupe d'experts a retenu pour bâtir ce scénario 6 hypothèses I (partenariat de tous les acteurs autour du quartier, vie citoyenne, rôle des femmes, réussite scolaire, traitement de la délinquance, santé) ; 8 hypothèses II (accès à la culture et aux loisirs, cadre de vie, parc de logements, volonté, moyens financiers et efficacité de l'action publique, déplacements, qualification et formation professionnelle continue, éco-attitude, démographie du quartier) et 2 hypothèses III (emplois et revenus, activité économique de l'agglomération).

Les leviers principaux de cet assemblage sont :

- une crise économique qui dure ;
- mais une intervention forte de la collectivité locale qui se substitue aux carences de l'Etat ;
- un partenariat stable, mais surtout institutionnel, sans croissance du bénévolat.
- Cela amène des modifications notables dans le quartier : le parc de logements est rénové, le quartier est réhabilité et se décroïssonne. On assiste à un renouveau du quartier.

VARIABLE	HYPOTHESES		
	H1	H2	H3
1-1 Partenariat de tous les acteurs autour du quartier	- Drouot-Barbanègre, un partenariat vivant mais segmenté -	» Drouot-Barbanègre, partenariat fort «	- Drouot-Barbanègre, quartier sans partenariat -
1-2 Vie citoyenne/capacité d'initiative des habitants	Vie citoyenne <i>à minima</i> (persistance des perturbations)	» Petit village « dynamique, qualité du « vivre ensemble »	» Quartier du repli sur soi «
2-1 Le rôle des femmes	- Une émancipation relative « Les jeunes femmes quittent le quartier	» Accès à l'autonomie et émancipation «	» Les femmes en grande difficulté « Mères isolées, départ des jeunes femmes
4-4 Accès à la culture et aux loisirs	Accès réduit, en particulier à la culture (manque de travail pédagogique et de coordination des offres)	Un réel effort en faveur de la culture et des loisirs (renforcement et fédération de l'offre, travail pédagogique)	Repli culturel, culture « populaire « (vs « élitiste «), délitement des structures existantes
2-2 Réussite scolaire des écoles et des enfants	- Un niveau scolaire toujours plus faible « Laisser-aller	Politique de valorisation (+ mixité sociale)	Démobilisation des acteurs et dégradation de la situation
3-3 Traitement de la délinquance	Stabilisation.	Forte réduction.	Augmentation (précarisation sociale)
3-4 Santé : offre et prévention	État sanitaire médiocre et accès aux soins réduit.	Amélioration	Dégradation
4-2 Le cadre de vie	» Réhabilitations cosmétiques «	- Quartier réhabilité en profondeur - (Décloisonnement par le tram)	» Cadre de vie dégradé « (Cloisonnement, disparition des commerces et services)
4-3 Le parc de logements	Parc de logements vieillissant et moins attractif	Remise à niveau (notamment thermique)	Dégradation irréversible et velléités de démolition
5-1 Volonté, moyens financiers et efficacité de l'action publique	Drouot reste un quartier prioritaire (Financements stables, projets peu ambitieux)	Des projets plus ambitieux pour le nouveau « secteur Drouot-Ilzsch »	Un quartier prioritaire parmi la multitude auxquels se consacre la nouvelle Communauté d'Agglomérations
5-2 Les déplacements	Malgré l'arrivée du Tram, la voiture individuelle est toujours privilégiée	Décloisonnement du quartier grâce au Tram (+ modes de déplacement alternatifs)	Mauvaise utilisation (non préparée) du Tram (fuite des consommateurs, concurrence Tram-voiture)
2-4 Qualification et formation professionnelle continue	Population toujours peu formée et peu qualifiée	Encouragement bénéfique de la formation professionnelle (aides)	Population hors jeu : trop peu formée et qualifiée pour s'insérer dans le marché du travail
3-2 Emploi et revenus	Stabilisation du taux de chômage et des aides sociales	Nouvelle dynamique (relance économique nationale)	Explosion du taux de chômage et précarisation croissante (durcissement de la crise)
5-4 L'activité économique de l'agglomération	Activité économique stable Économie résidentielle toujours faible et précaire	Fort développement de la région et du quartier, grâce à une situation stratégique en Europe	Effondrement de l'économie, très dépendante de l'industrie (PSA) (durcissement de la crise)
4-1 Éco-attitude	Logements obsolètes et consommation alimentaire peu variée	Forte prise de conscience (rénovation thermique et jardins potagers)	Dégradation de la situation, faute de moyens
3-1 Démographie du quartier	» Glissement générationnel « Lent vieillissement et diminution démographique	- Renouveau du quartier -	» Drouot, quartier calme et sans vie « Départ massif des jeunes

La crise économique se prolonge. On observe même un durcissement entre 2010 et 2012. Les autorités publiques, habitants, entrepreneurs... ne voient pas le bout du tunnel face à cette crise. Elle touche principalement l'économie productive dans des proportions très inquiétantes. PSA Mulhouse, fleuron de l'économie productive de la région mulhousienne, subi de plein fouet cette crise productive. Le groupe a déjà supprimé plus de la moitié de ses unités de production en 2013, et les périodes de chômage partiel et temporaire durent de plus en plus. L'économie lourde et productive vacille dans son intégralité. Le quartier Drouot, très dépendant de l'économie productive et de PSA, rentre dans un cercle vicieux. Le taux de chômage explose et atteint des niveaux inimaginables avec plus de 45% de chômeurs en 2012. Bien sûr, le chômage augmente de manière générale dans toute l'agglomération mulhousienne, mais le quartier Drouot est touché encore plus durement. La forte dépendance de sa population avec l'avenir de l'économie productive et PSA ne laisse aucune porte de sortie pour les habitants du Drouot.

Une grande précarité s'installe au Drouot durant le durcissement de la crise avec une population de plus en plus dépendante des revenus de redistribution pour survivre. L'Etat ne peut plus soutenir l'économie locale et transfère la majorité de ses compétences aux collectivités territoriales. La Grande agglomération mulhousienne, mise en place en 2010, va dès lors se substituer à l'Etat sur de nombreux projets et soutenir financièrement certains projets locaux. Faute de pouvoir s'attaquer au système économique afin de le relancer de manière globale, les pouvoirs publics locaux vont s'attacher à améliorer le cadre de vie des habitants.

L'arrivée du Tramway en 2013 a été l'occasion de mettre en place un projet de réhabilitation en profondeur du quartier Drouot sur le cadre de vie. Désormais, le quartier Drouot est considéré comme une porte d'entrée de Mulhouse et il faut considérablement l'améliorer en terme d'image. L'installation du Tramway s'accompagne de l'implantation au coeur du quartier Drouot d'une borne vitesse, afin d'apporter un cadre harmonieux dans les déplacements du quotidien.

La verdure est de plus en plus présente dans le quartier, avec comme symbole l'explosion des jardins potagers à partir de 2014. Les pouvoirs publics effectuent tout un travail d'accompagnement et de sensibilisation des habitants du Drouot sur le développement durable (modes de déplacements, consommation saine...). Les habitants, plus sensibles à ces nouveaux domaines, s'approprient enfin en masse les jardins potagers. Il faut noter également que l'entretien des jardins a été un moyen de faire passer le temps des longues journées pour les habitants au chômage. Les jardins deviennent un exutoire.

Parallèlement à la rénovation horizontale du quartier se met en place une rénovation verticale, c'est-à-dire sur les logements et le bâti. Les pouvoirs publics travaillent en coopération avec les bailleurs sociaux du quartier, essentiellement Mulhouse Habitat, afin de mettre en place un projet ambitieux de rénovation des logements. En ce qui concerne le vieux Drouot, c'est toute une remise aux normes fonctionnelles (ascenseurs...) et écologiques (thermique, Grenelle Environnement III en 2012...) qui est mise en oeuvre. Le but est de conserver le cachet historique des bâtiments tout en respectant les règles actuelles en matière de logements. Pour le nouveau Drouot, il s'agit de rénover « esthétiquement » les bâtiments les moins touchés pour un cadre plus agréable, et de pratiquer des politiques de démolition-reconstruction pour les plus dégradés pour repartir sur des bases plus saines.

L'arrivée du Tramway a permis aux pouvoirs publics locaux de mettre en place un projet ambitieux de rénovation du quartier, dans une cohérence globale. Le cadre de vie est nettement plus harmonieux et permet un peu aux familles du quartier Drouot de changer d'air face au quotidien difficile et à la crise. Par ailleurs, la grande agglomération mulhousienne a décidé de regrouper le quartier Drouot avec les quartiers d'Illzach attenants, en vue d'une politique de la ville (prise en main désormais par les collectivités territoriales) par grands secteurs. Ce quartier Drouot-Illzach devient un élément important de l'agglomération et des moyens financiers supérieurs sont débloqués pour ces projets de rénovation.

Un effort est également fait sur les loisirs et la culture de la part des pouvoirs publics. Le but est de faire sortir la population du Drouot de la dureté de la vie économique et sociale quotidienne. Les soutiens financiers au centre socio-culturel deviennent plus importants. Un partenariat est créé, par le biais des pouvoirs locaux, entre le centre socio-culturel et la Filature de Mulhouse, en vue de donner les clés de cette culture dite élitiste aux habitants du Drouot. Le centre socio-culturel sert donc de relais. Les autorités publiques débloquent et décloisonnent également les aides à la formation. La crise durcissant en envoyant de plus en plus d'habitants du Drouot au chômage, les pouvoirs publics profitent de cette période de transition pour ouvrir les formations aux nombreux chômeurs. Le grand pôle-emploi tient une place prépondérante dans la mise en place de tous ces moyens de formation à disposition de habitants du Drouot désireux d'acquérir des qualifications nouvelles.

Les pouvoirs publics ont donc agi sur de nombreux aspects de la vie quotidienne des habitants du Drouot en injectant des moyens importants dans de nombreux projets, afin de pallier les carences étatiques. Cependant, ces soutiens financiers agissent souvent sur le cadre de vie général du quartier et ne permettent pas d'agir sur le fond du problème, la crise économique. En effet, le partenariat entre les acteurs locaux est toujours aussi faible. Il s'agit principalement d'un partenariat institutionnel. Les pouvoirs publics soutiennent financièrement les initiatives locales en ces temps de crise et permettent d'éviter à court terme un délitement total des partenariats entre acteurs dans le quartier. La vie citoyenne du quartier suit donc son cours par le soutien de la volonté publique et des projets sociaux et culturels locaux se mettent toujours en place. Cependant, certaines actions restent toujours dérangées, comme les perturbations commises par de petits groupes de jeunes du quartier lors d'un spectacle « contes et histoires pour tous petits ». Les bénévoles hésitent toujours autant à s'investir et la croissance du bénévolat stagne, voire régresse même certaines années. Les pouvoirs publics locaux sont donc obligés de pallier fortement cette capacité d'initiative relative afin d'éviter tout délitement du maillage associatif au sein du quartier Drouot.

La situation des femmes au sein du quartier n'a guère quant à elle évolué depuis 2008. Les femmes sont présentes dans les associations du quartier ce qui prouve donc l'implication de ces dernières dans la vie du quartier. Cependant, les filles et jeunes femmes continuent de quitter le quartier quotidiennement vers le centre principalement pour effectuer les tâches quotidiennes (loisirs, achats, recherche d'emploi...) dans le but de se trouver loin de la surveillance des grands-frères et pères. Les services de la ville ont de plus en plus de problèmes à toucher les jeunes femmes du quartier. La part des femmes monoparentales atteint des proportions fortes dans le quartier, plus d'un ménage sur 3 en 2016. Ce sont majoritairement des femmes, attirées par les faibles loyers des logements, avec des enfants. Ces dernières perdent de plus en plus le contrôle sur l'éducation de leurs enfants (garçons principalement). La difficulté du quotidien les empêche de jouer pleinement leur rôle.

Dans ce contexte difficile, la réussite scolaire devient secondaire. Le niveau scolaire reste toujours très faible. Les effets générationnels de classes obtenant de bons résultats se font tout de même de plus en plus rares depuis la crise. Le collège du Drouot est en sous-effectif depuis de nombreuses années. Le nombre d'élèves en situation d'abandon scolaire croît de manière régulière depuis 2010. Les problèmes économiques et sociaux du quotidien ont pris le pas sur la vie scolaire.

Le taux de délinquance se stabilise tout de même avec certes quelques pics ponctuels comme en 2015 et 2017. Les autorités publiques s'investissent beaucoup dans le domaine de la délinquance afin de préserver l'image de cadre de vie harmonieux qu'elles ont voulu mettre en place avec les projets de rénovation. De nombreuses réunions « actions citoyennes » sont mises en place dans le but de servir de prévention à la délinquance. Cependant, les autorités ont toujours autant de mal à interpellier les délinquants faute de plaintes. La mise en place massive de la vidéo-surveillance sur des espaces clés n'a que des effets relatifs. Le quartier possède toujours une image assez mauvaise en terme de délinquance, à tort ou à raison.

L'état de santé des habitants du Drouot est toujours aussi médiocre. Le départ d'un médecin en 2010 fait qu'il n'en reste plus qu'un seul au sein du quartier. La salle d'attente est souvent pleine et décourage bon nombre d'habitants. Les faibles revenus n'améliorent en rien la qualité de santé des habitants du Drouot, qui préservent leurs revenus pour les biens de première nécessité et non leur santé.

En conclusion, les pouvoirs publics ont mis le quartier Drouot sous perfusion dans de nombreux domaines. La mise en place de projets ambitieux locaux a permis au quartier de bénéficier d'un cadre de vie de plus en plus agréable. Cependant, dans l'incapacité de pallier la crise économique, les pouvoirs publics n'ont pu intervenir sur des aspects plus économique (niveau de vie et revenus). Cependant, on note tout de même une augmentation de la population assez régulière depuis 2013. En effet, le cadre de vie attire tout de même une nouvelle population, malgré les problèmes sociaux récurrents. Cependant, ces familles restent toujours attirés également par les faibles niveaux de loyers des logements du Drouot.

“ Drouot-Barbanègre dans la tourmente ”

Méthodologie :

Le groupe d'experts a retenu pour bâtir ce scénario 15 hypothèses III (partenariat de tous les acteurs autour du quartier, vie citoyenne, rôle des femmes, réussite scolaire, traitement de la délinquance, santé, accès à la culture et aux loisirs, cadre de vie, parc de logements, volonté, moyens financiers et efficacité de l'action publique, déplacements, qualification et formation professionnelle continue, emplois et revenus, activité économique de l'agglomération, éco-attitude) et 1 hypothèse I (démographie du quartier).

Les leviers principaux de cet assemblage sont :

- une crise économique qui dure ;
- cette crise est si forte que la collectivité locale n'a plus les moyens, notamment financiers, d'intervenir ;
- les habitants sont fortement touchés par la crise (forte croissance du chômage, baisse des revenus) et cela entraîne un « repli sur soi » ;
- la situation sociale et économique de Mulhouse s'aggrave, le quartier Drouot plonge et entraîne avec lui Barbanègre, mais de manière atténuée.

VARIABLE	HYPOTHESES		
	H1	H2	H3
1-1 Partenariat de tous les acteurs autour du quartier	« Drouot-Barbanègre, un partenariat vivant mais segmenté »	« Drouot-Barbanègre, partenariat fort »	« Drouot-Barbanègre, quartier sans partenariat »
1-2 Vie citoyenne/capacité d'initiative des habitants	Vie citoyenne <i>à minima</i> (persistance des perturbations)	« Petit village » dynamique, qualité du « vivre ensemble »	« Quartier du repli sur soi »
2-1 Le rôle des femmes	« Une émancipation relative » Les jeunes femmes quittent le quartier	« Accès à l'autonomie et émancipation »	« Les femmes en grande difficulté » Mères isolées, départ des jeunes femmes
4-4 Accès à la culture et aux loisirs	Accès réduit, en particulier à la culture (manque de travail pédagogique et de coordination des offres)	Un réel effort en faveur de la culture et des loisirs (renforcement et fédération de l'offre, travail pédagogique)	Repli culturel, culture « populaire » (vs « élitiste »), délitement des structures existantes
2-2 Réussite scolaire des écoles et des enfants	« Un niveau scolaire toujours plus faible » Laisser-aller	Politique de valorisation (+ mixité sociale)	Démobilisation des acteurs et dégradation de la situation
3-3 Traitement de la délinquance	Stabilisation	Forte réduction	Augmentation (précarisation sociale)
3-4 Santé : offre et prévention	État sanitaire médiocre et accès aux soins réduit	Amélioration	Dégradation
4-2 Le cadre de vie	« Réhabilitations cosmétiques »	« Quartier réhabilité en profondeur » (Décloisonnement par le tram)	« Cadre de vie dégradé » (Cloisonnement, disparition des commerces et services)
4-3 Le parc de logements	Parc de logements vieillissant et moins attractif	Remise à niveau (notamment thermique)	Dégradation irréversible et velléités de démolition
5-1 Volonté, moyens financiers et efficacité de l'action publique	Drouot reste un quartier prioritaire (Financements stables, projets peu ambitieux)	Des projets plus ambitieux pour le nouveau « secteur Drouot-Illzach »	Un quartier prioritaire parmi la multitude auxquels se consacre la nouvelle Communauté d'Agglomérations
5-2 Les déplacements	Malgré l'arrivée du Tram, la voiture individuelle est toujours privilégiée	Décloisonnement du quartier grâce au Tram (+ modes de déplacement alternatifs)	Mauvaise utilisation (non préparée) du Tram (fuite des consommateurs, concurrence Tram-voiture)
2-4 Qualification et formation professionnelle continue	Population toujours peu formée et peu qualifiée	Encouragement bénéfique de la formation professionnelle (aides)	Population hors jeu : trop peu formée et qualifiée pour s'insérer dans le marché du travail
3-2 Emploi et revenus	Stabilisation du taux de chômage et des aides sociales	Nouvelle dynamique (relance économique nationale)	Explosion du taux de chômage et précarisation croissante (durcissement de la crise)
5-4 L'activité économique de l'agglomération	Activité économique stable Économie résidentielle toujours faible et précaire	Fort développement de la région et du quartier, grâce à une situation stratégique en Europe	Effondrement de l'économie, très dépendante de l'industrie (PSA) (durcissement de la crise)
4-1 Éco-attitude	Logements obsolètes et consommation alimentaire peu variée	Forte prise de conscience (rénovation thermique et jardins potagers)	Dégradation de la situation, faute de moyens
3-1 Démographie du quartier	« Glissement générationnel » Lent vieillissement et diminution démographique	« Renouveau du quartier »	« Drouot, quartier calme et sans vie » Départ massif des jeunes

La crise économique et financière de 2008/09 se fait encore ressentir 10 ans plus tard. Après un fort ralentissement entre 2008 et 2012, la crise s'est même durcie à partir de 2013 avec des taux de croissance des PIB des Etats négatifs, ou nuls dans le meilleur des cas, plongeant les pays dans un trou noir économique. En 2015, la France a même fêté le triste record d'un taux de croissance négatif de plus de 2%.

PSA Mulhouse, symbole de l'économie productive mulhousienne, subit cette crise de plein fouet et a réduit ses effectifs de plus de 50% pour atteindre un peu plus de 3600 salariés en 2017. La population du quartier Drouot, à majorité ouvrière et très dépendante des activités de Peugeot, subit durement cette crise économique.

Sur un plan institutionnel, l'Etat s'est désengagé des politiques de la ville suite aux coûts trop importants de ces actions. La compétence a été transférée aux collectivités locales avec un transfert de moyens financiers très relatifs. Ces politiques de la ville sont désormais portées par la grande agglomération mulhousienne, formée en 2014 non sans mal. La grande agglomération a pratiqué une réorganisation des quartiers prioritaires. Désormais, la multitude des quartiers prioritaires, associée aux faibles moyens financiers en ces temps de crise, fait qu'aucun projet de grande ampleur, avec des financements publics importants, ne peut être entrepris. Les financements publics sont souvent faibles, très dispersés et surtout palliatifs plus que préventifs. Preuve en est de ces problèmes financiers sur les grands projets urbains, l'arrivée du Tramway au quartier Drouot en 2017 avec 4 ans de retard sur les dates initialement prévues. Par ailleurs, aucun travail n'a été fait en amont sur l'arrivée du Tramway, tant sur les modes alternatifs de déplacement pour les habitants, que sur le plan de la réhabilitation des logements. Aucune borne vélocité n'est implantée au coeur du quartier et la voiture reste le mode déplacement privilégié pour les habitants qui en possèdent. Enfin, sur le plan des logements, d'autant plus vitrine d'un quartier avec les passages importants de personnes grâce au Tramway, rien n'a été fait. Les logements gérés par les bailleurs sociaux ne sont pas rénovés et réhabilités. La crise financière se fait également sentir chez les bailleurs sociaux. Le quartier Drouot, jugé obsolète, s'enlise progressivement dans un état de dégradation urbaine importante. En 2020, il subsiste toujours des immeubles non équipés d'ascenseurs. La rénovation des logements serait trop coûteuse en ces temps de crise économique et financière. L'aspect visuel des logements donne une très mauvaise image du quartier, et cela a même un impact sur la demande de logements au quartier proche, la ZAC Barbanègre. Le taux de rotation dans les logements devient très important et le taux de vacance atteint plus de 20% en 2016, soit un logement du quartier sur cinq.

Le quartier Drouot est donc au centre de cette tourmente économique. Les habitants sont les premiers touchés. Le taux de chômage explose et connaît un pic à 45% en 2013, avant de reprendre son taux désormais tendanciel, et surtout malheureusement structurel, autour des 40% pour le quartier Drouot. La population ouvrière, très peu formée, est touchée de plein fouet par la crise de l'économie productive. Les actifs occupés du Drouot sont souvent sur des emplois précaires comme des CDD ou le travail en intérim. De ce fait, une grande précarisation s'installe au quartier Drouot. Les ménages deviennent dépendants des revenus de redistribution (RMI, RSA, CAF...). L'Etat se désengageant progressivement de nombreux domaines faute de moyens financiers, les ménages du Drouot rencontrent des difficultés à « survivre ». Le niveau de vie est très faible, le plus faible de l'agglomération mulhousienne. Les commerces de proximité ont totalement disparu, avec comme symbole la fermeture du Coccimarket en mai 2014, faute de clients, trop dépendants de leur très faible pouvoir d'achat. En parallèle, une vraie économie souterraine se met en place, avec les trafics de drogues, moyens les plus rapides de récolter de l'argent pour survivre. Un vrai problème de délinquance de proximité prend donc place au Drouot suite à la forte précarisation des habitants du quartier. Après un fléchissement de la délinquance à partir de 2005, le taux de délinquance au quartier Drouot connaît un fort accroissement à partir de 2012, devenant à nouveau un quartier avec une image « coupe-gorge ». Le quartier sombre même peu à peu dans une délinquance de plus en plus lourde (trafics de drogues durs, altercations entre bandes rivales...). Ce renforcement des délits est caractéristique du malaise social qui couve dans le quartier. La délinquance juvénile devient très importante. Le sentiment d'insécurité au Drouot atteint un niveau tel que toute action citoyenne et associative au quotidien est bloquée. Les petits groupes perturbent constamment les animations au quartier. Les violentes rixes et perturbations lors de la journée « la fête des voisins – immeubles en fête » (repas en plein air entre tous les voisins d'un quartier) en 2013 restent encore dans les mémoires de tous les habitants. Le quartier devient progressivement sans vie, sans animation et sans partenariat. Les associations locales disparaissent peu à peu, par un manque de renouvellement des bénévoles ou tout simplement par refus de s'investir plus. Les collectivités locales ne trouvent plus de relais locaux dans le quartier. Même le club de football du quartier a du « fermer » suite à de violents incidents survenus lors d'un match de jeunes avec intervention de policiers et de pompiers en 2013.

Le quartier s'éteint petit à petit et s'enlise dans son marasme économique et social. Les habitants refusent désormais de s'impliquer dans la vie collective et citoyenne locale. Le quartier connaît un repli sur soi, les habitants quittant leurs logements, hors travail, que pour de rares occasions. Le maillage des structures locales se délitant, on assiste à un repli social mais aussi culturel, les lieux de culte (faute de structures associatives) devenant les seuls lieux de rassemblement dans un certain calme et de partage de valeurs communes et collectives, non sans certains risques d'endoctrinements culturels, de replis et d'extrémismes religieux naissants. Dans ce contexte d'austérité sociale, les femmes sont également en grande difficulté dans le quartier. La part des familles monoparentales explose. Ce sont majoritairement des femmes seules, avec des enfants et très peu de revenus, attirées par les loyers les plus faibles de Mulhouse. Ces femmes, luttant chaque jour pour faire survivre leur famille, perdent le contrôle progressivement sur leurs enfants, majoritairement les garçons qui reprennent la place du « mâle dominant » au sein des foyers, moyen de s'affirmer tant bien que mal dans un monde hostile à l'extérieur. On assiste à un certain retour en arrière où la femme devient méprisée inconsciemment et collectivement de la part des hommes du quartier. Les jeunes

filles et jeunes femmes sont également touchées par ce retour en arrière et quittent dès qu'elles le peuvent le quartier, au quotidien ou de manière définitive à l'âge adulte, cherchant une bouffée d'oxygène, de liberté et de respect à l'extérieur. Par ailleurs, les femmes ont perdu leur lieu de rassemblement suite au délitement des associations. Elles n'ont donc plus de lieux d'expression, de rassemblement et d'émancipation. Plus inquiétant encore, les associations de « femmes battues » se montrent de plus en plus préoccupées par la recrudescence de ces actes au sein du quartier.

Sur le plan scolaire, dans ce contexte très hostile et de tensions sociales, on assiste à une démobilité des acteurs (professeurs...) et à une dégradation de la situation. Les effets générationnels de réussite (classe avec de meilleurs résultats comparés aux autres classes de l'établissement) ont totalement disparu. L'évolution de la violence quotidienne se fait ressentir jusque dans les établissements scolaires du Drouot. Les professeurs se démotivent et on voit apparaître un turn-over de ces derniers très important. De plus, un véritable clivage s'installe entre professeurs et élèves avec de violentes altercations et agressions, et un rejet du système scolaire de la part des élèves de plus en plus important. Le nombre d'enfants en abandon scolaire atteint des proportions inquiétantes. La réussite scolaire est plus que secondaire en ces temps d'austérité économique où vivre/survivre est l'objectif principal. Les effectifs des établissements du Drouot se réduisent fortement de par la mauvaise image des écoles. Les familles de Barbanègre demandent à être rattachés à d'autres quartiers mulhousiens, par « peur » du Drouot. De ce fait les habitants prennent du retard en terme de formation initiale, mais aussi en formation professionnelle continue. Les habitants du quartier, très peu au courant des moyens de formation, n'ont que très peu accès aux offres de formation. Les habitants du Drouot s'enlisent en terme de qualification et de formation et deviennent encore plus dépendants des fluctuations du marché du travail. Ils ne sont pas préparés aux nouveaux emplois (liés au développement durable, services à la personne...) et se trouvent en marge du marché du travail. Leur situation professionnelle va de mal en pis. Le nombre d'habitants du Drouot présents au CFAI du quartier est nul. Par ailleurs, aucun partenariat n'est fait avec le village artisanal, qui ressemble de plus en plus à un quartier dans un quartier, sans réel lien entre les deux. Pire encore, la mauvaise image du quartier déteint sur le village artisanal, et de nombreux artisans décident de quitter le village pour s'installer ailleurs dans l'agglomération. Le nombre de locaux vides grimpe fortement.

Le cadre de vie social et urbain se dégrade donc fortement au Drouot. Symbole, les jardins en coeur d'îlots, après une forte croissance en 2009, ont été délaissés progressivement pour devenir de véritables friches, suite à de nombreuses incivilités commises sur les jardins. Cela donne un aspect encore plus important de dégradation et d'abandon. Certains jardins servent même de décharge, accumulant pneus, frigos en panne...

Côté environnement, les logements deviennent de véritables épaves thermiques et gouffres financiers, tant pour les locataires que pour les bailleurs sociaux. Par ailleurs, les bonnes volontés du Grenelle environnement III de 2013 sont tombées en désuétude suite aux problèmes financiers des entreprises et collectivités. Le Drouot n'a donc pas de réels moyens de sortir de ce marasme économique, social et urbain. Pire encore, les habitants voient leur espérance de vie et leur niveau de santé général se dégrader. En effet, de par la faible attractivité du quartier, les médecins ne souhaitent pas venir s'installer au Drouot. Les médecins qui partent en retraite ne sont pas renouvelés faute de prétendants. En 2015, le quartier Drouot ne compte qu'un seul et unique médecin généraliste exerçant sur le territoire, non sans quelques soucis. La collectivité a fait de nombreux efforts pour préserver ce médecin tant bien que mal au sein du Drouot. Les médecines privées et non conventionnées se généralisent au risque des patients. Les pathologies des habitants du Drouot deviennent de plus en plus problématiques, du fait de la faible diversité de la nourriture, de l'insalubrité des logements...

En conclusion, le quartier Drouot, pris dans le tourbillon de la crise économique de par la fragilité de son espace, devient de moins en moins attractif sur le plan social, urbain ou économique. Même les très faibles loyers du parc au Drouot n'attirent plus forcément.

La population du Drouot vieillit lentement mais sûrement, suite à un renouvellement de la population nul, voire même négatif selon les années. Le Drouot a rattrapé la moyenne mulhousienne en termes d'indice de jeunesse en 2011, et se situe désormais en dessous. L'excédent naturel est limité par le vieillissement de la population, ainsi que la forte présence des familles monoparentales. Le quartier Drouot devient le seul quartier de Mulhouse dont la population diminue. Il entraîne dans son sillage la ZAC Barbanègre, mais dans une moindre mesure. La faible attractivité du Drouot se fait ressentir sur le quartier Barbanègre. Le quartier est embourbé dans une crise désormais structurelle, et toute porte de sortie devient difficile à discerner.

La " Révolution des services à la personne et du développement durable "

Méthodologie :

Le groupe d'experts a retenu pour bâtir ce scénario 15 hypothèses II (partenariat de tous les acteurs autour du quartier, vie citoyenne, rôle des femmes, réussite scolaire, traitement de la délinquance, santé, accès à la culture et aux loisirs, cadre de vie, parc de logements, volonté, moyens financiers et efficacité de l'action publique, déplacements, qualification et formation professionnelle continue, emplois et revenus, éco-attitude, démographie du quartier) et 1 hypothèse I (activité économique de l'agglomération). Les leviers principaux de cet assemblage sont :

- une crise économique courte qui entraîne de fortes pertes d'emplois dans l'économie productive traditionnelle ;
- mais ces pertes d'emplois sont compensées par l'émergence de nouveaux marchés nés de la crise (ex : emplois verts) ;
- on assiste à l'émergence d'une forte prise de conscience face aux enjeux du développement durable ;
- le parc de logements subit donc une remise à niveau, notamment sur le plan thermique ;
- la collectivité locale soutient et relaie les initiatives locales en Collectif (ex : services informatiques, services à la personne) ;
- En conséquence, la situation économique de la collectivité locale reste stable mais l'économie résidentielle du quartier se renforce..

VARIABLE	HYPOTHESES		
	H1	H2	H3
1-1 Partenariat de tous les acteurs autour du quartier	« Drouot-Barbanègre, un partenariat vivant mais segmenté »	« Drouot-Barbanègre, partenariat fort »	« Drouot-Barbanègre, quartier sans partenariat »
1-2 Vie citoyenne/capacité d'initiative des habitants	Vie citoyenne <i>a minima</i> (persistance des perturbations)	« Petit village » dynamique, qualité du « vivre ensemble »	« Quartier du repli sur soi »
2-1 Le rôle des femmes	« Une émancipation relative » Les jeunes femmes quittent le quartier	« Accès à l'autonomie et émancipation »	« Les femmes en grande difficulté » Mères isolées, départ des jeunes femmes
4-4 Accès à la culture et aux loisirs	Accès réduit, en particulier à la culture (manque de travail pédagogique et de coordination des offres)	Un réel effort en faveur de la culture et des loisirs (renforcement et fédération de l'offre, travail pédagogique)	Repli culturel, culture « populaire » (vs « élitiste »), délitement des structures existantes
2-2 Réussite scolaire des écoles et des enfants	« Un niveau scolaire toujours plus faible » Laisser-aller	Politique de valorisation (+ mixité sociale)	Démobilisation des acteurs et dégradation de la situation
3-3 Traitement de la délinquance	Stabilisation	Forte réduction	Augmentation (précarisation sociale)
3-4 Santé : offre et prévention	État sanitaire médiocre et accès aux soins réduit	Amélioration	Dégradation
4-2 Le cadre de vie	« Réhabilitations cosmétiques »	« Quartier réhabilité en profondeur » (Décloisonnement par le tram)	« Cadre de vie dégradé » (Cloisonnement, disparition des commerces et services)
4-3 Le parc de logements	Parc de logements vieillissant et moins attractif	Remise à niveau (notamment thermique)	Dégradation irréversible et velléités de démolition
5-1 Volonté, moyens financiers et efficacité de l'action publique	Drouot reste un quartier prioritaire (Financements stables, projets peu ambitieux)	Des projets plus ambitieux pour le nouveau « secteur Drouot-Illzach »	Un quartier prioritaire parmi la multitude auxquels se consacre la nouvelle Communauté d'Agglomérations
5-2 Les déplacements	Malgré l'arrivée du Tram, la voiture individuelle est toujours privilégiée	Décloisonnement du quartier grâce au Tram (+ modes de déplacement alternatifs)	Mauvaise utilisation (non préparée) du Tram (fuite des consommateurs, concurrence Tram-voiture)
2-4 Qualification et formation professionnelle continue	Population toujours peu formée et peu qualifiée	Encouragement bénéfique de la formation professionnelle (aides)	Population hors jeu : trop peu formée et qualifiée pour s'insérer dans le marché du travail
3-2 Emploi et revenus	Stabilisation du taux de chômage et des aides sociales	Nouvelle dynamique (relance économique nationale)	Explosion du taux de chômage et précarisation croissante (durcissement de la crise)
5-4 L'activité économique de l'agglomération	Activité économique stable Économie résidentielle toujours faible et précaire	Fort développement de la région et du quartier, grâce à une situation stratégique en Europe	Effondrement de l'économie, très dépendante de l'industrie (PSA) (durcissement de la crise)
4-1 Éco-attitude	Logements obsolètes et consommation alimentaire peu variée	Forte prise de conscience (rénovation thermique et jardins potagers)	Dégradation de la situation, faute de moyens
3-1 Démographie du quartier	« Glissement générationnel » Lent vieillissement et diminution démographique	« Renouveau du quartier »	« Drouot, quartier calme et sans vie » Départ massif des jeunes

La crise économique a été très courte, de fin 2008 à 2010, mais très intense. En effet, les dégâts, notamment sur la sphère économique productive ont été très importants. C'est essentiellement la sphère productive qui a subi les conséquences de ces secousses économiques. PSA, symbole de la sphère productive dans la région mulhousienne, a réduit ses unités de production de moitié en seulement deux années. Les quartiers en difficultés, comme le quartier Drouot, très dépendants de la sphère productive, subissent de plein fouet les conséquences de l'effondrement de l'économie lourde, productive.

Dans le quartier Drouot, le taux de chômage a grimpé jusqu'à plus de 35% au cours de l'année 2010. La précarité a été très grande pour les habitants du Drouot avec une part des bénéficiaires des minima sociaux toujours plus grande. L'entraide devient importante pour faire face à cette précarité intense et grandissante.

Fin 2010, on voit apparaître enfin les premiers signes d'une relance économique, mais d'un nouveau type. En effet, il s'agit de l'émergence de nouveaux marchés comme les services à la personne et le développement durable qui vont servir de booster à l'économie, et pallier les réductions d'emplois de la sphère productive. 2011 marque le début d'un nouveau cycle économique basé sur l'émergence de nouveaux marchés. Les habitants du Drouot sont déjà fortement imprégnés de ces nouveaux domaines professionnels, les services à la personne avec l'entraide au quotidien durant la crise, et le développement durable pour une économie plus propre et durable. Il y a une forte prise de conscience des habitants du Drouot face aux enjeux de développement durable.

Face à ces nouveaux marchés et à la forte sensibilité des habitants du quartier Drouot sur ces nouveaux domaines, les collectivités soutiennent sur un plan local l'émergence de ces marchés au sein du quartier Drouot. Ces soutiens, majoritairement financiers, sont possibles grâce aux fonds débloqués en 2011 suite au Grenelle Environnement III. On voit apparaître la naissance massive de SCIC dans le domaine du développement durable et des services à la personne, Société Coopérative d'Intérêt Collectif, entreprises coopératives permettant d'associer autour d'un même projet des acteurs multiples (salariés, associations, collectivités territoriales), sur des Biens et Services qui répondent aux besoins collectifs d'un territoire par la meilleure mobilisation possible des ressources. Ce nouveau statut juridique se diffuse et permet aux collectivités territoriales de soutenir plus facilement les actions locales sur ces nouveaux marchés.

Les initiatives locales dans le domaine notamment des services à la personne, explosent dans le quartier Drouot. De nombreuses structures, assez petites, sont créées par des habitants du quartier qui ont développé un fort esprit d'entraide, suite à la crise assez dure subie auparavant. Les autorités publiques ont également décloisonné les aides à la formation aux emplois « verts » et aux services à la personne, principalement en direction des quartiers touchés fortement par la crise et le chômage. Le quartier Drouot en bénéficie prioritairement et de nombreux habitants profitent de cette période de chômage et de transition pour se former à ces nouveaux marchés. Les habitants, mieux formés, s'intègrent plus vite sur le marché du travail, et le chômage massif au quartier Drouot connaît un fort retournement. En 2015, le taux de chômage au Drouot revient à un taux moyen de 30%, niveau moyen avant la crise, et deux ans plus tard, le taux de chômage est même descendu au niveau de la moyenne mulhousienne.

L'école et la formation initiale jouent également un rôle important. Désormais, les autorités publiques et le collège du Drouot travaillent en collaboration pour adopter des politiques de valorisation en faveur des filières artisanales, professionnelles... Un lien fort est créé avec le village artisanal du Drouot afin de permettre aux collégiens d'obtenir des stages plus facilement. La formation au développement durable devient primordiale avec comme symbole la semaine de l'entrepreneuriat écologique et solidaire mis en place par le collège à partir de 2015. La volonté de relance solidaire et écologique se retrouve chez les habitants du Drouot, ainsi qu'au sein des collectivités locales.

L'arrivée du Tramway en 2013 a été précédé par tout un travail de sensibilisation (au sein des écoles, réunion citoyenne au centre socio-culturel...) mis en place par la commune de Mulhouse et avec l'aide de l'Agence d'Urbanisme de la Région Mulhousienne, sur les modes doux de déplacement. Les habitants se sont réellement imprégnés du développement durable et ont demandé, avec succès, la mise en place d'une borne Vitesse au cœur même du quartier. L'arrivée du Tramway a permis de refaire les logements esthétiquement, notamment pour les « grands blocs » du nouveau Drouot. Par ailleurs, les habitants ont demandé aux bailleurs sociaux propriétaires des logements de refaire des rénovations, notamment sur le plan thermique, en vue d'économies d'énergie importantes. Cela se fait en collaboration avec les entreprises du bâtiment « vert » nouvellement créés dans le quartier. Un véritable partenariat est mis en place entre les bailleurs sociaux, les autorités publiques et les habitants et entreprises locales pour recréer un cadre de vie harmonieux.

Les jardins potagers, après un succès au départ très relatif, explosent à partir de 2014. La conscience écologique et solidaire devient telle que certains jardins deviennent même des « oeuvres d'art » écologiques, apologie de la nourriture saine. Le cadre de vie agréable, associé au Tramway, fait que de nouvelles populations viennent au Drouot. Les commerces de proximité hésitent moins à venir s'implanter au sein du quartier. Désormais, ce sont les emplois de services, les emplois verts et les magasins de proximité qui cohabitent au Drouot. On assiste à un cercle vertueux, suite à la forte prise de conscience générale sur les emplois d'entraide (services à la personne) et les emplois verts. L'installation d'une aide soignante (infirmière) en direction des populations âgées, très nombreuses au sein du quartier Drouot, est un symbole. Cette dernière associe entraide et développement durable, puisqu'elle ne se déplace chez les personnes en modes de déplacement doux et non polluants ou très faiblement (vélo, Tramway...). Cette dernière a très vite développé son activité et embauche deux autres aides soignantes à domicile.

en 2016. Le quartier Drouot dispose d'un terreau social fertile permettant le développement de ces nouveaux services.

Les collectivités profitent de ce renouveau de solidarité pour mettre en place un fort partenariat autour des acteurs locaux et notamment du nouveau centre socioculturel. De nombreuses activités reprennent place au sein du quartier. La délinquance chute fortement avec l'embellissement du quartier. Les structures associatives repartent de plus belle, notamment en direction des jeunes, permettant de lutter encore plus contre les phénomènes de délinquance juvénile, de plus en plus importants entre 2008 et 2012.

Les femmes sont également au centre de ce renouveau social du quartier, avec une place de plus en plus prépondérante. Elles s'investissent majoritairement dans les associations locales et sont même à la source de nouvelles associations comme celle des femmes musulmanes, ou encore celle des « jardins d'Eden » où des femmes se regroupent sur un jardin potager, cultivent leurs propres aliments en fonction des saisons, et cuisinent des plats qu'elles mettent à disposition des plus démunis dans un repas, tous les premiers mercredis de chaque mois. Il s'agit une fois de plus d'un exemple d'aide de proximité mêlée à du développement durable. Les associations culturelles se développent également en parallèle des structures associatives sociales. En effet, une vraie culture propre au Drouot et à son renouveau social naît au sein du quartier. Le nombre de participants aux activités culturelles devient de plus en plus important. La Filature a même conclu un accord avec un groupe de théâtre du Drouot afin de mettre à disposition une scène, trois jours en juin 2017, afin d'exposer sa pièce innovante et regroupant des jeunes, moins jeunes, des habitants de toutes origines dans un spectacle de qualité selon les critiques de spectacles.

Dans ce cadre général, c'est toute la population du Drouot qui se sent mieux. Elle se sent mieux moralement par l'amélioration du cadre de vie, mais également physiquement par l'implantation en 2013 d'un second médecin dans le quartier qui désengorge peu à peu les salles d'attente. Il fait désormais bon vivre au quartier Drouot.

La grande précarité atteinte en 2011 par les habitants du Drouot semble désormais bien loin suite à la relance économique par les services à la personne et les emplois verts. Les habitants du quartier ont accompagné l'émergence de ces nouveaux marchés et pour une fois ont pu se préparer en cohérence avec le marché du travail. L'économie de l'agglomération a perdu beaucoup d'emplois, mais a pu pratiquer sa mue économique plus rapidement que prévu.

En ce qui concerne l'économie résidentielle, de proximité, le quartier connaît un foisonnement de nouvelles structures (services à la personne principalement), ainsi qu'un partenariat avec le village artisanal qui ne ressemble plus à un village posé au milieu d'un quartier. La population a augmenté dans le quartier suite à la rénovation des logements, au cadre de vie harmonieux, ainsi qu'à l'ambiance sociale générale. Les familles de Barbanègre demandent à nouveau à être rattachées au quartier Drouot, notamment en matière de carte scolaire.

L'émergence des nouveaux marchés a entraîné un nouveau cycle économique, social et écologique enfin vertueux pour les habitants du Drouot, en espérant que celui-ci soit enfin durable et permette de sortir durablement le quartier de la précarité.

Les habitants, acteurs de leur vie

Méthodologie :

Le groupe d'experts a retenu pour bâtir ce scénario 13 hypothèses II (partenariat de tous les acteurs autour du quartier, vie citoyenne, rôle des femmes, réussite scolaire, traitement de la délinquance, santé, accès à la culture et aux loisirs, parc de logements, déplacements, qualification et formation professionnelle continue, emplois et revenus, éco-attitude, démographie du quartier), 2 hypothèses I (cadre de vie et activité économique de l'agglomération) et 1 hypothèse 3 (volonté, moyens financiers et efficacité de l'action publique).

Les leviers principaux de cet assemblage sont :

- une crise économique qui dure ;
- l'investissement de la collectivité locale ne connaît pas de modifications, le quartier Drouot étant un quartier prioritaire parmi d'autres ;
- en conséquence, le cadre de vie du quartier ne connaît que des réhabilitations « cosmétiques » ;
- les habitants du quartier s'impliquent davantage dans la vie du quartier dans une démarche de cohésion sociale ; et on assiste à l'émergence d'une forte prise de conscience par rapport aux enjeux de développement durable.
- le Centre Socio-Culturel profite nettement de cette implication ;
- du coup, on voit apparaître un renouveau démographique du quartier, avec l'émergence d'une culture populaire de quartier.

VARIABLE	HYPOTHÈSES		
	H1	H2	H3
1-1 Partenariat de tous les acteurs autour du quartier	« Drouot-Barbanègre, un partenariat vivant mais segmenté »	- Drouot-Barbanègre, partenariat fort -	« Drouot-Barbanègre, quartier sans partenariat »
1-2 Vie citoyenne/capacité d'initiative des habitants	Vie citoyenne <i>à minima</i> (persistance des perturbations)	- Petit village « dynamique, qualité du « vivre ensemble »	« Quartier du repli sur soi »
2-1 Le rôle des femmes	« Une émancipation relative » Les jeunes femmes quittent le quartier	« Accès à l'autonomie et émancipation »	« Les femmes en grande difficulté » Mères isolées, départ des jeunes femmes
4-4 Accès à la culture et aux loisirs	Accès réduit, en particulier à la culture (manque de travail pédagogique et de coordination des offres)	Un réel effort en faveur de la culture et des loisirs (renforcement et fédération de l'offre, travail pédagogique)	Repli culturel, culture « populaire » (vs « élitiste »), délitement des structures existantes
2-2 Réussite scolaire des écoles et des enfants	« Un niveau scolaire toujours plus faible » Laisser-aller	Politique de valorisation (+ mixité sociale)	Démobilisation des acteurs et dégradation de la situation
3-3 Traitement de la délinquance	Stabilisation	Forte réduction	Augmentation (précision sociale)
3-4 Santé : offre et prévention	État sanitaire médiocre et accès aux soins réduit	Amélioration	Dégradation
4-2 Le cadre de vie	- Réhabilitations cosmétiques - avec moteur cohésion sociale et commerces ++ (ex : café citoyen)	« Quartier réhabilité en profondeur » (Décloisonnement par le tram)	« Cadre de vie dégradé » (Cloisonnement, disparition des commerces et services)
4-3 Le parc de logements	Parc de logements vieillissant et moins attractif	Remise à niveau (notamment thermique) sous la contrainte forte des habitants	Dégradation irréversible et velléités de démolition
5-1 Volonté, moyens financiers et efficacité de l'action publique	Drouot reste un quartier prioritaire (Financements stables, projets peu ambitieux)	Des projets plus ambitieux pour le nouveau « secteur Drouot-litzach »	Un quartier prioritaire parmi la multitude auxquels se consacre la nouvelle Communauté d'Agglomérations
5-2 Les déplacements	Malgré l'arrivée du Tram, la voiture individuelle est toujours privilégiée	Décloisonnement du quartier grâce au Tram (+ modes de déplacement alternatifs)	Mauvaise utilisation (non préparée) du Tram (fuite des consommateurs, concurrence Tram-voiture)
2-4 Qualification et formation professionnelle continue	Population toujours peu formée et peu qualifiée	Encouragement bénéfique de la formation professionnelle (aides) avec demande des habitants	Population hors jeu : trop peu formée et qualifiée pour s'insérer dans le marché du travail
3-2 Emploi et revenus	Stabilisation du taux de chômage et des aides sociales	Nouvelle dynamique (qui vient du local)	Explosion du taux de chômage et précarisation croissante (durcissement de la crise)
5-4 L'activité économique de l'agglomération	Activité économique stable Économie résidentielle	Fort développement de la région et du quartier, grâce à une situation stratégique en Europe	Effondrement de l'économie, très dépendante de l'industrie (PSA) (durcissement de la crise)
4-1 Éco-attitude	Logements obsolètes et consommation alimentaire peu variée	Forte prise de conscience (rénovation thermique et jardins potagers)	Dégradation de la situation, faute de moyens
3-1 Démographie du quartier	« Glissement générationnel » Lent vieillissement et diminution démographique	- Renouveau du quartier -	« Drouot, quartier calme et sans vie » Départ massif des jeunes

2020 : l'économie mondiale porte toujours les stigmates de la crise économique et financière.

La crise enfin stabilisée, l'économie mondiale tourne toujours au ralenti, avec des croissances des PIB annuels des pays avoisinant 0, avec même des pics de décroissance.

La relance économique tant promise, et au coeur des débats politiques des élections présidentielles de 2012 et 2017, tarde à s'annoncer. Dans ce contexte mondial sclérosé, la région mulhousienne continue sa mue économique. Ce sont tous les quartiers mulhousiens qui connaissent des problèmes de reconversion, d'emplois, de chômage... Les pouvoirs publics sont dépassés par l'ampleur de la crise sur les quartiers, notamment les quartiers sensibles. Les moyens financiers publics sont dispersés sur tous les quartiers nécessaires, et le quartier Drouot n'est qu'un quartier parmi tant d'autres et ne bénéficie que de faibles moyens, souvent palliatifs.

Le fort ralentissement économique pèse sur le quotidien des habitants du Drouot. Les habitants et acteurs locaux présents au sein du quartier ne voient pas le bout du tunnel. Lassés des promesses des pouvoirs publics, les habitants, aidés par les acteurs locaux décident de prendre le taureau par les cornes et d'agir par eux-mêmes. Peu à peu, on assiste à la naissance d'une forte cohésion sociale au sein du quartier. L'entraide dans ces années difficiles devient de mise et même une marque de fabrique du quartier. Les habitants posent les premières pierres d'une réelle dynamique collective et citoyenne.

Dès lors, le tissu associatif devient de plus en plus fort, avec un important renouvellement des bénévoles, une nouvelle dynamique sous l'impulsion du centre socio-culturel. De nouvelles associations naissent comme celle des femmes musulmanes du quartier, qui symbolise également l'émancipation des femmes du Drouot. En effet, les femmes du quartier participent de plus en plus aux associations, jusqu'à en devenir parfois les moteurs. Cette émancipation ralentit également l'exode des jeunes femmes. Les qualités du vivre ensemble et du bien-être deviennent prépondérantes. Le terreau mis en place de 2008 à 2010 par la recherche du bien-être de l'action « territoire responsable » porte désormais ses fruits. Par effet de réseau, l'action s'est propagée d'un petit nombre d'habitants du Drouot à la grande majorité des habitants du Drouot. Des créations collectives innovantes voient le jour comme les petits déjeuner citoyens tous les premiers dimanche de mai à août. La cohésion sociale et citoyenne du quartier devient très importante. Ce renforcement social influe également sur d'autres domaines comme l'éducation et la réussite scolaire. En effet, c'est toute la famille et même tout le quartier qui s'investit dans l'éducation des enfants. L'implication des parents dans les associations de parents d'élèves devient majeure. La réussite scolaire augmente fortement dans les écoles du quartier. Les effets de réussite générationnels des années 2000 se généralisent, suite à une émulation collective et sociale importante.

De nombreuses activités innovantes sont également mises en place comme la participation à des concours scolaires (concours kangourou, concours journalistique) avec parfois une certaine réussite scolaire désormais valorisée. La semaine de l'entrepreneur dans les collèges s'est généralisée et permet de favoriser les écoliers avec le monde professionnel. Les foires et kermesses deviennent de plus en plus dynamiques et suivies par les habitants.

Cette cohésion sociale grandissante a également une influence sur la délinquance dans le quartier. L'implication plus grande des habitants du Drouot fait que la délinquance se réduit suite à une surveillance citoyenne de la part des habitants. De nombreuses actions citoyennes, de la part des acteurs locaux et habitants, sont mises en place en direction des délinquants, souvent jeunes et qui ne demandent qu'à être aidés. Le taux de délinquance chute de manière vertigineuse entre 2017 et 2020 pour atteindre un niveau très faible. Les habitants font pression pour que des logements soient construits sur l'ancien site de la MJC, symbole de la délinquance passé, afin de tirer un trait sur le passé et changer d'image. L'émulation collective provoque également un foisonnement d'actions associatives dans les domaines de la culture et des loisirs. L'offre culturelle trouve enfin, grâce au dynamisme collectif, une population réceptive à toute sorte de culture, que ce soit populaire ou plus élitiste. Le dynamisme local et les nombreux échanges entre les individus créent une véritable culture populaire propre aux habitants du quartier. Les actions culturelles sont portées par tout le quartier Drouot, marque de fierté de leur action collective et dynamisme. La forte dynamique de cohésion sociale et le rejet désormais de l'économie traditionnelle font que les habitants se tournent vers une économie alternative, proche de l'économie sociale et solidaire, avec une forte prise de conscience de l'environnement et du développement durable. La qualité du bien-être prônée par les habitants passe forcément par leur environnement. Les jardins potagers, remis en place en 2007-08, sont réappropriés progressivement par les habitants, avec une explosion de la demande qui devient très vite supérieure à l'offre de jardins à partir de 2014. L'éco-attitude devient très prononcée chez les habitants du quartier Drouot. La notion de consommation durable et responsable se diffuse dans la population, d'où l'essor des jardins potagers, symboles d'une « meilleure bouffe » comme aiment le dire les habitants. Une association de personnes possédant des jardins se forme en vue de créer une AMAP des produits locaux issus des jardins, pour diffuser ces produits à toute la population du quartier, même ceux ne possédant pas de jardins potagers. L'entraide est toujours de mise dans le quartier, et le but n'est pas de faire du profit avec ces produits, mais bien une diffusion plus grande. La sensibilisation des habitants au développement durable se porte également sur leurs logements. En effet, la plupart des logements, assez anciens, ne sont souvent pas aux normes thermiques. Par souci environnemental mais également d'économie financière par ces temps de stabilisation-ralentissement économiques, les habitants se regroupent au sein d'une association de locataires, « les Loca-Terre responsables », afin de faire pression sur les bailleurs sociaux du quartier en vue de réhabiliter les logements qu'ils considèrent comme de véritables épaves thermiques pour la nature et des gouffres financiers (suite notamment aux hivers très froids de

2013 et 2015 et une consommation d'énergie énorme couplée à des déperditions thermiques importantes). En février 2016, suite au déblocage de nouveaux fonds publics grâce au Grenelle Environnement III, l'association des locataires, les habitants et les bailleurs sociaux se regroupent lors d'une réunion au centre socio culturel et se fixent comme but les modalités de remise aux normes des logements, notamment sur le plan environnemental. Les habitants obtiennent donc gain de cause.

L'arrivée du Tram en 2014, retardé par la crise économique, permet un mode alternatif de transport et un désenclavement du quartier. Par ailleurs, une borne Vélocité est enfin installée au coeur du quartier et un agrandissement du parc de vélos de cette dernière est en projet, suite à son grand succès auprès des habitants du Drouot. Percevant cette forte demande en développement durable, une entreprise d'auto partage, « auto'trement », décide de s'implanter dans le quartier.

Cette demande en développement durable et environnement se ressent aussi dans la demande en formation et en qualification de la part des habitants du quartier. Ces derniers, subissant le ralentissement économique de plein fouet, en profitent pour se former et obtenir de nouvelles qualifications (suite à l'ouverture des financements publics pour la formation et la qualification en période de ralentissement et crise économique), notamment dans le domaine des emplois verts (dans le bâtiment en majorité) ou encore dans les services à la personne, symbole de l'entraide et de la cohésion sociale chères aux habitants du quartier.

Par ailleurs, le quartier connaît un renouveau démographique. Le quartier attire des populations extérieures de par sa réputation de quartier où il fait « bon-vivre ». Le solde migratoire devient largement positif avec un retournement à partir de 2015. Les jeunes, ainsi que les adultes, ne rechignent plus à faire leur vie dans le quartier. La mauvaise image du quartier est bien loin de celle du début des années 2000. Le glissement générationnel connaît un renversement avec une nouvelle dynamique. Le quartier est également plus attractif pour les professionnels de la santé comme les médecins qui avaient déserté le quartier à cause de sa mauvaise réputation. L'offre de santé s'améliore et par conséquent la santé des habitants. En 2019, on compte désormais 3 médecins implantés dans le quartier Drouot.

Le quartier Drouot devient un quartier de cohésion sociale et de bien-être. L'économie résidentielle et la vie locale commencent progressivement à reprendre vie grâce à l'impulsion d'une cohésion sociale et d'une dynamique collective forte. Les petits commerces commencent à revenir s'implanter dans le quartier comme les cafés, bars, et un café citoyen est implanté au coeur du quartier. Ce café, symbole de la dynamique associative et sociale locale, accueille beaucoup d'habitants du quartier, mais également des habitants d'autres quartiers et des élus locaux, qui viennent débattre tous les jeudi à partir de 18h sur des questions citoyennes et de proximité, moteur d'un dynamisme citoyen fort. Il devient même un passage incontournable des candidats à la mairie de Mulhouse lors des élections municipales de 2020.

La cohésion sociale a été le levier de nombreux moteurs de développement du quartier. Le quartier Drouot est désormais le quartier du « bon vivre » et du « vivre ensemble » et devient même un symbole dans Mulhouse et l'agglomération mulhousienne. La vie étant moins dégradée, les autorités publiques l'ont même retiré des quartiers prioritaires fin 2020.

